

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉTAT DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE INCA PÉRUVIEN :
ÉTUDE DU
SANCTUAIRE DE PACHACAMAC,
DU PARC ARCHÉOLOGIQUE DE SACSAYHUAMAN (PAS)
ET DU SANCTUAIRE HISTORIQUE DE MACHU PICCHU (SHMP)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES DES ARTS

PAR
JULIE ALARY LAVALLÉE

JUIN 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier les familles péruviennes Ruiz, Lonsoï et Melgar Pinto, pour leur appui, leur accueil et leurs précieux conseils. Un merci spécial à Doménico Timoteo Ruiz, pour sa collaboration quotidienne.

Merci à ma famille, Alfred Lavallée, Louise Alary, Martin Lavallée, Marie-Eve Lefebvre et Juliette Alary pour leur écoute, leur compréhension et la révision de la langue française.

À Daniel Arsenault, mon professeur au Département d'histoire de l'art à l'Université du Québec à Montréal, pour sa direction du mémoire et ses importantes recommandations.

À Alfio Pinasco, architecte et professeur à l'université Ricardo Palma à Lima, pour sa curiosité insatiable de la culture autochtone et sa grande connaissance de l'architecture préhispanique.

À Lucy Ángulo Lafosse, artiste peintre péruvienne, pour sa créativité, son hospitalité et toutes ces discussions enrichissantes.

À Marcelo Saco, archéologue et sous-directeur du site de *Pachacamac*, pour son savoir et sa générosité.

À Ponciano Paredes Botoni, archéologue et ancien sous-directeur du site de *Pachacamac*, pour son expertise et pour l'intérêt qu'il porte aux vestiges de ce lieu ancien.

À Wilber Bolivar Yapura, directeur du département régional de l'INC Cusco de conservation du patrimoine culturel immobilier, pour son appui remarquable.

À Sébastien Fournier, mon grand ami, pour sa patience et son soutien ainsi qu'à ma copine mexicaine, Nuria Carton de Grammont Lara, pour ses encouragements et sa force de conviction.

À Mario Osorio, Ruth Shadys Solis et à beaucoup d'autres professionnels péruviens qui luttent quotidiennement pour l'affirmation et la reconnaissance de la culture péruvienne.

À Samuel Camacho, Manuel Chavéz et Andrés, mes trois précieux amis péruviens avec qui j'ai partagé des moments extraordinaires.

À mon ami argentin, Andrés Schaffer, pour son aide à la traduction espagnole.

Finalement, à tous les Péruviens avec qui j'ai échangé et qui m'ont donné la chance de mieux connaître la richesse culturelle de leur pays.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	x
RÉSUMÉ	xiii
RESUMEN	xiv
CITATION	xv
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE	7
1.1 Les définitions du patrimoine archéologique	7
1.1.1 La matérialité du patrimoine archéologique	8
1.1.2 Les sites archéologiques entendus comme adaptation à la nature et aux aspects matériels et immatériels de la culture	11
1.2 Les patrimoine culturel et archéologique dans les textes législatifs péruviens ...	15
1.3 Les biens culturels précolombiens dans l’histoire péruvienne	17
1.4 Les lois nationales et leurs effets sur la protection du patrimoine culturel aujourd’hui	23
1.5 Conclusion	25
CHAPITRE II	
LES ACTEURS DE LA SPHÈRE PATRIMONIALE	26
2.1 Le patrimoine : une chaîne de coopération	26
2.2 Les principaux acteurs oeuvrant dans le monde patrimonial péruvien	28
2.2.1 <i>Instituto Nacional de Cultura</i> (INC) et autres ministères	28
2.2.2 <i>Comité Peruano del ICOMOS</i>	30
2.2.3 Les professionnels péruviens en conservation-restauration	32
2.2.4 Les projets d’investigation étrangère et la coopération internationale	33
2.2.5 Le secteur privé	34
2.3 Conclusion	34

CHAPITRE III	
ENJEUX DE LA CONSERVATION DU PATRIMOINE ET LES LUTTES	
ACTUELLES	36
3.1 Les facteurs naturels	36
3.1.1 Géographie et climats	36
3.2 Les facteurs anthropiques	39
3.2.1 Vols et saccages des sites archéologiques	39
3.2.2 Participation civile	42
3.2.3 Tourisme et économie	44
3.3 Conclusion	49
CHAPITRE IV	
SANCTUAIRE DE PACHACAMAC	50
4.1 La côte pacifique et le <i>Sanctuaire de Pachacamac</i>	50
4.2 Histoire préhispanique : l'incursion inca	51
4.3 Histoire sous la domination espagnole	52
4.4 Mise en patrimoine	53
4.5 Facteurs de dégradation	55
4.5.1 Facteurs naturels	55
4.5.2 Facteurs anthropiques.....	57
4.6 Le futur de <i>Pachacamac</i>	64
4.7 Conclusion	65
CHAPITRE V	
LE PARC ARCHÉOLOGIQUE DE SACSAYHUAMAN (PAS).....	67
5.1 Les Andes et le complexe archéologique de <i>Sacsayhuaman</i>	68
5.2 Mise en patrimoine	69
5.3 Facteurs de dégradation	71
5.3.1 Colonisation et destruction des structures incaïques	72
5.3.2 Présence paysanne et résidences illégales	73
5.3.3 Transport au sein du PAS	76
5.3.4 Infiltration clandestine et pillage	76
5.3.5 Chemins alternatifs	77

5.3.6	Exploitation du tourisme.....	77
5.4	Le futur du PAS	78
5.5	Conclusion	81
CHAPTRE VI		
	LE SANCTUAIRE HISTORIQUE DE MACHU PICCHU (SHMP)	83
6.1	<i>Machu Picchu</i> et la progression de l'Empire inca en Amazonie	84
6.2	Histoire et développement touristique du SHMP	85
6.3	Facteurs de dégradation	90
6.3.1	Facteurs naturels	90
6.3.2	Facteurs anthropiques	92
6.4	<i>Plan Maestro 1998-2003</i>	101
6.5	<i>Plan Maestro 2005-2010</i>	103
6.6	Le futur du SHMP	104
6.7	Conclusion	106
	CONCLUSION	108
APPENDICE A		
	FIGURES CITÉES DANS LE TEXTE	115
APPENDICE B		
	DESCRIPTION DU SANCTUAIRE DE PACHACAMAC	124
APPENDICE C		
	DESCRIPTION DES VESTIGES DE SACSAYHUAMAN	128
APPENDICE D		
	DESCRIPTION DES VESTIGES DE MACHU PICCHU	135
APPENDICE E		
	TRADUCTION FRANÇAISE DES CITATIONS EN ESPAGNOL	138
	RÉFÉRENCES	144

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
3.1	Exemple d'une structure à <i>Pachacamac</i> en adobe.....	115
4.1	Territoire du <i>Tahuantinsuyu</i>	115
4.2	Plan du site de <i>Pachacamac</i>	116
4.3	Plan géographique de <i>Pachacamac</i>	116
4.4	Vestiges d'une des intersections principales à <i>Pachacamac</i>	116
4.5	Pyramide à rampe.....	117
4.6	Divisions des différents secteurs à <i>Pachacamac</i>	117
4.7	Vestiges du <i>Templo del Sol</i>	117
4.8	<i>Coricancha</i> à Cusco	117
4.9	Vestiges de pilastres au sommet du <i>Templo del Sol</i>	118
4.10	Vestiges du <i>Templo de la Luna</i>	118
4.11	Invasion territoriale aux abords de la zone protégée.....	118
4.12	Invasion territoriale	118

5.1	Plan du tertre et des vestiges de <i>Sacsayhuaman</i>	119
5.2	1 ^{er} rempart composé de pierres mégalithiques	119
5.3	Les trois remparts ainsi que la place <i>Chuquipampa</i>	119
5.4	Exemple de porte d'accès	120
5.5	Tour <i>Muyucmarca</i>	120
5.6	Formation volcanique	120
5.7	Plan de Cusco	120
5.8	Architecture coloniale construite sur les bases des édifices incas à Cusco.....	121
5.9	Végétation sur la colline de <i>Sacsayhuaman</i> et vue sur Cusco	121
5.10	Constructions récentes aux côtés de vestiges de murs incas	121
5.11	Propagande politique et domiciles près de vestiges incas	121
5.12	Véhicules motorisés sur le PAS	121
5.13	Pierre brûlée par des pratiques touristiques mystiques.....	121
5.14	Habitants du PAS	122
5.15	Des locaux tentant d'attirer l'attention des touristes.....	122

6.1	Plan des vestiges à <i>Machu Picchu</i>	122
6.2	Vue générale sur le <i>Machu Picchu</i> du début du XX ^e siècle	122
6.3	<i>Andenes</i> à <i>Machu Picchu</i>	122
6.4	<i>Intihuatana</i>	123
6.5	Végétation envahissante à l'arrivée de Bingham en 1912.....	123
6.6	Affaissement des structures	123
6.7	Village de Aguas Calientes.....	123
6.8	Déchets.....	123

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

A-RSF	<i>Restauradores Sin Fronteras</i> Restaurateurs sans frontières
CCP	<i>Casa de la Cultura del Perú</i> Maison de la culture du Pérou
Codevalle	<i>El Comité de Defensa y Desarrollo del Valle</i> Le comité de défense et de développement de la vallée
COPESCO	<i>Comisión Especial para Coordinar y Supervigilar el Plan Turístico Cultural Perú-UNESCO</i> Commission spéciale pour la coordination et supervision du plan touristique et culturel Pérou-UNESCO
CTAR	<i>Consejo Técnico de Administración Regional</i> Conseil technique d'administration régionale
DEAEC	<i>Dirección de Educación Artística y Extensión Cultural</i> Direction d'éducation artistique et extension culturelle
DNT	<i>Dirección Nacional de Turismo</i> Direction nationale du tourisme
ENTUR	<i>Empresa Nacional de Turismo</i> Entreprise nationale du tourisme
FOPTUR	<i>Fondo de Promoción Turística</i> Fonds de promotion touristique
ICOFOM LAM	<i>Subcomité Regional del ICOFOM en América Latina y el Caribe</i> Sous-comité régional de l'ICOFOM en Amérique latine et les Caraïbes
ICOM	Conseil international des musées
ICOMOS	Conseil international des monuments et des sites
ICOMOS PERU	<i>Comité Peruano del Consejo Internacional de Monumentos y Sitios</i> Comité péruvien du Conseil international des monuments et des sites
ICCROM	Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels

INC	<i>Instituto Nacional de Cultura</i> Institut national de la culture
INRENA	<i>Instituto Nacional de Recursos Naturales</i> Institut national des ressources naturelles
MINCETUR	<i>Ministerio de Comercio Exterior y Turismo</i> Ministère du Commerce extérieur et du Tourisme
MITINCI	<i>Ministerio de Industria, Turismo, Integración y Negociaciones Comerciales Internacionales</i> Ministère de l'Industrie, du Tourisme, de l'Intégration et des Négociations commerciales internationales
MRTA	<i>Movimiento Revolucionario Túpac Amaru</i> Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru
MTC	<i>Ministerio de Transportes y Comunicaciones</i> Ministère du Transport et des Communications
OEA	Organisation des États américains
OEI	<i>Organización de Estados Iberoamericanos para la Educación, la Ciencia y la Cultura</i> Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture
PAP	<i>Pachacamac Archeological Project</i> Projet archéologique à <i>Pachacamac</i>
PAS	<i>Parque Arqueológico de Sacsayhuaman</i> Parc archéologique de <i>Sacsayhuaman</i>
PNUD	<i>Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo</i> Programme des Nations Unies pour le développement
PROMCEPRI	Comisión de Promoción de Concesiones Privadas Commission de promotion de concessions privées
PromPerú	<i>Comisión de Promoción del Perú</i> Commission de promotion du Pérou
SHMP	<i>Santuario Histórico de Machu Picchu</i> Sanctuaire historique de <i>Machu Picchu</i>

UGM	<i>Unidad de Gestión del Santuario Histórico de Machu Picchu</i> Unité de gestion du Sanctuaire historique de <i>Machu Picchu</i>
UICN	Union mondiale pour la nature
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

RÉSUMÉ

Ce mémoire présente une analyse sur l'état du patrimoine archéologique péruvien et plus particulièrement des vestiges architecturaux datant de l'époque inca. Il a pour objectif de déterminer si les actions posées par les acteurs impliqués dans sa mise en valeur ont assuré son intégrité par l'application de mesures adéquates de conservation.

Pour atteindre cet objectif, ce mémoire s'attarde sur la matérialité des vestiges archéologiques. Des définitions et explications des diverses catégories de biens culturels sont proposées dans le chapitre I afin de faciliter la compréhension du sujet. Les auteurs impliqués dans la gestion et la protection de ce patrimoine sont présentés au chapitre II alors que les principaux enjeux qui empêchent un respect maximal de ces biens nationaux sont exposés au chapitre III. Les trois derniers chapitres renferment des études de cas, lesquelles énoncent les actes de patrimonialisation et de mise en valeur de trois sites incas : le *Sanctuaire de Pachacamac*, le *Parc archéologique de Sacsayhuaman* (PAS) et le *Sanctuaire historique de Machu Picchu* (SHMP). Pour évaluer leurs conditions physiques, l'approche historiographique met en évidence les étapes de mise en patrimonialisation de chacun d'eux et souligne l'histoire autochtone qui leur est rattachée. L'approche sociologique contribue, quant à elle, à questionner la responsabilité des acteurs sociaux dans la conservation des sites mentionnés.

Ce mémoire est le fruit d'une étude de terrain, de recherches assidues dans divers lieux de documentation et d'entretiens avec des individus qui participent à la mise en valeur et à la protection de ces sites. Tous ces éléments rassemblés en conclusion permettent la formulation de recommandations qui contribuent à soutenir l'importance de la conservation du patrimoine bâti péruvien de l'époque précolombienne par l'accentuation de la participation populaire, l'implantation d'un programme éducatif en vue de sensibiliser les générations à venir, un remaniement gouvernemental ainsi qu'un appui prononcé à la recherche et à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée.

Mots clés : Pérou, Incas, patrimoine bâti, conservation, politique culturelle, *Machu Picchu*, *Sacsayhuaman*, *Pachacamac*.

RESUMEN

Esta tesis propone un análisis sobre el estado del patrimonio arqueológico peruano, particularmente de los vestigios arquitecturales del período incaico, y tiene como objetivo determinar si las acciones llevadas a cabo por los actores implicados en su valorización han garantizado su integridad a través de la aplicación de medidas adecuadas de conservación.

Para cumplir dicho objetivo, esta tesis se detiene sobre la realidad material de los vestigios arqueológicos. Para facilitar la comprensión del sujeto, en el capítulo I se proponen definiciones y explicaciones sobre las diversas categorías de bienes culturales; Los autores involucrados en la gestión y la protección del patrimonio son presentados en el capítulo II; mientras que los principales factores que impiden que exista un respeto máximo a estos bienes nacionales son expuestos en el capítulo III. Los tres primeros capítulos abarcan los estudios de caso, los cuales enuncian los actos de patrimonialización y de valorización de tres sitios incas: el *Santuario de Pachacamac*, el *Parque arqueológico de Sacsayhuaman* y el *Santuario histórico de Machu Picchu*. Para evaluar sus condiciones físicas, el abordaje historiográfico pone en evidencia las etapas de patrimonialización de cada uno de ellos y subraya la historia autóctona con la cual están vinculados. El abordaje sociológico contribuye, dentro de lo que le corresponde, a cuestionar la responsabilidad de los actores sociales con respecto a la conservación de los sitios ya mencionados.

Esta tesis es el fruto de un estudio de campo, de investigaciones asiduas en diversos locales de documentación y de entrevistas con los individuos que participaron de la valorización y la protección de los sitios. Todos estos elementos reunidos, en conclusión, permiten la formulación de recomendaciones que contribuyen a sustentar la importancia de la conservación del patrimonio edilicio peruano precolombino a través de la acentuación de la participación popular, la implantación de un programa educativo para sensibilizar a las generaciones venideras, una remodelación gubernamental, tanto como un apoyo pronunciado a la investigación y a la formación de mano de obra calificada.

Palabras clave: Perú, Incas, patrimonio edilicio, conservación, política cultural, *Machu Picchu Sacsayhuaman*, *Pachacamac*.

«Sin una sustancial relación con los fuertes caracteres del Perú como país, y sin una llama verdaderamente inextinguible y profunda de inspiración, los espíritus débiles no se nutren con las extrañas corrientes en las que se ven envueltos, sino que se acaban y agotan girando tras inalcanzables modelos ; porque carecen de vínculos reales con alguna región del mundo. El universalismo puro, abstracto aún no existe. El hombre adquiere sus caracteres particulares tanto en el vientre materno como en el seno de la comunidad en la cual se forma. En nuestros tiempos esta necesidad de comunión con el hombre y el paisaje nativos, y a través de él con el universo, aparece al mismo tiempo que «desesperación» y el individualismo extremo de quienes por haber perdido toda clase de vínculos de esta naturaleza se ven frente al vacío».¹

José María Arguedas, [1953] 2006.

¹ L'appendice E contient les traductions françaises des citations en espagnol.

INTRODUCTION

Le Pérou fait partie des pays les plus indigents de l'Amérique du Sud. Paradoxalement, il est l'un des mieux nantis sur les plans culturel et environnemental. Même avant l'établissement de l'Empire inca, il se trouvait déjà au cœur d'activités florissantes de multiples communautés autochtones anciennes, actuellement reconnues pour leurs nombreux acquis culturels dans les domaines des arts et de la science (Pinasco Carella, 2003, p. 45). Il suffit de se rendre en terre péruvienne pour prendre connaissance de l'énorme, sinon gigantesque, bassin de sites archéologiques. Une grande partie de ce patrimoine bâti précolombien (avant Christophe Colomb) est toujours l'objet d'études de la part des grands chercheurs alors qu'un nombre encore important demeure inconnu des autorités et du public. Parmi cette myriade de centres préhispaniques, dont certains demeurent encore à fonctions indéterminées, plusieurs, sinon la plupart, font face à de graves problèmes de conservation malgré leur importance pour la connaissance.

Une conscience nationale en regard de la patrimonialisation des biens culturels s'est développée au Pérou dès 1929, avec le déploiement de la première loi (#6634) en matière de protection du patrimoine archéologique préhispanique motivée par une conscientisation à la cause indigène, et s'est raffermie au cours des décennies suivantes par la mise en place de nouvelles législations en matière culturelle. Il faut souligner que la patrimonialisation est entendue ici comme un processus au cours duquel l'identification, la sauvegarde, la conservation, la valorisation et la transmission des biens culturels, considérés comme des dispositifs identitaires, sont prises en charge par un engagement responsable de la société afin qu'ils soient protégés et transmis si possible intégralement aux générations à venir. Le Pérou a même ratifié la *Convention du patrimoine mondial* de l'UNESCO en 1982. Si cet engagement devait encourager une forme de conscience globale péruvienne quant à l'importance de protéger ses lieux nationaux et d'en assurer la conservation maximale, son contexte actuel expose en ce sens de sérieuses lacunes.

L'actualité, à la fois péruvienne et internationale, continue d'ailleurs d'annoncer des nouvelles controversées au sujet des zones *in situ* patrimonialisées, même si celles-ci sont reconnues et protégées par des législations et des conventions sur les plans régional, national, voire même mondial². En effet, les opérations de protection des biens patrimoniaux qui reposent sur la société et, par conséquent, sur l'appareil gouvernemental sont difficilement assumées.

Par exemple, le manque de surveillance sur les sites attire les *huaqueros*³ qui pillent et abîment sur leur passage ces anciens trésors. En plus de jouir d'une maigre reconnaissance populaire, le patrimoine immobilier doit affronter l'usure du temps, les intempéries, mais aussi un laxisme gouvernemental, qui mise davantage sur la coopération internationale et le développement économique que sur ses propres investissements dans les champs de la recherche et de la conservation-restauration. Il faut également traiter avec certains exploiters privés qui, sans investir dans la préservation des biens culturels, exploitent certains sites archéologiques à pleine capacité pour maximiser leurs profits. L'absence de support financier national pour la recherche et la conservation rend le travail des professionnels péruviens très laborieux, étant contraints de trouver eux-mêmes les subventions, souvent modestes, pour amorcer ou poursuivre leurs investigations ainsi que leurs projets de mise en valeur responsable du patrimoine.

Qui plus est, les études sur la gestion des zones archéologiques péruviennes effectuées jusqu'à ce jour, révèlent que les aspects relatifs à la mise en valeur, la protection, la législation, la conservation et la diffusion des lieux patrimoniaux autochtones ne sont toujours pas pris en main de façon convaincante. La destruction des lieux archéologiques demeure toujours un problème manifeste majeur à l'heure actuelle sous prétexte de laisser

² La civilisation inca est celle qui jouit d'une plus grande reconnaissance nationale à l'heure actuelle.

³ Ce qualificatif quechua renvoie à une activité issue d'une longue tradition folklorique et mystique. Aux yeux de la justice, les *huaqueros* sont des voleurs très souvent professionnels de sites archéologiques précolombiens, sites que l'on nomme aussi *huacas*. Ces individus volent des objets de toutes sortes, autant utilitaires que cérémoniaux, voire même des ossements pour ensuite les offrir aux touristes ou encore les inscrire dans les réseaux du marché noir des antiquités (Gündüz, 2001, UNESCO, 2006a).

place à des développements économiques qui devraient voir en principe à l'amélioration du sort de la population, alors que les faits en indiquent pourtant le contraire. Au moment même de la rédaction de ce mémoire, les données concernant la conservation du patrimoine archéologique continuent à se modifier. D'une part, les individus à la tête des institutions culturelles sont continuellement remplacés et, d'autre part, le devenir des zones archéologiques est aussi en mouvance perpétuelle puisqu'un manque de contrôle est manifeste et rend difficile leur stabilité.

Il devient pertinent et nécessaire de se questionner à savoir si les autorités péruviennes ont mis en place des politiques suffisamment cohérentes afin de respecter de tels biens patrimoniaux. Quelles sont les actions posées par les responsables du patrimoine archéologique péruvien ? Quels sont les facteurs qui empêchent d'assurer l'intégrité et une pleine et entière protection des vestiges ? Comment le Pérou, aux prises avec une économie instable, un futur incertain et un appareillage législatif chancelant, gère-t-il son patrimoine historique et dans quelle mesure le fait-il ?

Ce mémoire tentera de répondre à toutes ces questions en vue de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux liés à la sauvegarde du patrimoine bâti de l'époque précolombienne de ce pays. Il a pour objectif premier de rendre compte d'une situation déplorable concernant le traitement accordé à un patrimoine national dont une partie a reçu la reconnaissance mondiale et également de soulever des points théoriques qui, espérons-le, pourront se métamorphoser éventuellement en de concrètes opérations pour une réelle préservation de ces précieux témoignages culturels. Il cherche aussi à relater l'avis ou l'appréciation des Péruviens sur l'état de la question et à participer à la divulgation de ce problème endémique. La grande majorité des commentaires formulés se fondent en grande partie sur l'opinion populaire tout comme sur celle d'autorités reconnues œuvrant au sein du monde patrimonial péruvien, puisqu'ils ont été puisés à même des textes et des entrevues d'experts nationaux.

Pour atteindre les objectifs fixés, ce projet d'investigation s'attarde sur les motifs ainsi que sur les actes de patrimonialisation et de mise en valeur de trois sites jugés incontournables de

l'Horizon tardif (vers 1438 à 1534)⁴, c'est-à-dire de l'Empire inca : le *Sanctuaire de Pachacamac*, un lieu cérémoniel côtier reconnu pour son oracle, le *Parc archéologique de Sacsayhuaman* (PAS), un ensemble architectural imposant qui domine l'ancienne capitale inca nommée Cuzco, et le *Sanctuaire historique Machu Picchu* (SHMP), un site légendaire et mythique situé à l'entrée de l'Amazonie. Le choix d'aborder la conservation de sites ancestraux incas a été principalement motivé par le fait qu'il s'agit des biens archéologiques qui ont toujours été les plus choyés par l'État et que cette constatation permet d'imaginer la situation dans laquelle se trouvent ceux qui jouissent d'une plus faible reconnaissance. Par ailleurs, les trois sites préalablement mentionnés ont été sélectionnés pour plusieurs raisons. D'abord, ils représentent des lieux qui possèdent l'envergure requise pour faire partie de la *Liste du patrimoine mondial* de l'UNESCO⁵, alors qu'un seul d'entre eux jouit présentement de cette reconnaissance. En deuxième lieu, chacune de ces zones *in situ* est représentative des trois régions climatiques principales du pays (la côte, les Andes et l'Amazonie) et permet ainsi de mettre en évidence les enjeux variables et relatifs à chacune de ces zones géographiques particulières. Enfin, les trois sites traités dans leur ensemble offrent la possibilité d'élaborer à propos des principaux facteurs qui empêchent une gestion pleine et entière des sites archéologiques péruviens.

Il est pertinent d'expliquer dès à présent que cette analyse du système de conservation actuel du patrimoine de ce pays possède de profondes racines occidentales, car elle s'attarde sur le patrimoine immobilier, donc essentiellement matériel, même si nous savons que les manifestations culturelles précolombiennes ou autochtones se trouvent sous une forme liant la nature à la fois à l'immatérialité et à la matérialité de la culture. Elle s'appuie d'une part sur les recommandations internationales en regard de la conservation et la protection du

⁴ Le nom attribué à ce découpage historique et les dates fournies découlent d'un cadre chronologique proposé par les archéologues andinites et sont tirés du livre *L'art des Andes* de Rebecca Stone-Miller. Les dates sont toutefois approximatives (Stone-Miller, p. 7).

⁵ L'UNESCO est née aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale le 16 novembre 1945. En ce qui concerne la culture, elle élabore des moyens de coordination internationale, comme l'application de conventions et de recommandations relatives à la protection des différents patrimoines culturels (matériel, immatériel, subaquatique, nature) et naturels. Elle encourage l'identification, la protection et la conservation des patrimoines à travers le monde dont la valeur est jugée exceptionnelle pour l'humanité. Voir l'ouvrage de Audrerie, Soucher et Vilar, 1998.

patrimoine culturel qui ont été dans l'ensemble assimilées par les autorités péruviennes et, d'autre part, sur des connaissances historiques appropriées des lieux archéologiques étudiés et des principes de conservation. En raison du caractère *in situ* des objets étudiés, un séjour au Pérou a permis d'évaluer l'état physique des lieux choisis et de se rapprocher des personnes-ressources qui côtoient au quotidien ces vestiges ancestraux autochtones. Un questionnaire préalablement établi, mais de forme libre, se trouve à la base d'entrevues semi-dirigées auprès d'interlocuteurs clés. Cette méthode a eu pour effet d'éclaircir certains sujets incontournables de ce mémoire, voire même d'aller au-delà de certaines questions initiales sur l'actualité des sites étudiés et du système patrimonial péruvien. Certaines entrevues ont été filmées alors que d'autres ont été notées par écrit. Ce mémoire suit ainsi une démarche multidisciplinaire abordant l'archéologie, l'histoire, le patrimoine et la politique.

Pour bien évaluer les conditions actuelles de ces trois sites, nous nous pencherons sur leur histoire et sur celle de leur mise en patrimoine. L'approche historiographique permettra de mettre en évidence les différentes étapes de patrimonialisation tout en faisant ressortir, grâce à des sources ethnohistoriques, l'histoire autochtone d'hier et d'aujourd'hui qui leur sont rattachées. L'approche sociologique sera aussi mise à contribution afin de mieux discuter du rôle des acteurs sociaux impliqués dans le processus de patrimonialisation de ces sites, leurs responsabilités et leur part d'action ou d'inaction dans la conservation des sites mentionnés.

Des définitions et explications des diverses catégories de biens culturels seront proposées au chapitre I, lesquelles permettront de délimiter les différents concepts qui se greffent à la notion de patrimoine. Les auteurs impliqués dans la gestion et la protection de ce patrimoine seront présentés au chapitre II alors que nous exposerons au chapitre III les principaux enjeux qui empêchent un respect maximal de ces biens nationaux. Suivront ensuite les trois derniers chapitres (IV, V et VI), lesquels renferment respectivement les études de cas de chacun des sites précédemment mentionnés. Nous chercherons alors à mettre en lumière les ressources qui ont permis l'achèvement de leur mise en valeur ainsi que les conditions liées à leur réalisation. De cette façon, il sera possible d'identifier les groupes d'intérêt impliqués dans ce processus, tout en soulignant les problèmes qu'ils ont rencontrés et les solutions trouvées ou

envisagées pour enrayer l'altération des biens culturels in situ de la culture emblématique inca, depuis leur « consécration » en tant que bien patrimonial jusqu'à aujourd'hui.

Enfin, la conclusion du mémoire permettra de confronter la problématique centrale de l'étude aux résultats obtenus par cette analyse tout en répondant aux nombreuses questions posées. Ce cheminement mènera ainsi à l'élaboration de recommandations visant à l'amélioration de la gestion des trois sites à l'étude, et par extension aux autres sites patrimonialisés, de manière à ce qu'elle puisse s'inscrire dans un esprit de développement durable pour le patrimoine archéologique et historique péruvien.

CHAPITRE I

LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

De nombreuses réalisations humaines, matérielles et intangibles, de même que des emplacements inscrits dans un milieu naturel font partie de l'inspirant héritage du passé dont nous bénéficions. L'importance de la transmission de ces legs du passé, que nous désirons transmettre aux générations futures, n'a fait que s'accroître tout au long du XX^e siècle (Hartog, 2003). En fait, cette notion de protection du patrimoine ne cesse de prendre de l'importance dans nos sociétés ; elle mobilise l'humanité entière devant les conséquences naturelles et humaines qui mettent fréquemment ces éléments de natures diverses dans des situations instables et précaires, malgré le statut de bien patrimonial qu'ils se sont mérités (Audrerie, Soucher et Vilar, 1998). Cette prise de conscience, qui a initié son parcours lors de la première moitié du XX^e siècle, n'a pas laissé le Pérou en marge de cette tendance.

Ce chapitre vise à définir les concepts inhérents à la sphère patrimoniale afin d'établir des bases communes et directrices tout au long de ce mémoire. Par la suite, il abordera l'histoire péruvienne au cours de laquelle des dispositifs de protection du patrimoine archéologique ont été mis en place. Ce chapitre fera aussi la présentation de certaines lois actuelles touchant à la conservation des vestiges de ce pays et se terminera par un volet critique à l'égard de la politique nationale tel que formulé par des experts péruviens en patrimoine.

1.1 Les définitions du patrimoine archéologique

Compte tenu de l'ampleur considérable que connaît aujourd'hui l'intérêt pour le patrimoine culturel sous ses diverses manifestations, celui-ci fait l'objet de discussion et d'évaluation critique au Pérou comme ailleurs. Les vastes composantes du patrimoine sont désormais

scindées en différents domaines non exclusifs, lesquels demeurent perméables et d'autant plus contestables. Mais à travers cette tendance à la catégorisation, tendance remise en question avec les sites autochtones, où peut-on situer les sites archéologiques dans ce monde patrimonial ?

1.1.1 La matérialité du patrimoine archéologique

Bien que des sites archéologiques reconnus comme lieux patrimoniaux⁵, aussi renommés que *Machu Picchu* par exemple, soient intégrés à des cours d'architecture précolombienne, cela ne fait pas strictement d'eux des œuvres architecturales ou esthétiques. En effet, « [...] la question de l'intérêt patrimonial d'un bâtiment ne se pose pas uniquement en termes de critères esthétiques » (Association québécoise pour le patrimoine industriel [AQPI], 2006). Il serait plus juste d'en parler comme patrimoine culturel et non comme patrimoine artistique, car la culture s'entend dans un sens plus global: elle réunit à la fois « les arts et les lettres, ainsi que les modes de vie, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances » (UNESCO, 2006e).

Les restes archéologiques se retrouvent partout sur le territoire péruvien: dans les vallées côtières, les déserts, les vallées interandines, les montagnes, les *punas* (plateaux des Andes), en haute et en basse Amazonie, dans les villages et les villes et parfois jusqu'à la cime des hauts glaciers. Les archéologues ont l'embaras du choix devant cette marée de vestiges bâtis, nommés *huacas*, dont voici les principaux : temples, palais, forteresses, chemins, centres administratifs, structures éloignées, concentrations d'ordures, carrières de pierres, villes, habitations, cimetières, peintures rupestres, etc. Puisque ces manifestations culturelles sont dans plusieurs des cas inextirpables de leur milieu, il est aussi possible d'accoler le qualificatif *in situ* au patrimoine archéologique.

⁵ Pour être considérés biens patrimoniaux à une échelle donnée, que celle-ci soit mondiale, nationale ou régionale, les biens culturels doivent répondre à certains critères étant donné l'impossibilité de tout conserver et protéger (Skeates, 2000, p. 17). Ils peuvent être retenus par exemple pour leur valeur historique, architecturale, anthropologique ou autre. Pour la liste complète des critères de sélection du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, voir le site Internet de l'organisation : <http://whc.unesco.org/fr/criteres/>.

Par ailleurs, le patrimoine archéologique ne concerne pas seulement le patrimoine bâti. Il englobe également toutes les traces matérielles à l'image d'objets concrets fabriqués et transformés par le bagage intellectuel de l'homme. Ces différents objets mobiliers sont nommés au Pérou *huacos* et se trouvent sous diverses formes : céramiques, objets de métal, tissus, artefacts de bois, ossements, résidus alimentaires et tout autre forme d'objet permettant d'informer sur les modes de vie des anciens Péruviens.

La *Charte pour la gestion du Patrimoine Archéologique* de l'ICOMOS définit le patrimoine archéologique comme suit : « Il [...] concerne les lieux où se sont exercées les activités humaines quelles qu'elles soient, les structures et les vestiges abandonnés de toutes sortes, en surface, en sous-sol ou sous les eaux, ainsi que le matériel qui leur est associé » (2006a). Entendu de cette façon, le patrimoine archéologique inclut donc autant les objets mobiliers, c'est-à-dire des objets manipulables de plus petites tailles que l'on appelle aussi les biens culturels, les structures architecturales que les lieux de ces activités.

Si la vétusté de l'état physique actuel du patrimoine archéologique ne rend guère justice à sa splendeur d'autrefois et que sa valeur d'utilité originale s'est éclipisée, pourquoi demeure-t-il important de voir à sa protection ? En fait, ce patrimoine fait partie des premiers témoignages historiques des peuples précolombiens au Pérou. Malgré leur ancienneté, ils continuent de prendre part aux relations humaines et participent toujours à leur enrichissement en tant que symbole identitaire (Blandin, 2002, p. 9). Leur matérialité joue un rôle social notable, à l'exemple d'un pont, entre les anciens et les nouveaux Péruviens ; au contact d'artefacts, les Péruviens contemporains se repositionnent face à leur présence, face à leurs origines, face à leurs ancêtres et face au lien qu'ils entretiennent avec le passé (ICOMOS, 2006b). Les vestiges participent ainsi à l'identité individuelle et collective même si leur présence convoque la mémoire et provoque l'oubli.

Une ruine, tel un objet ancien, comme le mentionne le philosophe et sociologue Jean Baudrillard, fait appel aux dimensions suivantes : « témoignage, souvenir, nostalgie, évasion » (1968, p. 89) : ces qualificatifs font des vestiges un objet premier rattaché à la sphère du passé, à l'histoire. Ils sont des traces partielles, fragmentaires, retrouvées entre

autres par les archéologues qui connotent l'histoire, un temps passé et à la fois lointain, mais dont la continuité se poursuit aujourd'hui (Ost, 2000). Le scientifique Philippe Dubois aborde quant à lui la ruine comme étant presque à l'image de l'acte photographique en raison de sa qualité de signe indiciaire, d'index. Il explique que l'acte photographique consiste en une trace physique au sein de laquelle s'installe une distance à la fois spatiale et temporelle. Ce qui différencie les vestiges, c'est qu'ils incarnent également une connexion physique distante dans le temps, mais que l'espace de cette connexion demeure le même qu'à l'origine. La ruine porte donc les signes physiques de ce qui a été là et ce qui demeure encore là aujourd'hui dans l'espace d'origine. Sur le sujet, Dubois écrit :

[L]a ruine, en tant que vestige, est bien la trace physique et matérielle de ce qui a été là, elle n'est pas pour autant une représentation séparée (spatialement et objectuellement) de son référent : elle est celui-ci, mais dans un autre état, qui porte la marque, les stigmates du travail ravageur des siècles et des années. Dans la ruine, la distance est seulement temporelle (1990, p. 95).

Porteurs de sens, les vestiges sont perpétuellement interprétés dans le temps, ce qui leur permet de demeurer lié en partie à la sphère temporelle présente. Tel que proposé par le juriste et philosophe belge François Ost : « [S]on sens [au patrimoine] est en avant plutôt qu'en arrière – reformulation – réécriture d'un héritage toujours en attente d'être signifié » (2000, p. 207). Les objets anciens seraient en attente de sens et d'histoire bien qu'ils en soient remplis. Les objets de culture du passé sont donc sujet à une réévaluation et une réutilisation dans le temps (Turgeon, 2003, p. 19). Le monde patrimonial participe justement à donner aux biens culturels une signification présente.

Ainsi, les sites archéologiques découverts jusqu'à présent en sol péruvien et façonnés par le savoir de l'être humain sont des manifestations culturelles. Ils représentent une marque tangible et indéniable des réalisations matérielles des sociétés anciennes que nous retrouvons dans des milieux variés. De surcroît, ils incarnent des outils identitaires importants pour la nation péruvienne puisqu'ils s'inscrivent dans une dimension reliant passé, présent et futur. Cependant, comme nous le verrons au cours des prochaines pages de ce mémoire, la culture ne doit pas être seulement considérée comme le résultat d'un savoir-faire matériel ou d'un travail social; elle peut prendre aussi une forme intangible et naturelle.

1.1.2 Les sites archéologiques entendus comme adaptation à la nature et aux aspects matériels et immatériels de la culture

En plus de cette matérialité de la culture, caractéristique fondamentale du patrimoine bâti, il faut considérer qu'elle est aussi constituée d'aspects immatériels, de productions éphémères ou encore de systèmes de savoirs. Sauvegarder le patrimoine immatériel, la culture traditionnelle et populaire, permet d'« éviter que se rompe la chaîne de transmission culturelle qui permet à chaque peuple de continuer de se ressourcer en lui-même tout en se nourrissant d'échanges et en intégrant les mutations du monde » (Audrerie, Soucher et Vilar, 1998, p. 100).

De nos jours, l'intégrité et la protection de ces savoirs traditionnels, qui dépendent de la transmission de génération en génération, préoccupent les communautés autochtones. Elles cherchent à défendre notamment leurs langues vernaculaires, leur attachement aux lieux, leur spiritualité, leurs visions du monde, leurs savoirs faire techniques ou encore les récits de leurs aînés. Imprégnés d'histoires interactives entre l'environnement et le milieu social de l'être humain, les savoirs locaux et autochtones témoignent d'une interprétation complexe de l'environnement dans lequel ils s'inscrivent. Cette récente catégorie qu'est le patrimoine immatériel met en évidence l'ouverture du patrimoine à la nature intangible de la culture qui a été pendant plusieurs décennies ignorée (Skeates, 2000). Pendant longtemps d'ailleurs, des années 1960 aux années 1980, l'UNESCO fut critiquée alors qu'elle ne promouvait que les valeurs occidentales au détriment des cultures vivantes non-occidentales, des minorités, non axées sur la monumentalité ou encore sur des exemples découlant de pratiques religieuses attachées aux grandes traditions religieuses (*ibid.*). En élargissant ces catégories de patrimoine, les Autochtones de différents pays du monde dont l'Australie, les États-Unis et le Canada, de même que les Japonais⁶ ont remis en question l'universalité de la culture

⁶ Le Japon ne priorise pas de manière exclusive la trace de l'objet, comme le fait l'Occident, en cherchant à préserver son authenticité à partir des techniques et des matériaux originaux. Selon la vision japonaise, la valorisation de l'objet ne se situe pas dans l'objet même, mais plutôt dans la transmission du savoir-faire et des techniques anciennes. Un des exemples les plus utilisés pour illustrer cette réalité est celui du sanctuaire d'Ise. Tous les vingt ans, on le reconstruit entièrement et identiquement. L'optique japonaise met ainsi l'accent sur l'actualisation du savoir-faire sans avoir à s'acharner à conserver le bâtiment originel face à l'usure du temps (Hartog, 2003). Les notions occidentales d'original, de copie ou d'authenticité prennent ainsi une tout autre dimension.

monumentale afin que leur patrimoine vivant ou immatérielle soit aussi légitimé auprès des autorités et des responsables du patrimoine (Hartog, 2003 ; Skeates, 2000).

C'est à partir de 1992 que le Comité du patrimoine mondial⁷, division de l'UNESCO, a entamé une remise en question de ses propres catégories du patrimoine jugées universelles afin de réparer ses omissions (*ibid.*). Une longue étude sur l'état de la question déboucha en 2003 par la mise en œuvre de la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel* et sa récente application en avril 2006 (UNESCO, 2006h)⁸.

Pourtant, comme l'archéologue Robin Skeates l'explique, le patrimoine archéologique est toujours majoritairement associé aux vestiges matériels sans que cela soit juste. « [T]he value of past material (including 'sites' and 'monuments') is not just 'archaeological' » (2000, p. 17). En fait, dans un contexte patrimonial, le terme « archéologique » devrait être omis, car la notion même de patrimoine fait déjà référence à un monde beaucoup plus large et complexe que celui des objets matériels.

Dans certaines communautés indigènes, le paysage et les activités culturelles qui s'y déroulent font partie des traditions⁹. Ces espaces reconnus comme des lieux vivants méritent d'être protégés au même titre que les éléments matériels de la culture. Ils peuvent prendre la forme d'un lieu utilisé lors de rituels, être l'objet d'une réappropriation ultérieure par une communauté donnée ou encore se retrouver au cœur même de la mythologie d'un peuple traditionnel toujours vivant sans pourtant y être encore fréquentés par les communautés concernées (Arsenault, 1997). Le patrimoine immatériel remet donc en question les concepts

⁷ Ce comité est, entre autres, responsable de la mise en œuvre de la *Convention du patrimoine* de l'UNESCO. C'est lui qui décide de l'inscription d'un site sur la *Liste du patrimoine mondial* en plus d'analyser les rapports sur l'état de conservation des sites déjà inscrits. Il demande aux États parties de prendre des mesures spéciales lorsque la gestion des sites n'est pas adéquate. Il est aussi responsable de l'inscription et du retrait des sites sur la *Liste du patrimoine mondial en péril* (Audrerie, Soucher et Vilar, 1998, p. 81).

⁸ Au moment d'écrire ces lignes, le Canada n'est toujours pas signataire de cette convention.

⁹ Nous pouvons penser au *Parc national d'Uluru Kata Tjuta* en Australie. Il participe à un système de croyances traditionnelles d'un peuple aborigène des plus anciens du monde nommé Anangu (UNESCO, 2006g).

d'ancienneté et d'authenticité des éléments du patrimoine ainsi que la matérialité de la culture.

Les Autochtones, empreints d'une conception holistique¹⁰ du monde, considèrent les sites archéologiques à la fois comme manifestation culturelle et symbolique, en constante mouvance. D'ailleurs, l'archéologue Robin Skeates écrit « But for other interest groups, including indigenous people and tourists, these remains are primarily cultural and symbolic, and as such they are better defined simply as malleable elements of cultural heritage » (2000, p. 17). Concernant plus précisément les Incas, l'architecte Roberto Samanez Argumedo expose que cette civilisation avait une vision mystique et religieuse de la nature. En fait, plusieurs des anciennes civilisations du Pérou considéraient le monde entier sacré et vivant où l'interdépendance entre l'humain et la nature était fondamentale au même titre que l'équilibre et l'harmonie (1996a, p. 151). Les temples, les hautes montagnes, les sources d'eau, les cavernes et les lieux géographiques accidentés étaient dans l'ensemble des lieux sacrés de grand pouvoir où l'on venait y déposer des offrandes. Chez les Incas, tout ce qui était jugé beau et d'une forte signification mystique pouvait être associé aux différents dieux du panthéon andin dont la mythologie nous est aujourd'hui familière grâce, entre autres, aux écrits de la fin du XVI^e siècle du prêtre cusquénien Francisco de Avila¹¹. Cela explique la raison pour laquelle on retrouve une si grande quantité de *huacas* en ce pays.

Ainsi, les vestiges incas à la fois construits et naturels, parfois laissés à l'état brut, ont été investis d'une conception symbolique. Ils font montre de l'interaction entre l'humain et son environnement naturel au cours de l'histoire. Ce que les Incas ont construit ou modelé à partir de la nature était en profonde harmonie avec leurs croyances. Il y avait donc une fusion

¹⁰ Chaque nation, collectivité ou tribu a sa propre conception du terme « holistique » étant donné le lieu et le contexte dans lesquels elle vit (Kenny, 2004, p. 9).

¹¹ *Dioses y Hombres de Huarochiri* est une compilation de témoignages en langue quechua (langue vernaculaire des Incas aujourd'hui reconnue comme une des langues officielles du pays avec l'espagnol et l'aymara) issu de la province de Huarochiri. Cet ouvrage ancien est maintenant édité en entier par le *Museo Nacional de Historia* et l'*Instituto de Estudios Peruanos* de Lima et traduit directement du quechua en espagnol par José María Arguedas, grand écrivain péruvien d'origine autochtone.

dynamique du matériel, de l'immatérialité et de la nature, comme le laisse entendre l'archéologue Rebecca Stone Miller :

Les Incas défièrent les puissances naturelles ; ils réalisèrent leurs chefs-d'œuvre politico-religieux en sculptant la nature : découpage en terrasses des montagnes, modelage des roches, enchâssement des cités dans les pics des montagnes et imbrication de pierre. [...] D'une façon profondément amérindienne, ils synchronisaient leurs tâches sacrées avec le rythme du cosmos (1996, p. 187).

En plus d'être fonctionnelles et marquées d'un système symbolique complexe de croyances, les façons de faire incas incarnent une idéologie bien loin de celle de l'Occident. L'historienne María Rostworowski de Diez Canseco l'expose ainsi :

« Definitivamente, el mundo andino era muy original y diferente como para que hombres venidos de ultramar y preocupados sobre todo por ganar honores y fortuna, o evangelizar por la fuerza a los natureles, pudiesen comprenderlo. De este modo, se forjó la brecha entre el pensamiento andino y occidental, que hasta hoy nos continúa dividiendo como nación » (2006, p. 13).

Ainsi, les biens immobiliers construits sous l'empire inca tels que *Pachacamac*¹², *Sacsayhuaman* ou *Machu Picchu* ont été élaborés selon un savoir technique dont la portée symbolique renvoie aux communautés autochtones préhispaniques, lesquelles avaient leurs manières ancestrales de vivre et de concevoir le monde qui se sont perpétuées et adaptées au temps actuel. Dans cet ordre d'idées, le matériel, l'immatériel de la culture et le paysage sont difficilement séparables à l'image de la philosophie andine. Vu sous cet angle, il est donc préférable de le désigner comme un patrimoine vivant. Par contre, pour mener à bien une analyse portant sur la conservation des sites en tant que matière, notre champ d'étude doit se concentrer autant que faire ce peut sur les aspects physiques de ces derniers, même si des allusions aux éléments paysagers et à l'aspect immatériel de la culture soient parfois inévitables. Abordons dès à présent la vision étatique péruvienne au sujet de son patrimoine archéologique.

¹² Ce site montre cependant une ancienneté plus grande. Il remonte à la période intermédiaire précoce, entre 1 et 600 ap. J-C. Les Incas ne l'occupèrent que vers la fin du XV^e siècle ap. J-C (Eeckhout, 2005).

1.2 Les patrimoines culturel et archéologique dans les textes législatifs péruviens

Pour qu'un bien culturel, un bâtiment ou un paysage soit reconnu comme élément patrimonial digne d'intérêt, il faut qu'un groupe d'individus ou qu'une institution l'ait décidé ainsi. Ce droit décisionnel est laissé aux autorités en matière de patrimoine. Elles déclarent ce qui fait partie ou non du patrimoine et établissent les textes officiels qui les définissent et les régissent : l'UNESCO sur le plan international et les différents gouvernements sur le plan national (Audrerie, Soucher et Vilar, 1998)¹³. Les catégories et les définitions du patrimoine mises de l'avant par ces instances, comme nous venons de le mentionner, peuvent semer le doute sur leur validité (Skeates, 2000, p. 14). Toutefois, afin d'identifier les spécificités culturelles péruviennes, il faut aborder les textes normatifs nationaux à l'égard des sites archéologiques.

D'abord, la récente loi #28296¹⁴, *Ley General del Patrimonio Cultural de la Nación*, ne reconnaît pas les paysages comme une forme culturelle. Seuls les aspects matériels–immatériels de la culture sont mentionnés:

« Artículo II : Definición

Se entiende por bien integrante del Patrimonio Cultural de la Nación toda manifestacion del quehacer humano –material o inmaterial- que por su importancia, valor y significado paleontológico, arqueológico, arquitectónico, histórico, artistico, militar, social, antropológico, tradicional, religioso, etnológico, etnológico, científico, tecnológico o intelectual, sea expresamente declarado como tal o sobre el que exista la presunción legal de serlo. Dichos bienes tienen la condición de propiedad pública o privada con las limitaciones que establece la presente Ley (INC del Cusco, 2006b).

¹³ Aloïs Riegl, auteur viennois du XIX^e siècle, établit dans *Le culte moderne des monuments* une arithmétique de valeurs des monuments permettant de connaître leur essence et de déterminer les rapports que nous entretenons avec eux. Il propose l'idée que la signification d'un objet ou d'un monument en revient à la décision de l'humain. À partir de critères préétablis, l'humain juge de la valeur patrimoniale et de la propension d'un objet à faire remémorer l'histoire de ses prédécesseurs: cette valeur de patrimoine serait donc extrinsèque à l'élément en question. Ce n'est pas leur destination originelle qui confère à ces œuvres la signification de monuments; c'est nous, sujets modernes, qui la leur attribuons dans notre rapport avec eux (Riegl, 1983, p. 43).

¹⁴ La loi #28296 est approuvée le 21 juillet 2004.

En plus de cette loi sur le patrimoine culturel national, un autre document législatif toujours en vigueur intercède de manière plus directe et pointue en matière d'archéologie. Promulguée lors de la présidence d'Alejandro Toledo (2002-2006), la loi #27721¹⁵ fixe quant à elle les règles à suivre en cas de fouilles ou de recherches archéologiques. Parmi les définitions qu'elle offre, le façonnage de la nature, occasionné par les besoins vitaux de l'homme, est pris en considération. Effectivement, les Incas laissèrent des traces de leur existence dans le paysage qui, comme dans le cas des *andenes*¹⁶, sont encore en utilisation à l'heure actuelle. Cependant, l'immatérialité, cette culture vivante, et l'aspect des croyances n'y sont pas abordés.

En archéologie, le travail se fait à partir d'objets matériels et cette pratique transcende ce texte législatif qui traite strictement de la question matérielle. Cela laisse entendre que les caractéristiques physiques des vestiges prédominent sur les valeurs spirituelles des peuples constructeurs, bien qu'elles se poursuivent encore aujourd'hui dans certaines communautés andines. Selon cette définition, il faudrait s'en tenir exclusivement à l'objet : soit l'aborder par le biais de descriptions, de mesures et de méthodes d'analyse utilisées par le milieu professionnel de l'archéologie en prêtant peu d'attention à la cosmologie ancienne présente dans les biens matériels laissés par ce peuple. Une telle approche peut mener à l'aveuglement, car elle participe à l'oubli de l'essence même des cultures précolombiennes.

L'article #1 de cette loi amplifie davantage la matérialité de la discipline même de l'archéologie en expliquant qu'elle se pratique à partir du patrimoine immobilier péruvien : « De conformidad con las recomendaciones y convenios internacionales, el Patrimonio Inmueble del Perú que debe ser estudiado mediante investigaciones arqueológicas » (INC del Cusco, 2006b).

¹⁵ Cette loi se nomme *Ley que Declara de Interés Nacional el Inventario, Catastro, Investigación, Conservación, Protección y Difusión de los Sitios y Zonas Arqueológicas del País*.

¹⁶ Les Incas ont mis en place un système de terrasses au service de l'agriculture nommées *andenes* en raison de la topographie abrupte des Andes. On dénombre deux types d'*andenes* : celles qui ont une fonction agricole et les autres construites en tant que murs de soutènement pour éviter les écroulements de terrain et l'érosion des sols par la pluie (Kauffmann Doig, 2006, p. 43).

Le patrimoine immobilier est ensuite découpé en trois périodes historiques déterminées : l'époque préhispanique, coloniale et républicaine.

« a. Monumentos arqueológicos Prehispánicos. – Todos los restos de actividad humana de época Prehispánica que subsisten en el paisaje, de manera superficial, subyacente y/o subacuática.

b. Monumentos Históricos Coloniales y Republicanos. – Todos los restos de actividad humana de época colonial y republicana que subsisten en el paisaje, de manera superficial, subyacente y/o subacuática. Se consideran así a las obras arquitectónicas, escultóricas y pictóricas monumentales y las inscripciones correspondientes a estas épocas. Los trabajos de arqueología en este caso, servirán para el estudio de los elementos materiales constitutivos de estos monumentos » (*ibid.*).

Selon l'idéologie autochtone des Andes, les zones archéologiques préhispaniques seraient des lieux encore vivants qui appartiennent au présent sans toutefois correspondre strictement à la période la plus ancienne à laquelle nous nous référons lorsqu'il est question de l'histoire péruvienne. Cette loi devrait du moins mentionner l'importance du patrimoine archéologique entendu dans sa forme tangible comme ayant une valeur symbolique à laquelle est rattaché l'ensemble de la culture vivante des Andins, c'est-à-dire qu'elle devrait faire référence à tout ce qui est transmis de génération en génération, verbalement ou physiquement, et qui continue aujourd'hui à se faire. De manière à assimiler efficacement l'ensemble de ces notions, un retour historique sur le développement de la pensée patrimoniale s'impose dès à présent. Il permettra de comprendre sur quoi repose les fondements de l'intérêt que porte le Pérou pour son patrimoine et les mesures adoptés pour en assurer sa longévité.

1.3 Les biens culturels précolombiens dans l'histoire péruvienne

La valorisation des biens culturels autochtones péruviens débute au Pérou, du moins sur papier, avec l'indépendance du pays face à la royauté espagnole proclamée le 28 juillet 1821 par le général José San Martín. Ce dur et long combat mené, dans tous les pays d'Amérique du Sud sous influence de l'idéologie révolutionnaire française, par des chefs de file aussi connus que Simón Bolívar, José San Martín et Antonio José de Sucre, fait passer le Pérou au rang des Républiques en se libérant de son statut de colonie espagnole (Samanez Argumédo,

1996a, p. 153). La consolidation du pays atteinte trois ans plus tard, en décembre 1824, a pour effet de faire naître un besoin national : celui de forger un sentiment patriotique allant de pair avec la préoccupation de l'éducation et de la culture.

L'influence espagnole encore présente dans la mentalité des leaders, après la libération du territoire, fait perdurer le mauvais traitement infligé aux populations autochtones, malgré une volonté étatique légèrement plus clément. Ces nouveaux dirigeants à la vision occidentale et catholique ne prennent aucune mesure pour reconnaître la nature multiculturelle du pays. Les quelques initiatives mises en place en matière de culture ont des répercussions isolées sans toutefois régler le continuel « problème indien » (OEI, 2002). Les gouvernements subséquents s'efforcent davantage à considérer la culture préhispanique, entendue comme culture autochtone, comme système culturel faisant partie intégrante de la culture péruvienne. Comme l'explique Samanez Argumedo :

« A diferencia de la etapa anterior cuando los monumentos pre-hispánicos sólo se consideraban « cosas de indios y gentiles », que se podían saquear para extraer tesoros de oro y plata, los nuevos gobiernos ensalzaban a los incas y dieron leyes para proteger y conservar los restos de pasado » (1996a, p. 153).

Durant le joug espagnol, il n'est aucunement question d'établir des contraintes pour empêcher les dommages faits à l'égard du legs culturel des collectivités préhispaniques (*ibid.*, p. 152). L'oubli de la société précolombienne est donc le mot d'ordre.

« Durante la dominación española, no obstante el irreparable daño estructural que sufrió la cultura andina, originado por el desigual enfrentamiento de dos mundos, la insaciable sed de oro que animó la conquista significó pillaje saqueo de templos y palacios escombramiento y remoción de las huacas – a más de la destrucción que implicó la cruzada extirpadora de la idolatría, proceso que cubre tres siglos, la magnitud de la destrucción material, en términos comparativos, es menor que la depredación de los monumentos arqueológicos que domina la República » (Avalos de Matos, 1973, p. 7).

Des causes multiples sont à la source de ce désintérêt à appliquer les lois décrétées au moment de l'indépendance du pays face à l'Espagne. Les efforts sont surtout centrés sur le rétablissement de l'ordre à l'intérieur du pays ainsi qu'à l'élaboration difficile d'une constitution nationale.

Vers 1823, le président José Bernardo de Tagle¹⁷ promulgue une norme inspirée des principes de conservation des monuments issus de la Révolution française qui affirme la main mise de l'État sur les monuments préhispaniques et qui qualifie l'extraction de biens mobiliers hors des tombes d'acte criminel. Cette dernière fait place en 1893 au Décret Suprême du président Remigio Morales Bermudez (1890-1894) qui déclare toutes les constructions antérieures à la conquête espagnole de même que certains objets jugés d'intérêt public comme étant des monuments nationaux (Samanez Argumedo, 1996a, p. 153 ; Tello Rozas, 2002, p. 5)).

Quelques années plus tard a lieu la création d'un musée d'histoire naturelle visant à garder et à conserver les antiquités autochtones. Malgré ces élans de valorisation et d'appropriation nationale des biens culturels autochtones, l'infiltration clandestine des sites archéologiques de la côte devient un fléau difficilement contrôlable en raison de l'intérêt et de la demande grandissants des collectionneurs européens pour les tissus, la céramique préhispanique, mais aussi l'orfèvrerie et les objets en métal (Samanez Argumedo, 1996a, p. 153). En fait, lors du XX^e siècle, le pillage des zones d'occupation des communautés préhispaniques, provoqué par la pauvreté de la population, prend des proportions inqualifiables. La côte centrale où se trouve par exemple le *Sanctuaire de Pachacamac* est principalement touchée compte tenu du développement des routes qui facilite l'accès aux sites et le transport de la marchandise à la capitale (Avalos de Matos, 1973, p. 8).

Les premières années du XX^e siècle laissent place à une époque d'effervescence culturelle. L'élite commence à percevoir différemment la population andine alors que des études sur le patrimoine archéologique, exceptions à la règle, se trouvent déjà à l'époque dans la revue *Revista Andina*.

Pendant le mandat du gouvernement du Président Augusto B. Leguía (1919-1930) une nouvelle constitution est instaurée en 1920, remplaçant du coup celle de 1860. Cette dernière reconnaît l'existence légale des communautés indigènes tout en amplifiant leur protection et en manifestant le désir de les intégrer parmi l'ensemble de la vie nationale. Elle est suivie en

¹⁷ José Bernardo de Tagle est le quatrième président du Pérou. D'abord, il gouverne le pays seulement en février 1823. Il redevient président par la suite à partir du mois de juillet de la même année jusqu'en février 1824.

1929 par la mise en place de la première loi (#6634) reconnue officiellement en matière de protection du patrimoine archéologique préhispanique (Inca Perú, 2006)¹⁸. Cette norme affirme la propriété étatique des monuments et des artefacts préhispaniques en allouant au gouvernement la possibilité d'exproprier des terres pour consolider la propriété de l'État sur les immeubles. Cette loi est demeurée sans impact réel¹⁹.

La destruction des témoignages archéologiques s'accroît à partir des années 1950. Dans plusieurs des cas, ce sont les autorités gouvernementales qui en sont les responsables pour avoir approuvé des projets de construction ou d'amplification d'infrastructures du pays, tels des routes et des nouveaux systèmes d'irrigation (Samanez Argumedo, 1996a, p. 153).

À la suite du séisme que connaît la région du Cusco en 1950, plusieurs monuments de la ville du même nom subissent des restaurations dont les interventions erronées laissent place à des recompositions excessives ou à des soustractions arbitraires d'éléments qui, dans le passé, avaient été superposés à des bâtiments d'époques précolombiennes ou coloniales. Ces travaux débutent vers la moitié des années 1950 et sont menés par des personnes non-spécialisées aujourd'hui jugées responsables d'irréparables erreurs (*ibid.*, p. 154).

L'architecte Victor Pimentel, reconnu pour plusieurs travaux de conservation-restauration à travers le pays, signe au nom du Pérou en 1964 la *Charte internationale de la conservation et restauration de monuments et de centres historiques-artistiques*²⁰ davantage connue sous le

¹⁸ Cette loi se nomme *Patronato Nacional de Arqueología*.

¹⁹ Si cet article avait été respecté, il aurait fallu exproprier tous les habitants de Cusco (Trazegnies, 2000, p. 43). Il est aussi à noter qu'à l'heure actuelle, des titres de propriété privée subsistent bel et bien encore dans des zones patrimoniales protégées connues comme à *Machu Picchu* et à *Pachacamac*.

²⁰ Cette charte relève d'un consensus établi lors du II^e Congrès international des architectes et des techniciens des monuments historiques tenu à Venise en 1964. Elle est ensuite adoptée par l'ICOMOS en 1965. Elle contribua au développement d'un vaste mouvement international qui se traduit notamment dans des documents nationaux, dans l'activité de l'ICOM et de l'UNESCO par sa création de l'ICCROM. La validité de cette charte est aujourd'hui contestée. Certains jugent qu'elle laisse aux experts impliqués dans des cas de restauration une trop grande possibilité d'actions (Detry et Prunet, 2000).

nom de la *Charte de Venise*. Elle constitue sans doute le document le plus cité parmi les textes sur la restauration.

L'implication de l'UNESCO dans le *Plan COPESCO*, un des plus importants programmes de récupération du patrimoine archéologique et colonial en Amérique latine, contribue à établir au cours des années 1960 une ligne de pensée organisée au sein de l'organisme responsable de la protection et de la promotion de la culture nationale à travers le pays nommé *Instituto Nacional de Cultura* (INC) (Samanez Argumedo, 1996b, p. 96). Ce projet à visée touristique propose la restauration d'une quinzaine de vestiges fondamentaux, dont *Machu Picchu*, au moment du fonctionnement de l'Empire inca situés dans la zone andine la plus densément peuplée avant l'arrivée des Espagnols, incluant l'altiplano et la vallée du lac Titicaca ainsi que l'est des Andes péruviennes (Samanez Argumedo, 1983). Le tout s'orchestre en comptant sur l'appui d'une main d'œuvre spécialisée en diverses disciplines de l'UNESCO, d'équipements adéquats et de laboratoires. L'organisation internationale décide même de prolonger sa collaboration par le biais d'une supervision technique de l'ouvrage.

Au cours des années 1970, à la suite de la création de l'INC, d'importants efforts sont déployés afin de préparer les archéologues, les architectes et les restaurateurs d'œuvres d'art à surmonter le défi de protéger, de défendre et de conserver le vaste legs culturel du passé. En 1973, l'INC met sur pied le *Centro de Investigación y Restauración de Bienes Monumentales* même en l'absence d'un personnel formé et d'infrastructures convenables. Étant donné l'urgence de la tâche, on opte pour doter le personnel de connaissances de base, sous la supervision d'experts étrangers et nationaux, pour qu'il puisse agir rapidement. Le tout est pris en main par l'INC et des organisations internationales comme l'UNESCO, l'Organisation des États américains (OEA) et le *Convenio Andrés Bello*²¹. Le PNUD-UNESCO accorde même des bourses pour former un personnel spécialisé en conservation-restauration dans des centres européens et d'Amérique latine (Zupan de Saldias, s.d., p. 27).

²¹ Cette organisation internationale intergouvernementale, nommée *Convenio Andrés Bello*, appuie des projets créatifs pour le développement équitable, intégral et démocratique des peuples ibéroaméricains à travers la culture, l'éducation, la science et la technologie (Convenio Andrés Bello, 2007).

L'INC, pendant presque sa première décennie d'existence, connaît ses meilleurs moments, comptant sur l'appui de l'État et la présence de fonctionnaires, d'architectes et d'archéologues expérimentés. Pour la première fois, il est possible de croire en un développement opérant et en la conservation de la culture, étant donné l'orientation nouvelle que prirent les travaux de restauration de monuments en fonction de critères plus actualisés.

Durant les années 1980, à une époque où le saccage endémique des sites archéologiques est à la fois un fait connu et décrié, les efforts et les mécanismes de protection du patrimoine culturel sont accentués. Le gouvernement ratifie la *Convention de protection du patrimoine mondial culturel et naturel de l'UNESCO* le 24 février 1982 montrant au monde entier qu'il est détenteur de plusieurs monuments, sites archéologiques de même que des zones naturelles d'intérêt universel. Cet engouement pour la préservation du patrimoine diminue considérablement vers la fin des années 1980, coïncidant avec l'ère durant laquelle le pays commence à souffrir d'une sévère crise économique combinée aux actions violentes et extrémistes du mouvement armé et influencé par l'idéologie maoïste que l'on nomme *Sendero Lumimoso* (« Sentier lumineux »)²². Pendant cette période d'instabilité, ressentie davantage en dehors de la capitale, les professionnels se retirent de l'INC (Samanez Argumedo, 1996b, p. 94).

Les années 1990 sont marquées quant à elles par de multiples découvertes archéologiques importantes en terre péruvienne dont *la Dama de Ampato* et la cité la plus vieille d'Amérique portant le nom de *Caral*. Cette période suscite l'attention mondiale en raison de l'étonnante et controversée annonce de la concession du transport menant aux vestiges de *Machu Picchu* à des intérêts étrangers. Le rôle du secteur privé continue d'augmenter dans les années 1990 et au-delà même si le Pérou ratifie la majeure partie des *Conventions internationales* concernant le patrimoine.

²² Issu de la ville de province d'Ayacucho sous les commandements de Abimael Guzman Reynoso, ce groupe communiste chercha à renverser le système politique en vue d'abolir les classes sociales.

1.4 Les lois nationales et leurs effets sur la protection du patrimoine culturel aujourd'hui

L'exigence de procéder à une réforme de la législation culturelle se fait sentir au Pérou depuis déjà plusieurs années (OEI, 2002). Cette préoccupation, déjà longue de tradition, a continuellement eu pour effet de stimuler la recherche et le développement d'une théorie solide communément acceptée sur la gestion du patrimoine et de la culture. La loi actuelle #28296²³ n'arrive toujours pas à convaincre les professionnels en patrimoine de sa bonne influence sur le devenir des biens culturels nationaux. Elle s'inscrit dans une pensée facilitant la possession privée du patrimoine qui s'est développée dans les textes législatifs antérieurs.

En effet, l'insatisfaction avait davantage pris naissance avec la loi précédente # 24047²⁴. Selon Blanca Alva Guerrero²⁵, cet appareil législatif représentait un instrument insuffisant en matière de protection du patrimoine culturel national et accusait même un recul face à la loi plus ancienne #6634 de 1929²⁶. En effet, dès sa promulgation, des addenda sont venus s'y greffer afin de combler des vides et amender les erreurs du passé²⁷. Toutes les tentatives déployées pour rendre la loi opérante ont été bloquées par les intérêts du secteur privé afin de poursuivre l'avitissement du patrimoine archéologique (Alva Guerrero, 2004, p. 7). La Constitution nationale nommée *Carta Magna* de l'an 1993 est venue par la suite amplifier l'article #21 de cette loi. Ce dernier promulgue :

« Artículo 21.- Los yacimientos y restos arqueológicos, construcciones, monumentos, lugares, documentos bibliográficos y de archivo, objetos artísticos y testimonios de valor histórico, expresamente declarados bienes culturales, y provisionalmente los que se

²³ Cette loi fut promulguée lors du Congrès de la République par la *Comisión de Cultura y Patrimonio Cultural del Congreso* le 21 juillet 2004 (INC del Cusco, 2006a).

²⁴ La loi #24047 se nomme *Ley de Amparo al Patrimonio Cultural de la Nación* et est promulguée en 1985.

²⁵ Blanca Alva Guerrero est la trésorière actuelle de ICOMOS PERU et est en charge de la *Dirección de Defensa del Patrimonio Histórico del INC*.

²⁶ Loi sur les monuments archéologiques nationaux.

²⁷ Les lois suivantes ont bouleversé l'aspect original de la loi #24047 : La loi #24193 en modifie les articles #4 et #5, la loi #26576 lui ajoute des articles alors que le Décret de loi #25644 substitue l'article #30 (*ibid.*).

presumen como tales, son patrimonio cultural de la Nación, independientemente de su condición de propiedad privada o pública. Están protegidos por el Estado» (Comisión Andina de Jurista, 2006).

Par ailleurs, pendant que la loi en vigueur # 28296 était en cours de réalisation, des spécialistes nationaux d'ICOMOS PERU ont formulé des suggestions et des recommandations écrites à l'endroit du gouvernement, lequel avait fermé les portes à la discussion publique (*ibid.*). Ces recommandations ont eu pour impact de faire intégrer les biens immatériels et subaquatiques à la nouvelle loi. C'est aussi grâce à ce même groupe que l'article #6²⁸ a été modifié de manière à amplifier le rôle de l'État. À la base, il mentionnait que toutes les constructions édifiées sur des vestiges préhispaniques formaient une unité immobilière à caractère privé (Mould de Pease, 2005).

Brièvement, cette récente législation expose que tous les biens immobiliers ou meubles non découverts sont la propriété exclusive de l'État même s'ils se trouvent en une zone privée. L'extraction d'artefacts ou de parties d'un bien archéologique non autorisée représente une action illicite (article #5). Tous les biens immobiliers nationaux à caractère préhispanique sont la propriété de l'État, autant les parties découvertes ou à découvrir, même s'ils se trouvent en terrain privé (article #6.1.). Elle mentionne aussi le droit d'expropriation de l'État en cas de négligence. Le propriétaire d'un bien immobilier préhispanique national est dans l'obligation de l'enregistrer et de le conserver afin d'éviter son abandon et sa dépréciation. L'irrespect d'une telle loi peut avoir des répercussions civiles et pénales (article #6.3). La conservation des biens est l'entière responsabilité du détenteur, qu'il soit un organisme public ou un particulier. De plus, la loi exprime qu'avant d'entamer la restauration d'un bien qui lui appartient, un propriétaire doit obligatoirement contacter l'INC pour d'abord justifier ses intentions. Afin d'accorder la permission requise, l'INC doit analyser et étudier le cas au préalable (article #20). Ces propriétaires doivent aussi faciliter l'accès de ces biens aux représentants ou inspecteur de l'INC (article #21). Enfin, en cas d'occupation illégale des biens immobiliers précolombiens, l'INC, en concert avec d'autres entités étatiques, doit procéder à la relocalisation des occupants illégaux (article #27).

²⁸ L'article #21 se nomme maintenant *Propiedad de bien cultural inmueble integrante del Patrimonio Cultural de la Nación*.

Selon les experts nationaux en patrimoine, il est nécessaire que le pays récupère l'esprit de l'article #1 de la loi #6634 de 1929 qui affirme la condition inaliénable des biens de la société (Alva Guerrero, 2004, p. ; Inca Perú, 2006). Dans un total esprit contradictoire, la présente loi fait état de l'hégémonie étatique sur les biens immobiliers précolombiens pour finalement ouvrir une brèche à la propriété privée (INC del Cusco, 2006b). La formulation juridique péruvienne doit s'accorder avec les appareils législatifs internationaux dont le Pérou est signataire et faire preuve d'une plus grande régularité et continuité. La valeur culturelle national doit primer sur sa valeur économique et touristique (Alva Guerrero, 2004, p. 7).

1.5 Conclusion

Nous avons vu au cours de ce chapitre que le terme « patrimoine archéologique », souvent associé au matériel, devrait plutôt être enrichi en incluant la notion de « patrimoine vivant », car pour de nombreuses communautés indigènes, comme les Incas et leurs descendants, les structures bâties, le paysage et les activités culturelles qui se déroulent en ces lieux sont indissociables. Pourtant, l'actuelle loi sur la protection du patrimoine culturel national ne reconnaît toujours pas les paysages comme une forme culturelle alors que la loi émettrice des lignes directrices lors de fouilles ou de recherches archéologiques évoque la transformation de l'environnement naturel par l'humain, sans pourtant traiter de l'immatérialité de la culture et des croyances autochtones. Un ajustement législatif serait donc souhaitable sur ce plan.

De surcroît, le patrimoine préhispanique, d'après un découpage historique exercé par l'INC, est enfermé dans une catégorie du passé sans qu'il tienne compte de la conception holistique andine du monde selon laquelle le passé, le présent et le futur s'entrelacent. Par ailleurs, même si les projets de loi péruviens foisonnent, ils sont souvent estimés trop indulgents et incomplets selon des experts en la question (*ibid.*). Les valeurs économique et touristique, prônées par certains acteurs sociaux que nous identifierons prochainement, ont souvent tendance à prévaloir malheureusement sur l'inaliénabilité des biens nationaux (*ibid.*).

CHAPITRE II

LES ACTEURS DE LA SPHÈRE PATRIMONIALE

2.1 Le patrimoine : une chaîne de coopération

La sphère patrimoniale est un monde autour duquel gravitent de multiples acteurs. Dans un esprit pragmatique et interactionniste, la sociologie de la médiation²⁹ permet d'interpréter l'action des différentes personnes oeuvrant au sein d'une même organisation ou plutôt d'un même « monde de l'art ». Selon Howard Becker³⁰, sociologue américain, chacun de ces mondes fonctionne selon les conventions qu'il s'est donné. Ces normes peuvent prendre la forme de lois ou de codes d'éthique et rendent visible la structure propre à chacune des sphères artistiques.

Il n'en faut pas plus pour se rendre compte que le patrimoine n'est pas à proprement parler un « monde de l'art ». Que nous évoquions l'UNESCO ou l'INC, par exemple, ce ne sont pas des instances créatrices d'œuvres d'art ou de réalisations culturelles. Ces institutions cherchent davantage à faire perdurer des manifestations culturelles et naturelles diverses, déjà existantes, qu'elles ont choisi d'investir d'une valeur patrimoniale afin qu'elles soient

²⁹ La sociologie de la médiation issue de l'école de Chicago est développée aux États-Unis vers la fin du XIX^e siècle.

³⁰ Howard Becker est un des héritiers de la tradition de l'École de Chicago et s'inscrit dans le courant de l'interactionnisme symbolique. Il mène depuis longtemps une carrière parallèle de pianiste de jazz. Étudiant à l'université de Chicago dans les années 1940, il suivit les enseignements des maîtres de l'École de Chicago, notamment de Robert Park et d'Everett Hughes, qui l'influencèrent considérablement. Il est l'auteur de deux ouvrages marquants *Outsiders* et *Les mondes de l'art*. (Menger 1988, p. 5-17).

accessibles aux générations futures. Participer à la mise en patrimonialisation et aux activités de sauvegarde du patrimoine signifie principalement de veiller à la diffusion et la réception de ces biens patrimonialisés. Le mandat de ces instances culturelles n'est pas de créer de l'art à proprement parler, mais plutôt de diffuser et de mettre en valeur les sites patrimonialisés par le biais d'une promotion culturelle adéquate ainsi que de veiller à la réception de ces biens par les individus, c'est-à-dire concevoir l'expérience du visiteur au contact des biens patrimoniaux et de s'assurer qu'ils soient bien conservés.

Cependant, même si le patrimoine ne correspond pas totalement à ce qu'entend Becker en terme de « monde de l'art », les notions de conventions partagées et de tâches divisées entre acteurs propres à chaque « monde de l'art », telles que développées par ce sociologue, sont toutefois applicables et présentes au sein du monde patrimonial. Cela signifie brièvement que les acteurs du patrimoine ont chacun une tâche spécifique dans l'engrenage patrimonial et qu'ils parviennent à interagir entre eux grâce à un langage similaire à l'image de normes ou de conventions qu'ils partagent.

Les conventions fournissent un moyen pour tous groupes d'individus, qu'il ait la forme d'une micro ou d'une macrosociété, de coopérer et de se comprendre. Selon Becker, les acteurs réunis possèdent communément une connaissance des normes mises en place dans leur champ disciplinaire respectif. « Lorsque les circonstances le permettent ou l'exigent, tous ceux qui partagent ce savoir peuvent agir de concert selon des modalités inhérentes au réseau de coopération » (Becker, 1988, p. 88). Dans un tel contexte d'échange et de coopération, il est impossible de croire qu'une seule personne puisse mener à terme un projet sans compter sur l'appui d'autres personnes (*ibid.*, p. 28). La reconnaissance des éléments du patrimoine, après que ceux-ci aient été vigoureusement évalués et étudiés, repose après tout sur des choix établis par des collectifs d'acteurs.

Ce qu'il faut noter, c'est que le monde du patrimoine rassemble des acteurs intégrés à une chaîne d'actions, à divers échelons de coopération. Par exemple, les efforts pour la sauvegarde des bâtiments historiques font en sorte d'impliquer parfois tous les niveaux existants à la fois, c'est-à-dire municipaux, régionaux, nationaux ou internationaux. En fait,

ces organismes du patrimoine sont interreliés, car ils répondent à des principes similaires et, par le fait même, s'appuient mutuellement dans cette lutte à la conservation des monuments historiques.

Qu'en est-il de la situation au Pérou ? Qui sont les principaux acteurs qui interfèrent dans la conservation des biens patrimoniaux péruviens ? Afin d'élucider la dynamique interne du système patrimonial de ce pays et le contexte social global au sein duquel repose son patrimoine culturel national, nous proposons dès maintenant une présentation des acteurs œuvrant dans le monde patrimonial péruvien ainsi que de leurs fonctions relatives.

2.2 Les principaux acteurs œuvrant dans le monde patrimonial péruvien

2.2.1 *Instituto Nacional de Cultura (INC)* et autres ministères

Depuis 1971, le Pérou est doté d'une commission publique, sous la tutelle du ministère de l'Éducation. Cette instance a pour mission de diriger, promouvoir et diffuser l'ensemble de la culture nationale à travers le pays, dans le respect des législations culturelles (Samanez Argumedo, 1996b, p. 93). Tout ce qui concerne la défense des patrimoines archéologique, historique, artistique et culturel, de même que leur promotion et organisation est pris en charge par cet organisme public décentralisé nommé l'INC. Mais avant d'en arriver au fonctionnement actuel de l'INC, la culture péruvienne a historiquement été gérée par d'autres entités.

Tout débute en 1941 lorsqu'une loi³¹ définit la *Dirección de Educación Artística y Extensión Cultural (DEAEC)*, une direction chargée de promouvoir les activités artistiques et culturelles au pays. Il s'agit de la première tentative visant à réunir et à englober, sous la responsabilité d'un seul organisme, différents aspects et fonctions de la vie culturelle péruvienne. Plusieurs institutions culturelles nationales, tels des musées et des bibliothèques, l'École nationale des beaux-arts et l'orchestre symphonique, se greffent à cette direction

³¹ Cette loi se nomme *Ley Orgánica del Ministerio de Educación Pública*.

nouvellement créée. Sous les gouvernements subséquents, de nombreuses institutions culturelles voient le jour dont l'École nationale d'art scénique (1945), le Conservatoire national de musique (1946) et la Compagnie nationale de théâtre (OEI, 2002).

La décennie suivante, celle des années 1950, affirme et propage une monoculture à l'occidentale sans reconnaître le multiculturalisme inhérent au pays. Ce n'est qu'au courant du second mandat du président Manuel Prado Ugarteche (1956-1962) qu'est mise en place la *Comisión Nacional de Cultura* afin de consolider la culture nationale sous ses multiples facettes. L'entité exécutive de cette commission porte le nom de la *Casa de la Cultura del Perú* (CCP) dont la création s'inscrit dans un vouloir de modernisation et de restructuration des différentes branches du secteur culturel. Dorénavant, toutes les entités culturelles gouvernementales deviennent dépendantes de la CCP. Pendant cette période, la CCP se fixe comme objectif de multiplier les manifestations culturelles des plus élitistes aux plus populaires et de veiller à leur diffusion et à leur promotion sur l'ensemble du territoire national. C'est ainsi qu'apparaît en 1965 ladite loi *Ley de Fomento de la Cultura*, un autre essai gouvernemental en vue d'établir une politique culturelle nationale. Cette période de réflexion et de réglementation abouti à la création de l'INC en 1971 (*ibid.*).

Les années 1970 laissent place à une ère de dictature. La démocratie, accompagnée d'un désir de planification culturelle, revient au cours de la décennie suivante. La Bibliothèque Nationale, les Archives nationales, l'École nationale de musique et l'École des beaux-arts se séparent de l'INC allégeant ainsi ses responsabilités (*ibid.*). Dès 1984, des filiales départementales sont implantées sur l'ensemble du territoire afin de décentraliser les pouvoirs. Cela indique que les projets de loi relatifs à la défense et à la conservation du patrimoine culturel ne sont plus exclusifs à l'INC central (Samanez Argumedo, 1996b, p. 93 ; Martorell, 2000).

Malgré l'énorme mandat culturel qui incombe l'INC, son directeur³³ n'a toujours pas le statut juridique de ministre qui lui permettrait de contrer les décisions des strates supérieures gouvernementales. N'étant pas un ministère, l'INC est relégué au second plan, soit celui

³³ L'historienne Cecilia Bákula Budge occupe le prestigieux poste de directrice de l'INC depuis le 18 août 2006.

d'exécutant et non de décideur. Des ministères, comme celui du Tourisme et de l'Agriculture, mettent aussi en place des projets législatifs associés à la sphère patrimoniale (Ruth Shady Solís, 2005). Plusieurs acteurs travaillent donc à partir des mêmes ressources et cette disposition rend malencontreusement complexe la gestion du patrimoine bâti (Martorell, 2000). La chaîne de coopération entre acteurs, telle que proposée par le sociologue Becker, ne peut être efficace que si les joueurs impliqués dans la sphère patrimoniale parlent le même langage. Toutefois, comme nous le verrons plus en profondeur au cours des prochaines pages, certaines organisations ont pour but réel la préservation des biens pour la postérité alors que d'autres mise davantage sur les gains économiques, ce qui engendre d'irréparables erreurs ainsi qu'une complexité opérationnelle.

À ce mélange législatif, s'ajoutent les motifs principaux du ministère de l'Éducation auquel est lié l'INC. En fait, la grande part du budget annuel de ce ministère est dédiée à la lutte contre l'analphabétisation, laissant l'INC dans une situation précaire. L'encouragement national dans des projets d'investigation archéologique entrepris par des chercheurs péruviens est donc limité. Cette instance n'arrive pas à bien rémunérer ses professionnels et à améliorer l'équipement nécessaire aux opérations de sauvegarde du patrimoine. Cela peut expliquer en partie pourquoi l'État n'a toujours pas fait l'inventaire total des biens culturels situés sur son propre territoire et pourquoi il n'arrive pas à offrir une surveillance adéquate des sites patrimoniaux *in situ* (Samanez Argumedo, 1996b, p. 94).

2.2.2 Comité Peruano del ICOMOS.

En plus des acteurs gouvernementaux, le comité ICOMOS PERU, établi en 1965, joue un rôle important dans le monde patrimonial péruvien. Il agit précisément en tant que conseiller, guide et fervent défenseur de la conservation des monuments et sites ayant une valeur artistique et historique nationale. Un processus de réorganisation et de réactivation du Comité péruvien de l'ICOMOS initié en 2003, après plusieurs années d'inopéation, lui a permis de reprendre ses activités (ICOMOS PERU, 2003). Ses membres sont des professionnels locaux qui, par le biais de l'organisme, partagent leurs connaissances et bonifient leur expertise. En fait, des comités ICOMOS existent dans plus de soixante pays de la planète, ce qui permet à

l'ensemble de ces professionnels d'échanger entre eux, de constituer de nouvelles pistes de réflexion et d'actualiser leur savoir (Shady Solis, 2005).

Cette organisation internationale, fondée à Varsovie en 1965, possède son siège social à Paris et travaille intimement auprès de l'UNESCO. En général, l'ICOMOS veille à la promotion, à l'application de la théorie, de la méthodologie, des techniques scientifiques en conservation, à la protection et à la mise en valeur des monuments et sites. Elle fournit au Comité du patrimoine mondial les évaluations des sites culturels proposés pour inscription éventuellement à la *Liste du patrimoine mondial* de l'UNESCO (Audrerie, Soucher et Vilar, 1998).

Depuis sa restructuration interne, le comité ICOMOS PERU est beaucoup plus présent. Dès sa première année d'activités, il organise un colloque sur les sites archéologiques et historiques de même qu'à propos de l'implication de l'État et de la société civile au sein du monde patrimonial. Les conclusions de cette rencontre portent largement sur l'état du patrimoine culturel péruvien, de son fonctionnement et de sa gestion. L'organisation publie une fois par année un bulletin sur l'actualité du patrimoine au Pérou, y compris les batailles menées sur le plan de la conservation des bâtiments et sur celui de la diffusion des nouvelles recherches en matière de conservation dans le monde.

Cet organisme critique sévèrement l'appui à la propriété privée en matière de patrimoine. Avec le temps, on lui a affublé l'étiquette d'organisation anti-privatisation alors qu'il croit, au contraire, que l'initiative privée représente parfois le seul recours possible à la protection des monuments historiques. Selon sa position, en effet, il ne s'agit pas d'interdire la possession privée ou personnelle du patrimoine culturel, mais plutôt de la régulariser de manière à ce que les biens culturels puissent répondre à leur fonction première de biens publics.

2.2.3 Les professionnels péruviens en conservation-restauration

Pour que le patrimoine soit conservé de façon adéquate, un pays doit compter sur l'appui et la présence de ses propres professionnels dans les divers champs de la culture. Toutefois, un des problèmes majeurs et récurrents auxquels doivent fréquemment se confronter les pays en émergence est justement la pénurie de professionnels. En 2004, sur les trente membres de ICOMOS PERU on n'y dénombrait qu'un seul restaurateur comparativement à un plus grand nombre d'archéologues et d'architectes. Samanez Argumedo signalait que seule une centaine de professionnels en conservation exerçaient au Pérou, ce qui souligne l'urgence de former des cadres professionnels spécialisés en conservation et restauration de monuments architectoniques préhispaniques (1996b, p. 94). Pour l'instant, certains cours offerts dans les universités du pays ne donnent pas la formation spécialisée requise. Le personnel n'est donc pas en mesure de garantir les interventions nécessaires (Shady Solis, 2004, p. 2). Les professionnels péruviens de la conservation sont en plus formés à l'étranger et ne pensent pas adapter leurs connaissances acquises à leur propre pays, ce qui favorise une certaine improvisation des techniques face au patrimoine culturel :

« Con gran frecuencia se ven obligados a repetir textos, casi siempre extranjeros, inaplicables a las condiciones y necesidades de la arqueología de nuestro país. En otros casos, la improvisación conduce a una información distorsionada y muchas veces engañadora, sobre procedimientos, métodos y teoría, que no son de su dominio » (Instituto Andino de Estudios Arqueológicos, 1982, p. 3).

Depuis 1993, l'Institut *Yachay Wasi* de Lima offre une spécialisation en conservation et restauration de biens meubles, artistiques et culturels, sans toutefois permettre aux Péruviens intéressés de se munir d'outils professionnels et pratiques en conservation et restauration du patrimoine bâti (Estela, 2004, p. 41). Malgré l'initiative marquée des gouvernements à ratifier depuis les années 1970 les conventions et les lois internationales en matière culturelle, le personnel péruvien qualifié en conservation-restauration est demeuré restreint, ce qui rend l'application des lois encore plus difficile. Cette carence de main d'œuvre spécialisée demeure toujours un sujet d'actualité.

2.2.4 Les projets d'investigation étrangère et la coopération internationale

Par ailleurs, bon nombre d'experts de pays industrialisés tels que le Japon, les Etats-Unis, l'Italie et le Canada entreprennent des recherches au Pérou. Ces professionnels qualifiés dans des domaines connexes au patrimoine, comme l'archéologie, ont la chance de venir y pratiquer leur métier et d'étudier les vestiges par l'intermédiaire de projets de recherche financés et soutenus par diverses universités occidentales (Samancz Argumedo, 1996b, p. 94). Même si l'aide internationale, accordée parfois sous forme de groupes de chercheurs étrangers, doit se conformer aux législations nationales, le Pérou demeure toujours dans une position délicate. En appuyant très peu ses professionnels, le pays demeure en l'occurrence fortement assujéti aux projets de recherches étrangers³³. En dépit du fait que les vestiges étudiés ou nouvellement découverts resteront à jamais en terre péruvienne, les chercheurs étrangers s'arrogent le prestige qui découle de leur apport au monde archéologique et anthropologique, faisant ombre aux professionnels du pays.

Répertorier tous les organismes nationaux ou internationaux de coopération dans le milieu culturel au Pérou serait une tâche trop ambitieuse. Nous pouvons penser tout de même à l'association espagnole A-RSF, qui a entre autres pour mission de convertir le patrimoine culturel non-protégé des pays plus pauvres en ressource de développement (Restauradores Sin Fronteras, 2006), ou encore à *KIVU Nature Inc.* (KIVU Nature inc., 2006), qui développe des projets de développement durable impliquant à la fois l'héritage culturel et naturel. Cette association canadienne basée à Ottawa tente de resserrer les liens entre la culture occidentale et les communautés autochtones par des projets respectueux des savoirs traditionnels dans les prises de décisions. Ces intervenants étrangers et dans certains cas locaux sont eux aussi soumis à des réglementations lorsqu'il s'agit de travailler en contact avec le patrimoine bâti.

³³ Actuellement, une demande de permis auprès de l'INC est obligatoire pour toute personne du pays ou de l'étranger qui, par exemple, désire entreprendre des études archéologiques au Pérou. L'article 30 du *Reglamento de Investigaciones Archeológicas RS 004-2000-ED* ajoute que les projets de recherche dirigés par des archéologues étrangers doivent être codirigés par un archéologue péruvien d'expérience accrédité et inscrit dans le registre national des archéologues. En revanche, il est strictement interdit pour ce spécialiste péruvien de s'impliquer dans d'autres projets en cours. La participation du codirecteur est donc intégrale (OEI, 2002).

2.2.5 Le secteur privé

Le financement privé du secteur culturel a augmenté significativement au cours des dernières années au Pérou même si aucune réduction d'impôts concrète n'est en échange attribuée (OEI, 2002). Les raisons de cette présence accrue sont variées, mais la raison principale et bien connue demeure celle de projeter une image positive au sein de la collectivité (Bustamente y Bustamente, 2000, p. 441). De plus en plus, les relations entre les objectifs et les activités financées par les entreprises se définissent. Ces appuis à la culture se manifestent entre autres par un soutien technologique à la recherche ou par la restauration de biens immobiliers.

Il est évident que certains domaines culturels jouissent d'un meilleur appui au détriment des autres qui n'arrivent pas à offrir à l'entreprise privée la visibilité qu'elle recherche. Les principales entreprises privées, dont la plupart étrangères, impliquées dans le développement culturel péruvien sont les suivantes : *Telefónica del Perú S.A.* (Espagne), *Banco de Crédito del Perú* (Pérou), *Southern Perú Copper Corporation* (États-Unis), *Banco Wiese Sudameris*³⁵ (Pérou), *Banco Continental* (Espagne), *Unión de Cervecerías Peruanas Backus y Johnston* (Afrique du Sud), *Bellsouth Perú* (États-Unis), *Corporación Financiera de Desarrollo* (Pérou) et plusieurs autres encore.

2.3 Conclusion

En définitive, l'INC, l'instance gouvernementale sous l'égide du ministère de l'Éducation, a pour mandat depuis 1971 de diriger, promouvoir et diffuser l'ensemble de la culture nationale à travers le Pérou. Toutefois, elle n'est pas la seule à intervenir en matière de patrimoine bâti : les INC départementaux et les autres ministères, comme ceux du Tourisme et de l'Agriculture s'ingèrent aussi dans ce domaine. La grande part du budget annuel du ministère de l'Éducation est dédiée à la lutte contre l'analphabétisation, ce qui place l'INC dans une disposition économique précaire : elle finance parfois, et souvent modestement, des projets

³⁵ La Banque Scotia, dont le siège social se situe à Toronto, désire actuellement acquérir cette institution financière péruvienne (La presse affaires, 2007).

d'investigation archéologique entrepris par des chercheurs péruviens sans arriver à bien rémunérer ses professionnels et à améliorer l'équipement nécessaire aux opérations de sauvegarde du patrimoine.

Le Pérou est un pays choyé par l'aide internationale. Toutefois, cette disposition le rend dépendant des décisions externes. Encourageant très peu ses professionnels, il demeure fortement subordonné aux projets de recherches étrangers et aux conditions des divers bayeurs de fonds étrangers. La pénurie de spécialistes, dans les divers champs d'action du patrimoine, et la formation académique mal adaptée aux conditions du pays sont aussi des enjeux importants auxquels le Pérou devrait remédier. Le financement à la culture, concédé par le secteur privé, participe à ce que le Pérou puisse surmonter progressivement les différentes embûches, explicitées au long du prochain chapitre, qui menacent son patrimoine archéologique entendu sous sa forme édifiée.

Il reste maintenant à voir plus en profondeur comment ces différents acteurs affrontent et surmontent les différents enjeux qui font de la conservation du patrimoine archéologique une tâche difficile et complexe.

CHAPITRE III

ENJEUX DE LA CONSERVATION DU PATRIMOINE ET LES LUTTES ACTUELLES

Avant d'entrer au cœur de l'analyse des trois sites archéologiques préalablement mentionnés, il s'avère primordial de discuter des causes et des enjeux majeurs qui rendent la conservation des lieux patrimoniaux péruviens ardue. Ces facteurs sont partagés dans cette présente section du mémoire en deux catégories : ceux dits naturels et ceux d'origine humaine ou sociale. Ce chapitre contribuera d'une part au développement d'une pensée analytique plus globale du contexte patrimonial de ce pays, et d'autre part, à l'élaboration de recommandations et de solutions pour une meilleure gestion des trois lieux à l'étude.

3.1 Les facteurs naturels

3.1.1 Géographie et climats

Le Pérou, avec une superficie de 1 285 215 km², est l'une des rares régions du monde où, en l'espace de quelques heures, se métamorphosent les paysages (Bushnell, 1958, p. 11). Son territoire, situé dans la partie centre-ouest de l'Amérique du Sud, se caractérise par la présence de la Cordillère des Andes, responsable de sa topographie accidentée soumise à divers climats. Les habitants de ce pays ont tendance à le découper en trois régions géographiques bien spécifiques : la côte du Pacifique (*la costa*), les Andes (*la sierra*) et les basses terres de l'Amazonie (*la selva*). Ces trois régions fournissent, depuis l'existence de l'homme en terre sud-américaine, des ressources naturelles propres à chacune d'elles. Ces particularités se reflètent autant dans les techniques architecturales et les matériaux de construction que dans les coutumes de ses habitants.

À l'ouest, baignée par les eaux froides du Pacifique, la plaine côtière étroite est majoritairement désertique. Elle recèle l'un des plus grands déserts arides du monde qui s'étend au sud jusqu'à Atacama (Chili). Plusieurs villes majeures se situent le long de la côte, dont la capitale Lima. Plusieurs centres d'agriculture importants ont pu s'y développer au cours des millénaires grâce aux peuplades anciennes et à la mise en place de canaux d'irrigation. L'usage actuel de cette technologie ancestrale rend la fertilisation des terres encore possible en ce milieu difficile. L'eau essentielle au bon fonctionnement provient de plus de 40 rivières liées aux Andes. Il n'est donc pas surprenant d'observer de grandes étendues agricoles nommées *chacras* à travers un paysage de roche et de sable. Avant l'arrivée des Espagnols, les structures architecturales de la côte étaient majoritairement édifiées à partir de l'*adobe* (fig. 3.1), une brique séchée au soleil à base de sable, de terre, de paille et d'eau. L'architecture à *Pachacamac* en fournit un exemple typique (Samanez Argumedo, 1983).

À peine à 100 km à l'intérieur des terres se dressent les premiers contreforts des Andes alors que s'ouvre la *sierra*, la région centrale des traditions incaïques péruviennes. La Cordillère des Andes représente la deuxième chaîne de montagnes en importance dans le monde ; certains sommets atteignent plus de 6500 m d'altitude. La montagne la plus élevée du pays, le Huascarán, culmine à 6768 m, ce qui le porte au sixième rang des hauts-sommets des Amériques. Ces immenses montagnes à la cime enneigée offrent des paysages bucoliques où se mélangent bassins, vallées aux gorges escarpées et plateaux. Les terres agricoles établies entre 3000 et 4000 m d'altitude font précisément partie de la *sierra* andine appelée *altiplano* ou la *puna* (Dollfus 1972, p. 16). Le Cuzco, ancien bastion des Incas, est sans contredit la ville la plus connue de la *sierra* péruvienne. La pierre est le matériau central à partir duquel les civilisations précolombiennes bâtirent leur architecture publique comme, parfois, privée. Le complexe archéologique de *Sacsayhuaman* est le site par excellence pour témoigner de la maîtrise de la pierre comme matériau central de construction et d'expression artistique andine (Métraux, 1961, p. 143).

La région située à l'est des Andes se définit entre autres par son relief qui chute rapidement de 3000 m à une altitude moyenne de 300 m au-dessus du niveau de la mer. C'est la zone des

forêts tropicales appelée la selva, barrière insurmontable. Même à l'époque de la plus grande expansion de l'Empire inca, l'influence des montagnards s'y faisait sentir de façon très irrégulière et sporadique. Cette région se caractérise par ses averses et sa forêt luxuriante (Bushnell, 1958, p. 14 ; Dollfus, 1972, p. 17). Peu de routes y ont été édifiées. Les déplacements sont très souvent laborieux et se font par voie maritime ou aérienne. *Machu Picchu* fait partie des quelques sites archéologiques connus que l'on pourrait considérer construits dans la jungle péruvienne. En fait, ce lieu mythique est localisé dans la *ceja de selva*. Cette zone intermédiaire, entre la *sierra* et la *selva*, se caractérise par d'abrupts flancs amazoniens de la cordillère andine orientale, situés entre 2300 et 4000 m d'altitude, et par des précipitations fréquentes. Malgré sa ressemblance physique avec les biens culturels bâtis dans la *sierra*, les conditions climatiques de son milieu ajoutent une particularité qui complexifie sa conservation. Ce point sera davantage développé au moment de l'étude de ce site.

Au Pérou, il est donc facile, en se déplaçant d'est en ouest, de passer de l'hiver à l'été en l'espace de quelques heures. Ces variations climatiques, qui de prime abord peuvent paraître enchantées, embarrassent les acteurs impliqués dans la sauvegarde du patrimoine archéologique. Ces derniers voient cette pluralité comme un obstacle (Ossio, 1986, p. 18). Pour amplifier cette notion d'abondance et de diversité, l'architecte Samanez Argumedo ajoute que les différences se situent aussi à une plus petite échelle que celle des trois zones géographiques précédemment expliquées. Chaque région, voire même chaque ville, a ses propres attributs :

« Existe también algo que es imprescindible tener en cuenta, es que cada región, cada ciudad, sobre todo en este país tan variado que es el nuestro, tiene sus propias características : nadie podría dar recetas, yo mismo que nadie viniendo de una ciudad como Cuzco que es diferente de Cajamarca o diferente de Trujillo, de Lima : porque cada región tiene su propia tecnología, sus propios usos, sus propios recursos naturales, sus propias canteras de material [...] En cada lugar hay particularidades y sobre todo en lo que respeta a la tecnología de construcción » (1987, p. 50).

En raison de variations climatiques et géographiques inhérentes au pays, les professionnels oeuvrant à la sauvegarde des vestiges *in situ* doivent donc être à l'affût des techniques de construction ancestrales typiques à chacune de ces régions. Cela ne se fait pas sans peine, car

la formation des spécialistes en techniques anciennes doit aussi inclure une connaissance générale et spécifique des faits historiques propres à chacune d'elle.

3.2 Les facteurs anthropiques

3.2.1 Vols et saccage des sites archéologiques

En plus de l'amplitude atmosphérique que connaît le Pérou, il est impératif de mentionner l'abondance des sites archéologiques qui parsèment ses terres. Si la civilisation péruvienne Supe³⁵ est considérée comme la plus ancienne de toute l'Amérique, estimée à environ 5,000 ans, il est facile d'imaginer la quantité de biens culturels archéologiques qui s'est accumulée au fil du temps et qui, par conséquent, met les autorités nationales devant l'impossibilité de tout protéger et de tout défendre.

Or, au Pérou, cette profusion de matériel archéologique est synonyme d'abandon et de laisser-faire à la grande joie des contrebandiers. Cette abondance est interprétée comme une source intarissable dont la disparition ne modifie en rien le courant de la vie quotidienne (Samanez Argumedo, 1996a, p. 152). Le pillage des *huacas*, des lieux sacrés, est un problème de grande envergure que l'on note surtout à *Pachacamac* et à *Sacsayhuaman*. Inexorablement, le patrimoine immobilier subit aussi de graves saccages au moment de l'extraction des artefacts.

Tel que le rapporte le journal *El Mercurio* de Santiago au Chili, il est estimé qu'environ un demi-million d'objets archéologiques ont été volés lors de la dernière décennie en Amérique latine. Le Pérou est le pays le plus durement touché par ce pillage, car il renferme la plus vaste quantité d'objets archéologiques au style ornemental multiple, aujourd'hui reconnus pour leur valeur esthétique et marchande (Riviale, 1996, p. 311). Ce « vandalisme parasitaire » né au Pérou possède déjà une longue et lourde histoire. Il s'est rapidement établi

³⁵ Le site archéologique de *Caral*, situé au nord de Lima, aurait abrité la civilisation la plus ancienne de toute l'Amérique détrônant ainsi le Mexique. Voir le site Internet du *Proyecto Especial Arqueológico Caral*: <http://www.caralperu.gob.pe/>.

dès les débuts de la colonisation avec l'approbation des conquistadors avides d'or et de trésors. « Leur cupidité, et tout simplement leur aveuglement, les empêcha de conserver [les] monument[s] hautement représentatif[s] pour la mémoire des temps à venir [...] » (Tardieu, 1993, p. 154).

Or, cet état de faits cause un tort à l'ensemble des biens patrimoniaux nationaux *in situ*. Les statistiques de l'INC démontrent que 80% des sites archéologiques ont été détruits au cours du temps par différents facteurs (INC, 2006a). Pour l'instant, retenons que cette activité pécuniaire mystique et folklorique communément appelée au Pérou *huaqueo* est florissante (Gündüz, 2001, p. 18). La tradition historique des *huaqueros*, les voleurs de tombes, est un fléau dont la pratique a atteint aujourd'hui des dimensions industrielles³⁶.

Le fascinant livre de l'archéologue allemande Réna Gündüz³⁷, intitulé *El Mundo Ceremonial de los Huaqueros* dévoile les raisons qui motivent ces gens à piller les lieux patrimoniaux. Cette méthode de survivance, que ces voleurs considèrent eux-mêmes ainsi, est surtout manifeste dans les milieux plus humbles ou dans les zones agricoles dépendantes de la nature. « Huaquear es “ como una garantía o un seguro de vida ”, aunque saben que es ilegal y que tienen que arriesgarse al ponerse en contacto con organizaciones del mercado negro internacional » (Gündüz, 2001, p. 13). La mauvaise récolte ou les sécheresses les poussent à trouver une alternative à leur besoin économique. Ces actes de vandalisme sont devenus une

³⁶ Ce problème occasionne toutefois d'autres difficultés. L'une d'entre elles est rapportée par l'architecte et professeur de l'Université Ricardo Palma de Lima, Alfio Pinasco Carella. Celui-ci expose que les plus séduisantes collections d'objets archéologiques péruviens sont répandues à l'étranger, dans des lieux que la majorité des Péruviens touchés par la pauvreté ne pourront jamais visiter au cours de leur existence. Il explique : « Y es comprensible esta alienación, este desarraigo y abandono de lo nuestro; porque son muy pocos los vestigios culturales que se logran apreciar, por encontrarse en colecciones inalcanzables, fuera de nuestros conocimientos y posibilidades económicas; y las mejores colecciones están fuera del Perú, o porque las que logramos ver (con pocas excepciones) están descontextualizadas de sus referencias culturales, habiendo sido extraídas sin ningún método científico, privándonos del conocimiento de las implicancias de su estructura cultural » (2003, p. 48).

³⁷ Réna Gündüz, consultante en développement à l'international et spécialiste de l'archéologie, travaille de concert avec des communautés autochtones pour assurer leur développement par l'usage de bonnes méthodes. Elle a passé presque un an au Pérou dans le but d'étudier les *huaqueros*, ces voleurs de tombes. Cette dernière cherchait à convaincre les groupes impliqués dans cette activité illicite que le patrimoine matériel archéologique pouvait être utilisé à des fins touristiques sans qu'il soit détruit ou liquidé hors du pays (Kivu Nature Inc., 2007).

activité normale même si elle est condamnée par la justice. Les peines relatives à un tel délit peuvent mener à l'emprisonnement voire même jusqu'à la condamnation à la peine capitale (*ibid.*).

L'auteur soutient qu'ils détruisent les évidences et le contexte historiques des artefacts en dispersant le patrimoine dans le monde par leur vente illicite sans même avoir restitué préalablement les évidences du passé. Évidemment, pour vaquer à de telles occupations, certains *huaqueros* ne ressentent aucun sentiment d'attachement à l'égard des traditions et du passé. Ils font donc preuve d'insensibilité face à l'importance du patrimoine matériel. Ils sont blâmés, mais il ne faudrait surtout pas omettre les destinataires ou les demandeurs, ces collectionneurs privés et autres acheteurs étrangers, qui ont eux aussi une large part de responsabilité dans ce problème, car ils encouragent ce pillage éhonté.

Par ailleurs, l'ouvrage de Gündüz parvient à faire changer la perception du problème en annonçant que plusieurs *huaqueros* ont conscience de la valeur de leur patrimoine des points de vue historique et social. Selon eux, ils le conservent, le connaissent et le protègent. C'est alors qu'elle fait la distinction entre les *huaqueros* « traditionnels »³⁹ en opposition à ces *huaqueros* « non-traditionnels » insouciant de l'importance de la perpétuité de la culture qu'ils détruisent et désorganisent. Ces soi-disant voleurs traditionnels sont pourtant reconnus et respectés. Ils sont vus comme des gardiens de la culture vivante puisqu'ils la transmettent activement sous la forme de rituels semblables à ceux de leurs ancêtres. L'archéologue découvrit au long de sa recherche que dans plusieurs des cas, les connaissances du métier traditionnel de *huaqueros* ont été transmises au sein des mêmes familles par des lignages masculins qui remontent bien souvent à l'époque de la colonie.

Quoique les deux catégories de *huaqueros* soient fondamentalement différentes, un point commun les unit. Ils croient que les objets archéologiques sont leur propriété (leur héritage)

³⁹ Les « traditionnels » croient au pouvoir sacré des *huacas*. Lorsqu'ils pénètrent dans ces territoires anciens, ils savent qu'ils auront à faire face aux esprits des lieux. Afin d'avoir la protection requise et surtout une force interne renouvelée pour affronter les esprits, ces derniers réalisent entre autres des rituels d'offrandes. Lors de ces cérémonies, ils mastiquent un mélange de feuilles de coca et de chaux tout en s'aspergeant le corps de jus de lime.

et gardent toujours l'espérance de trouver de nouveaux vestiges à explorer. Plusieurs pensent que les archéologues sont des *huaqueros* acceptés par le gouvernement qui exportent les biens patrimoniaux (*ibid.* 160).

3.2.2 Participation civile

La société est un outil d'une importance capitale dans la protection du patrimoine culturel. Les gens qui vivent à proximité des lieux patrimoniaux sont les meilleurs témoins des problèmes liés aux vestiges archéologiques. Leur coopération et leur vigilance font bénéficier l'INC d'informations privilégiées. Protéger le patrimoine culturel n'est pas qu'une tâche à ajouter à l'arsenal de l'État ou de l'INC, ou à toute autre entité publique. Elle est aussi civile et personnelle. Le gouvernement péruvien n'arrive pas à lui seul à en superviser la gestion, à le défendre et le promouvoir. L'INC tente donc d'accentuer un processus participatif entre l'État et la communauté. Elle veut davantage impliquer la population locale dans la défense et la conservation du patrimoine par une prise de conscience de la valeur de cet héritage et par la dénonciation du traitement négatif qu'on lui inflige.

Dénoncer les actes de vandalisme envers le patrimoine est le meilleur service que peut rendre la population. Les gens sont encouragés à faire part des mauvais traitements infligés aux sites archéologiques s'ils sont témoins d'infiltration des sites ou d'un manque de surveillance des zones protégées. L'INC encourage aussi la population à dénoncer les *huaqueros*, les voleurs de biens ecclésiastiques, les vendeurs informels de huacos ou toute autre forme d'actions enfreignant les lois sur le patrimoine national (2006b).

De nos jours, des millions de Péruviens souffrent de marginalisation économique. En 2002, 35% de la population survivaient avec moins de 2\$ US par jour (World Resource Institute, 2007). Dans un tel contexte, un pourcentage significatif de Péruviens se comporte négativement face au patrimoine archéologique. Dans les années 1980, des campagnes d'éducation pour les enfants promues par le *Proyecto Regional de Patrimonio Cultural PNUD-UNESCO* étaient fréquentes. Par contre, comme le rapporte l'architecte Samanez

Argumedo, aucune autre initiative éducative semblable n'a pris la relève depuis (1996b, p. 96).

Toutefois aujourd'hui, des journées de nettoyage d'ordures des sites archéologiques sont occasionnellement organisées par l'INC. Lors de ces corvées, la population est invitée à respecter la signalisation dans les zones protégées. On les conscientise à ne pas grimper sur les murs des vestiges, à ne pas recueillir du matériel archéologique dans le but de former des musées scolaires ou des collections particulières et à demeurer dans les sentiers piétonniers des sites archéologiques (INC, 2006b). Selon l'INC, la population doit prendre conscience que le patrimoine est fragile et non renouvelable, que sa valeur est plus qu'économique et qu'il peut participer à l'amélioration de la qualité de vie de certaines communautés.

Un faible pourcentage de la population du pays s'intéresse au patrimoine culturel (Mould de Pease, 2005, p. 3). Pour démontrer l'ignorance de la population face aux sites archéologiques, Alfio Pinasco Carrella ajoute :

« Los actuales pobladores de los alrededores, si es que tienen conocimiento de su existencia, las denominan « las ruinas », considerándolas un inútil y odioso obstáculo para sus planes de expansión urbana, y no entienden la razón que atrae a tantos visitantes extranjeros que llegan desde lejos y recorren absortos sus caminos, plazas y edificios derruidos. Es posible que desconozcan que fueron sus propios antepasados étnicos quienes lo edificaron. La mayoría de los pobladores de Lima, que está a pocos kilómetros del santuario, nunca visitaron el sitio, o lo hicieron de niños en algunas excursión colegial, y no la recuerdan, o ignoran su existencia, lo cual equivale a vivir en El Cario y no haber visitado las pirámides » (2003, p. 48).

Comme le commente José Ossio (1986), chaque génération du Pérou continue de méconnaître les valeurs et traditions autochtones. Elle les méprise même si celles-ci se trouvent à la base de la culture d'environ 70% de la population actuelle.

« Como consecuencia de todo esto, nuestras nuevas generaciones siguen ignorando y despreciando a nuestras minorías étnicas y, en general, a la mayor parte de nuestros valores autóctonos. [...] Homogeneización del país, actitud peyorativa y discriminación hacia los grupos percibidos como diferentes, y desdén por lo cultura, son los rasgos característicos de los grupos dominantes de este Perú republicano » (1986, p. 19).

L'aide de la communauté est donc primordiale, sinon essentielle, dans ce contexte de relâchement. Elle représente une ressource peu coûteuse pour l'État, mais combien fructueuse.

3.2.3 Tourisme et économie

Les patrimoines culturel et naturel n'ont pas la seule fonction d'affirmer l'identité d'une nation ou le développement de la connaissance sur divers plans comme nous l'avons présenté au chapitre I. Ils représentent aussi des ressources touristiques génératrices d'intérêts économiques considérables (Audrerie, Soucher et Vilar, 1998, p. 3). À l'inverse de la tendance touristique actuelle qui mise sur le développement durable dans les pays hautement industrialisés⁴⁰, le tourisme au Pérou est encore grandement orienté en fonction d'intérêts économiques dont les retombées ont peu d'impact positif sur le quotidien des populations locales. Cette activité économique peut également participer à une mauvaise gestion des vestiges archéologiques (Mould de Pease, 2005, p. 3). Mais pourquoi en est-il ainsi ?

Depuis les années 1990, le nombre de touristes qui voyagent au Pérou ne cesse d'augmenter et cela n'est pas étonnant, car la décade antérieure avait mis un frein au développement de ce champ économique pour deux raisons majeures. D'abord, le pays tombe sous une intense vague terroriste, lancée par les partis communistes Sendero Luminoso et le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA)⁴¹ et entre dans le pire gouffre économique, déclaré au

⁴⁰ En abordant le développement touristique durable, Cazes et Lanquar signalent : « Le tourisme a été compris non seulement comme pouvant être une activité génératrice de profits, mais aussi comme moyen de transformation sociale, de rééquilibrage des régions et de protection de l'environnement » (1980, p.7).

⁴¹ Le MRTA, une guérilla communiste péruvienne, joua un rôle majeur dans l'instabilité politique du pays de 1984 à 1997. Dirigé par Victor Polay Campos jusqu'à son emprisonnement et par Néstor Cerpa Cartolini (camarade « Evaristo ») jusqu'à sa mort en 1997, le MRTA fut nommé ainsi en hommage à Túpac Amaru II, considéré comme le dernier Inca, lequel se souleva au XVIII^e siècle, avec une poignée de militants, contre les Espagnols. Reconnu par les autorités péruviennes comme une organisation terroriste, ce mouvement avait entre autres comme but principal d'établir un État communiste et de mettre un terme à l'impérialisme nord-américain. Très près idéologiquement des guérillas latino-américaines des années 70, on le qualifia de « guévariste » puisqu'il voulut développer des fronts dans plusieurs pays de l'Amérique andine. Sa principale zone opérationnelle était circonscrite aux alentours de Lima et aux départements de Junin et de San Martín. (CVR, 2007).

moment de la gouvernance du parti politique Aprista d'Alan García (1985-1990), que connaît l'histoire de cette république (Flores Ochoa, 2004, p. 113 ; Mould de Pease, 2003). À la sortie de cette impasse, le gouvernement de Toledo (2001-2006), remplacé récemment par Alan García qui revenait au pouvoir après plus de 20 ans, envisage de protéger et de réaffirmer la culture nationale et ses richesses naturelles. Il prétend offrir une politique convenable à la protection et la diffusion du patrimoine en accord avec l'essence non renouvelable des patrimoines culturel et naturel. Cette déclaration développe chez les acteurs⁴² intervenant en matière touristique un intérêt pour le développement de produits touristiques innovateurs basé principalement sur le renforcement de l'identité culturelle et la participation permanente de la population locale⁴³. Dans cet esprit, la directrice de la commission gouvernementale de promotion du pays *PromPerú*, Elizabeth Barthelmess, signale : « Nuestro proyecto es a largo plazo con la visión de proyecto sostenible » (Llerena, 2006, p. b7). Malgré cette volonté pour une gestion touristique responsable et éthique retrouvée chez certains acteurs, la promotion touristique péruvienne a toujours largement comme objectif d'obtenir les devises étrangères nécessaires au fonctionnement du pays, au détriment de ses patrimoines et sans collaborer à l'amélioration du standard de vie de sa population (Estrada, 1981, p. 169 ; Tello Rozas, 2002, p. 9). Cet aspect sera d'autant plus évident au moment de l'étude des trois sites archéologiques choisis dans le cadre de ce mémoire.

Compte tenu de sa topographie difficile, le Pérou n'est pas un lieu touristique de masse à l'instar des Caraïbes. Mais il n'en demeure pas moins qu'il possède ses points forts, dont une culture foisonnante, et les raisons qui incitent les touristes à le visiter sont diverses. « What Peru offers and what makes it attractive for tourists is because of its specialized tourism – specifically three types : the archaeological-cultural, the appreciation of biodiversity [...] and the encounter with living cultures » (*ibid.*).

La région méridionale du pays avec Arequipa, Cusco et Puno représente le trajet choisi par 80% des visiteurs. Pour remédier à ce déséquilibre entre le sud et le nord du pays et pour

⁴² Ces acteurs sont le MITINCI, PromPerú, l'INC, l'ICOM et le secteur privé (*voir* la liste des acronymes et des abréviations).

⁴³ *ibid.*

surtout désengorger la région du Cusco, PromPerú essaie de « vendre » davantage la jungle amazonienne et ses efforts portent fruit. Cependant, un des projets futurs pour enhardir l'affluence de visiteurs en provenance des pays limitrophes, propose d'augmenter les connections entre les différentes villes sud-américaines importantes à Cusco, sans même avoir à passer par Lima (Quindimil, Temoche et Zúñiga, 2005, p. 17). La capitale est pourtant bien préparée pour accommoder les touristes, mais les gens n'y restent qu'en moyenne deux jours et demi pour des raisons majoritairement commerciales. Ce projet diminuerait d'autant plus l'affluence touristique dans la région de la capitale péruvienne au détriment de certaines attractions touristiques comme par exemple *Pachacamac*. La région du Cusco est sans contredit la plus favorisée par le tourisme. Cependant, cette forte affluence touristique s'accompagne de problèmes qui seront abordés sous peu.

En 2006, les recettes tirées de ce champ économique sont projetées à la hausse (Llerena, 2006, p. b7). Par contre, il est reconnu qu'une croissance économique à tout prix peut mener à des catastrophes écologiques, surtout si les intentions ne reposent pas sur des notions éthiques (Cazes et Lanquar, 1980, p. 6). En plus de menacer l'environnement, le tourisme peut aussi encourager la décontextualisation des zones archéologiques des cultures autochtones traditionnelles. Il peut en effet privilégier la mise en avant-scène de ces cultures à l'image d'un spectacle dont l'exotisme accentué éveille l'intérêt des visiteurs.

Dans son texte intitulé *Les stratégies fatales*, Baudrillard expose l'idée que la société est fascinée par une fausse réalité au détriment des faits réels. En ce sens, les objets, par extension les biens culturels, ont un malin pouvoir sur les récepteurs, car ils représentent une source de divertissement ou un spectacle mythique. Il serait difficile d'en contester la pertinence dans le cas de *Machu Picchu*. Plusieurs touristes qui arrivent au Pérou ont pour unique but de connaître *la Vallée sacrée des Incas*, c'est-à-dire, Cusco, l'incontournable *Machu Picchu* et *le chemin de l'Inca*. Pour assouvir leur quête d'exotisme, les touristes ont la possibilité de participer à une aventure de deux à quatre jours afin de parcourir à pied *le chemin de l'Inca*, lequel mène inévitablement jusqu'au sommet de la célèbre citadelle perdue. Une fois sur les lieux du *Sanctuaire historique de Machu Picchu* (SHMP), ils entrent pour ainsi dire « superficiellement » dans le monde mythologique des Incas.

Tel que mentionné plus tard dans le chapitre consacré à ce site du patrimoine mondial, l'incitation à un achalandage accru des touristes a pendant plusieurs années contribué à la mise en péril de ce tronçon du chemin ancestral et des vestiges de *Machu Picchu*. On a fait de ce lieu une attraction touristique démesurée dont l'image est surutilisée. Le docteur en communication de l'université de Séville, l'Espagnol Juan Carlos Rodríguez (2005), expose que chaque fois qu'une campagne touristique péruvienne est mise sur pied, on y accole l'image de la cité de *Machu Picchu*. Cela laisse fortement entendre que les touristes sont responsables de sa dégradation, mais qu'une large part de ce blâme en revient également aux agences touristiques nationales qui diversifient peu leurs produits.

Par ailleurs, le développement touristique au pays implique encore très peu les habitants locaux dans les rouages organisationnels et dans l'établissement de projets en devenir. Les trois études de vestiges *in situ* vont en ce sens. Ces trois sites ont ainsi peu d'effets positifs quant à l'affermissement de l'identité de ces collectivités et de leurs traditions. À titre d'exemple, le plan touristique COPESCO des années 1970 (voir section 1.3), lequel avait pour principale visée de restaurer d'importants vestiges incas des environs de Cusco, a fait jaillir une profonde « incompatibilité avec l'objectif d'affermir le rôle des collectivités régionales et la préservation des valeurs et des traditions régionales » (Cazes et Lanquar, 1980, p. 20)⁴⁴.

Enrique Estrada dresse quant à lui un résumé des effets qu'entraîne le tourisme chez les Autochtones de la région cusquéenne. Entre autres choses, il a introduit la commercialisation des vêtements traditionnels des communautés et, selon son avis, il participe à la perte de leur sens originel :

⁴⁴ Un exemple plus récent et très connu au pays est probablement celui de la collectivité quechua de la région de Puno, vivant sur le lac Titicaca à la frontière de la Bolivie. L'île de Taquile est devenue la plaque tournante d'un réseau touristique de masse (León, 2005). Une exposition photographique présentée à Lima en septembre 2005 dénonçait justement ces pratiques peu éthiques d'achalandage massif qui visent à faire connaître les coutumes des résidents, mais qui, d'une part, bousculent l'ambiance sur l'île et, d'autre part, contaminent le lac. Même si l'art du textile pratiqué par cette communauté est aujourd'hui reconnu comme un chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité par l'UNESCO, des individus continuent de mendier et de souffrir d'analphabétisme au même endroit (UNESCO, 2007b).

« Existe también un deterioro de las expresiones culturales autóctonas, pues han pasado a ser un producto de consumo del turista. Las vestimentas tradicionales, usadas o guardadas con veneración por el campesino, son transformadas en simples objetos comerciales. [...] Ceremonias y fiestas tradicionales tienden a perderse y a desnaturalizarse debido a todo el circuito comercial creado en torno a ellas. La afluencia masiva de extranjeros, que llega a congestionar los sitios tradicionales de la ciudad, las ruinas y los monumentos históricos, hace que estos sitios pierdan su significado [...] » (1981, p. 173).

En plus de venir modifier les coutumes, cette appropriation, comme l'a constaté Estrada, a des conséquences et des effets négatifs sur les plans urbain et social. Il énonce que le tourisme en général requiert des investissements dans le développement d'infrastructures routières, de moyens de transport et dans la construction d'hôtels et de restaurants. Or, ces investissements engendrent des emplois souvent temporaires. Les tâches hautement mécanisées contribuent peu à la création d'emploi à long terme (*ibid.*, p. 170).

De surcroît, les services majeurs des plus rentables sont établis à Cusco par des investisseurs non-résidents de la région (*ibid.*, p. 171). La production locale est souvent laissée pour contre et remplacée par des produits et services provenant de l'extérieur (*ibid.*). Cette situation est dans l'ensemble bénéfique pour les intermédiaires qui acheminent ces produits vers Cusco. L'augmentation de la demande en service et en produits alimentaires, entraînée par le nombre accentué de visiteurs étrangers, engendre des coûts supplémentaires que doit déboursier la population locale. Le prix des logements a également augmenté. La population cusquéenne doit donc quitter le centre-ville pour s'installer dans les bidonvilles appelés au Pérou les *pueblos jóvenes* qui menacent les zones archéologiques des alentours de l'ancienne capitale inca. Puisque le tourisme avantage une certaine classe de commerçants et d'entrepreneurs, il accentue les écarts entre les classes sociales péruviennes. L'intensification des différences se manifeste par conséquent sur le plan des valeurs et des idéologies. Il en découle une forme de racisme et un rejet des touristes étrangers par les Autochtones (*ibid.*, p.173).

Cusco est de loin la ville la plus développée de sa province ou plutôt de son département. Son hégémonie politique et économique se poursuit et a pour effet de priver les autres agglomérations d'une amélioration de leurs services. Comme l'explique Martorell, le Pérou n'a jamais pris de dispositions particulières pour améliorer la vie sociale et culturelle de ses habitants par l'offre de meilleurs services sanitaires et éducatifs ou autres tels que le propose

l'UNESCO depuis des décennies (2000 : 47). Enfin, étant donné ce contexte, le tourisme dans cette région et partout ailleurs sur le territoire péruvien est souvent mal planifié et incite une partie de la population péruvienne à la mendicité (*ibid.* : 174).

3.3 Conclusion

Les différents points développés dans ce présent chapitre ont rendu compte de la variété des facteurs qui influence la gestion et la préservation des sites archéologiques du Pérou. Chacun d'eux démontre la nature précaire du patrimoine, vecteur identitaire en perpétuel changement. Nous avons vu que l'abondance et la diversité des ressources patrimoniales jouent entre autres en défaveur de leur protection étant donné la difficulté de l'État à lutter contre les voleurs de trésors anciens. La législation mise en place par le gouvernement péruvien pour protéger son patrimoine national devrait – du moins théoriquement – rendre le travail des trafiquants d'antiquités plus difficile et plus risqué. En est-il vraiment ainsi ? Les difficultés économiques actuelles du pays d'un côté et les revenus substantiels produits par ce type d'activité exportatrice de l'autre nous poussent à douter de l'efficacité d'un tel appareillage législatif, car le phénomène semble en perpétuelle croissance (*ibid.*, p. 162 ; ICOMOS 2005).

De plus, nous avons démontré le manque de conscientisation de la population face à la valeur culturelle et historique du patrimoine alors que sa participation est un instrument fondamental dans cette lutte contre la dévastation des zones protégées. Toutefois, son aide n'est pas encore tout à fait valorisée par les autorités décideuses. Comme dernier obstacle à une gestion adéquate des ressources culturelles, nous avons pris connaissance que le développement touristique n'apporte pas que des bienfaits au pays. Il a des répercussions négatives sur l'ensemble des composantes de la vie quotidienne des populations locales. Les denrées récoltées par ce champ d'activités n'ont toujours pas contribué significativement à une amélioration directe du niveau de vie de la population. Maintenant que les bases sur lesquelles repose la gestion de ce patrimoine sont élaborées, nous proposons trois études de sites archéologiques attribués entre autres à la communauté inca. Ces recherches nous permettront de pousser encore plus loin notre analyse sur l'état de conservation de ces sites renommés et sur les moyens possibles pour améliorer leur valorisation et leur sauvegarde.

CHAPITRE IV

SANCTUAIRE DE PACHACAMAC

Pachacamac est l'un des plus prestigieux sanctuaires préhispaniques du Pérou, un centre reconnu pour son oracle où y affluaient jadis des pèlerins venus des quatre coins du *Tahuantinsuyu*⁴⁵ (fig. 4.1) (Stone Miller, 1996, p. 179). Ses valeurs historique et patrimoniale mais aussi sacrée sont indéniables, étant considéré comme l'un des centres urbains des plus durablement peuplés de l'histoire andine, au point où on le désigne parfois comme la Mecque ou le Vatican précolombien (Eeckhout, 2005; Larco, 1968, p. 220). Son influence historique et ses vestiges sont si fascinants que le Pérou a proposé son annexion à la *Liste du patrimoine mondial* auprès de l'UNESCO (fig. 4.2) (INC, 2006c). Mais, pour des raisons à élaborer, il risque de demeurer encore quelques années sur la *Liste indicative* de cet organisme avant d'en faire pleinement partie (Saco, 2006).

Ce chapitre propose d'abord un volet historique de l'occupation inca jusqu'à sa mise en patrimoine actuelle. Il aborde ensuite les enjeux majeurs, naturels et anthropiques, qui empêchent sa gestion pleine et entière, puis présente à la fin quelques actions contemporaines prises en vue de l'amélioration de sa mise en valeur et de sa protection afin de le hisser un jour au rang des sites patrimoniaux à signification mondiale.

4.1 La côte pacifique et le *Sanctuaire de Pachacamac*

Le *Sanctuaire de Pachacamac* se trouve à 31 kilomètres au sud de Lima dans la partie la plus septentrionale de la vallée fertile du Lurín. Ses vestiges se localisent à moins d'un kilomètre de l'océan Pacifique et se déploient dans ce bassin désertique qui, avant les Incas, portait le

⁴⁵ L'Empire inca porte le nom du *Tahuantinsuyu*. Il était composé des quatre régions suivantes : *Chinchaysuyu*, *Antisuyu*, *Collasuyu* et *Contisuyu* (Métraux, 1961).

nom d'*Irma* ou d'*Yschma* (rouge) en l'honneur de la divinité principale de la côte centrale (fig. 4.3). Au cours de la période précolombienne, plusieurs civilisations édifient des bâtiments en ce lieu sacré et participent chacune à leur tour à parfaire sa renommée : les cultures Lima (ca 1-600), Wari (ca 600-1000), Yschma (ca 1000 – 1470) et Inca (ca 1470-1532)⁴⁵. Selon l'historienne Maria Rostworowski de Diez Canseco, le sanctuaire atteint son apogée durant l'occupation wari lors de l'Horizon moyen (ca 600 à 1000). Sa superficie originale totale aurait été de deux à trois fois plus étendue que la section comprise à ce jour dans le périmètre de protection (Shimada, 1991, p. XXXV ; Tello, s.d., p. 19).

4.2 Histoire préhispanique : l'incursion inca

L'histoire inca révèle que Tupac Inca Yupanqui, grand organisateur et chef de guerre⁴⁶, voyage jusqu'à *Pachacamac* à la suite d'une révélation divine. Selon les légendes, l'Inca, accompagné de son armée, se présente à *Pachacamac* sous la forme d'un humble pèlerin. Il jeûne plusieurs jours avant de consulter l'oracle, ce dieu créateur coordinateur de la terre, qui lui prédit succès et triomphe. À partir de ce moment, l'Inca ordonne d'édifier un temple plus imposant que le vieux temple local qu'il nomme *Punchao Cancha* ou *Recinto del Día* (lumière du jour) ou encore *Temple du soleil* (Rostworowski de Diez Canseco, 1999, p. 10).

Les Incas prennent possession des lieux vers 1470 et rebaptisent l'endroit *Pachacamac*, ce qui signifie en quechua « celui qui anime le monde⁴⁷ » (Alcina Franch, 1978, p. 554 ; Stone-Miller, 1996, p. 179). Les changements engendrés par cette période permettent au sanctuaire

⁴⁵ Voir appendice B

⁴⁶ Tupac Inca Yupanqui (1471-1493), fils de Pachacutec, est appelé l'Alexandre le Grand de l'Amérique du Sud. Il étendit le royaume de 4 000 km en conquérant le nord jusqu'à l'Équateur et la côte jusqu'à Lima (Métraux, 1961, p. 44).

⁴⁷ Les Espagnols ignoraient que *Pachacamac* en quechua désignait deux concepts à la base de la culture andine. Le terme *Pacha* signifie, d'une part, monde-univers et, d'autre part, le temps, le flux perpétuel entre le passé et le futur. Ce mot synthétise donc un concept d'espace et de temporalité. Quant à *kamaq* il signifie ordre, ce qui veut dire *Cosmos* en quechua, ou la mise en forme primaire de l'existence. Il s'agit d'un terme opposé au chaos qui désigne le désordre initial. Ainsi, la philosophie derrière le terme *Pachacamac* se résume au processus d'organisation de la matière à travers le temps, à une conjonction idiomatique et symbolique des idées centrales du *Tahuantinsuyu* (García et Roca, 2004, p. 41).

de gagner prestige et tribut. À l'instar de Cusco, il devint l'un des plus importants sites sacrés de l'empire (Shimada, 1991, p. XLVI). Plusieurs routes inhérentes au fameux chemin de l'Inca nommé *Qhapaq Ñan*⁴⁸ se rendent jusqu'aux portes de la quatrième muraille, la plus externe, du sanctuaire de *Pachacamac*. Cet immense système routier andin, de plus de 23, 000 km d'étendue et établi dans des territoires des plus abruptes, permet donc de relier les quatre régions du *Tahuantinsuyu* à *Pachacamac*.

4.3 Histoire sous la domination espagnole

Le conquérant espagnol Francisco Pizarro prend connaissance de *Pachacamac* par l'entremise de l'Inca Atahualpa lors de sa capture à Cajamarca en 1532. Sans tarder, il y envoie quelques hommes sous le commandement de son frère afin de s'emparer des biens de valeur (Rostworowski de Diez Canseco, 1999). Selon les ordres reçus, Hernando Pizarro traverse toute la côte centrale du Pérou avant d'arriver au centre cérémoniel. Dans ses écrits, ce dernier met l'accent sur la peur qu'inspire le diable et sur la dévotion qu'ont les Indiens pour l'oracle. Certains chroniqueurs prétendent que les Autochtones, par ignorance ou lenteur d'esprit, adorent le démon. La première tentative « d'extirpation d'idolâtrie » opérée par les Espagnols en Amérique a lieu à *Pachacamac* (Eeckhout, 1999).

Le parachèvement du sanctuaire coïncide avec l'arrivée des Espagnols à la fin du mois de janvier 1533. Ces derniers demeurent dans la cité près d'un mois, aiguillonnés par une éventuelle découverte de métaux précieux, fouillant et détruisant les édifices et les tombes des prêtres (Tello, s.d., p. 16). Selon le célèbre archéologue péruvien Julio C. Tello, Cusco et *Pachacamac* représentent des lieux de grande richesse. Or, ces trésors, sous forme de fins tissus ou d'armes, ne réussissent point à rassasier la cupidité avide des conquérants, ne représentant alors que le cinquième de la rançon en jeu pour délivrer l'Inca Atahualpa de la

⁴⁸ Le *Qhapaq ñan* est un système routier qui avait comme point de départ la ville de Cusco pour ensuite s'étendre à travers les quatre *Suyus*, les quatre régions administratives de l'empire (García et Roca, 2004, p. 142). À certains endroits stratégiques, il pouvait mesurer jusqu'à seize mètres de largeur alors que dans la majeure partie du temps, on n'en comptait que trois. Aujourd'hui, on a retrouvé ses vestiges dans les six pays suivants : une partie de la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie jusqu'à la moitié nord du Chili et le nord-ouest de l'Argentine (Kauffmann Doig, 2006).

main des Espagnols (Uhle, 1991, p. 19). En avril de la même année, les Espagnols pillent Cusco.

Le chroniqueur Cieza de León (1518-1560), reconnu pour ses mémoires et ses descriptions clémentes de sites autochtones, visite *Pachacamac* en 1548 où il observe des édifices démolis et laissés à l'abandon (Matos Mar et Portugal Mendoza, 1964, p. 144). Si la population de la vallée de *Pachacamac* était estimée, avant l'arrivée des Espagnols, à 25 000 habitants, elle chute rapidement à 2 000 résidents après la conquête. Selon le chroniqueur Cristóbal de Molina, cette importante diminution est causée par la destruction continue engendrée par l'armée espagnole pendant l'occupation des lieux et les mauvais traitements infligés aux Autochtones (*ibid.*).

En plus d'imposer leur idéologie, les Espagnols commencent dès 1573 à diviser les macroethnies du pays. *Pachacamac* est l'objet de la première destruction des divisions politiques préhispaniques établies au Pérou (Rostworowski de Diez Canseco, 1999, p. 11). Les Incas, reconnus pour leur gestion des ressources humaines et leur organisation administrative exemplaire, ont fait de *Pachacamac* un lieu administratif important rapidement démantelé par les conquérants espagnols (Eeckhout, 1998, p. 15 ; Métraux, 1961).

4.4 Mise en patrimoine

Plusieurs siècles s'écoulaient avant que *Pachacamac* ne s'intègre à nouveau à la mémoire collective nationale péruvienne. Vers la fin du XIX^e siècle, l'explorateur allemand Max Uhle⁵⁰ et, plus tard, l'archéologue péruvien Julio C. Tello⁵¹ sortent *Pachacamac* de l'oubli

⁵⁰ Les nombreuses recherches de Max Uhle, reconnu comme le père de l'archéologie péruvienne, donnent lieu à l'établissement de la première grille de référence sur l'archéologie péruvienne et bolivienne. Cette grille culturelle chronologique du Nouveau Monde a toutefois fait l'objet de modifications au fil du temps. Son premier voyage en Amérique du Sud date de l'an 1892 alors que ses premières fouilles à *Pachacamac* ont lieu en 1896 et 1897 (Willey, 1990, p. XIII).

⁵¹ Les études de Julio C. Tello à *Pachacamac* ont lieu à partir de la fin des années 1930 et se sont poursuivies lors de la décennie suivante.

(Disselhoff et Linné, 1961, p.13). Leurs recherches scientifiques et leur expertise contribuent fortement à la reconnaissance de ce site.

En 1929, la loi # 6634 proclame *Pachacamac* « Monument national » (Ravines, s.d., p. 28). Dix ans plus tard, lors du VIII^e Congrès Pan-Américain et du XXVII^e Congrès international des Américanistes tenus à Lima, le gouvernement mandate le personnel du *Museo de Historia de Pueblo Libre* (l'actuel *Museo Nacional de Antropología, Arqueología e Historia*) afin de mettre sur pied les premiers travaux de nettoyage et de restauration des monuments du site. Le tout s'exécute en suivant l'exemple du Mexique, pays qui à l'époque avait entrepris la restauration de plusieurs monuments archéologiques et dont les efforts avaient été couronnés d'un grand succès touristique (Ravines, s.d. ; Shimada, 1991, p. XXXI). Cette initiative gouvernementale péruvienne visait essentiellement deux aspects : protéger les sites archéologiques des *huaqueros* et les rendre accessibles au public. Alberto Giesecke, un économiste nord-américain sans spécialisation en archéologie, est nommé à la tête de la direction de ces travaux (*ibid.*, p. 28).

Julio C. Tello⁵¹ est l'un des premiers à critiquer haut et fort les interventions entreprises par Giesecke. Entre 1940 et 1945, Tello est mis en charge des travaux. Étrangement, un des projets jugés les plus destructeurs exécutés à l'endroit des sites archéologiques a lieu à *Pachacamac* et sous son mandat. Il est tenu responsable de la reconstruction totale du *Templo de la Luna*, première du genre au Pérou⁵² (fig. 4.10). Tello est à son tour fortement critiqué pour avoir laissé place à une recomposition hypothétique de ce vestige, s'étant basé sur des

⁵¹ À cette époque, il est directeur du *Museo Nacional de Antropología, Arqueología e Historia*.

⁵² Comme l'explique l'architecte et restaurateur péruvien Samanez Argumedo, la conservation est une intervention physique qui en principe devrait prolonger la vie des monuments tout en préservant leur apparence originale (1996a, p. 154). Aujourd'hui, le travail des conservateurs et des restaurateurs est régi par le respect de l'intégrité de l'objet sur les plans historique et esthétique. Selon la mouvance actuelle dans l'éthique de la conservation, il est capital de réduire au maximum les traitements sur l'objet et de procéder à une modification physique qu'en cas de nécessité. Le restaurateur doit veiller à ne jamais laisser d'empreinte autant personnelle que relative à son époque sur le bien manipulé. En plus de respecter les matériaux d'origine, il faut tenir compte des effets et risques constants d'une intervention et réévaluer les mesures choisies en cours de traitement. Les matériaux utilisés dans le cas échéant doivent être réversibles sans qu'ils puissent faire entrave à de futures interventions. Mais cela ne se fait pas sans difficulté (Skeates, 2000, p. 67).

descriptions antérieures fournies par Max Uhle, des légendes anciennes et une carte du site élaborée en 1793 (Samanez Argumedo, 1996a, p. 154 ; Shimada, 1991, p. XXXVI).

Pendant ce temps, une résolution suprême permet l'accès aux ruines en 1941⁵³. Onze ans plus tard, un autre document législatif similaire⁵⁴ annonce l'intangibilité de la zone où se trouve actuellement le complexe archéologique alors que la loi # 23614 déclare par la suite le district de Pachacamac « District touristique » y compris les ruines (Ravine, s.d., p. 28).

Des travaux de nettoyage et de restauration exécutés sous la direction de Arturo Jimenez Borja sont complétés vers 1965, soit la même année de l'inauguration du modeste musée du site de *Pachacamac*. En 1983, une résolution ministérielle⁵⁵ reconnaît *Pachacamac* comme un site du patrimoine culturel national alors qu'au cours de la même année, l'INC approuve les plans de délimitation du site avec une aire de 492 hectares, un plan d'actions appliqué toutefois sans équipement technique (Paredes Botoni, 2006).

4.5 Facteurs de dégradation

Pour mieux comprendre le contexte actuel de *Pachacamac*, nous présentons dès maintenant une récapitulation des problèmes majeurs, autant naturels qu'anthropiques, qui font entrave à une pleine gestion du site et qui, dans certains cas, empêchent son inclusion à la *Liste du Patrimoine mondial* de l'UNESCO.

4.5.1 Facteurs naturels

Plusieurs vestiges de ce haut lieu culturel inca sont aujourd'hui même méconnaissables (Paredes Botoni, 2006). Pourquoi en est-il ainsi ?

⁵³ La Résolution suprême # 1616.

⁵⁴ La Résolution ministérielle # 832.

⁵⁵ La Résolution ministérielle 740-83-ED.

4.5.1.1 Matériaux éphémères

Le complexe immobilier de *Pachacamac* est érigé à partir de matériaux typiques des peuplades côtières précolombiennes vivant en zone désertique. Par manque de végétation, ces dernières utilisent les ressources mises à leur disposition pour construire leurs demeures et leurs cités, c'est-à-dire le sable, la terre, la paille et l'eau. Elles développent donc une forme d'architecture nécessitant l'emploi de briques séchées au soleil que l'on nomme *adobe* ou *tapia*⁵⁶ (Paredes Botoni, s.d., p. 3). Les Incas sont les derniers à édifier des monuments sur le territoire de *Pachacamac*. Même s'ils possèdent la réputation d'être les maîtres de la pierre, ils ont adopté la technique de la brique de sable développée par les cultures précolombiennes antérieures. En fait, les Incas sont reconnus pour s'être adaptés aux expériences des cultures locales préexistantes tout en incorporant des éléments spécifiques de leur architecture. Les bâtiments de l'époque inca à *Pachacamac* sont donc érigés en adobe en plus d'être ponctués de la forme trapézoïdale incaïque, utilisée dans la conception des portes et des niches par exemple (Gasparini et Magolies, 1980, p. 4; Lumbreras, 1985, p. 365). Malgré l'ingéniosité de toutes ces collectivités anciennes du littoral, ces matériaux se dégradent peu à peu étant naturels et donc, éphémères.

L'*adobe* et la *tapia* exigent une protection et une restauration permanentes compte tenu de la fréquence des vents et du climat marin plutôt humide de la côte (Samanez Argumedo, 1983, p. 21). À titre d'exemple, le phénomène cyclique *el Nino* en 1983 a pour sa part durement touché les bâtiments *d'adobe* de la côte péruvienne par de violentes pluies (Morales Gamarra, 1991, p. 196).⁵⁷ Si ce phénomène difficilement prévisible a des répercussions négatives sur

⁵⁶ La *tapia* que l'on peut nommer en espagnol *tapiál* ou *adobon* est une technique peu utilisée à *Pachacamac*. On la retrouve dans certaines constructions wari. À la différence de l'*adobe*, la *tapia* serait constituée des mêmes composantes, mais, le volume serait beaucoup plus imposant. Certains de ces blocs mesureraient de 1m² à x 2m². Elle serait une technique plus économique que l'*adobe* et consiste en une masse de terre compressée entre deux claies et formant des murs d'un seul bloc (Lumbreras, 1985, p. 343).

⁵⁷ La situation était si alarmante que Ricardo Morales Gamarra, directeur du projet archéologique des *Huacas del Sol y de la Luna* sur le site éponyme de Moche à Cerro Blanco situé à quelques kilomètres de Trujillo⁵⁷, a vu dès 1991 l'importance de développer un programme d'urgence pour les monuments et sites archéologiques *d'adobe* de la côte nord (Morales Gamarra, 1991, p. 196).

l'ensemble des constructions de ce type, il faut donc souhaiter des températures chaudes et sèches qui assureraient davantage leur longévité et leur pérennité.

4.5.2 Facteurs anthropiques

La nature éphémère de l'abode ou de la tapia ainsi que les phénomènes climatiques inhérents à la côte du Pacifique ne sont pas les seuls facteurs impliqués dans la sauvegarde du patrimoine immobilier de cette zone archéologique. La présence de l'homme a également contribué à la difficulté de la tâche. Voilà quelques-unes des activités anthropiques néfastes qui participent à son déclin graduel.

4.5.2.1 Visites touristiques motorisées

Il est commun et fréquent d'observer des autobus bondés de touristes circulant d'un bâtiment à l'autre à l'intérieur même de la zone protégée de *Pachacamac*. Cette façon de procéder remonte aux années 1980, lorsque l'agence touristique nommée *Lima Tours* exerçait le monopole des visites guidées dans la région de la capitale. Elle offrait aux visiteurs un tour dirigé de deux heures à *Pachacamac* avant de filer vers d'autres lieux touristiques (Paredes Botoni, 2006). Comme la zone archéologique de *Pachacamac* est d'une ampleur considérable, il est impossible d'apprécier tous les bâtiments et les lieux d'importance en si peu de temps. L'idée de circuler par voie motorisée allait donc résorber en partie le problème.

Les circuits touristiques au sein du complexe de *Pachacamac* se développent d'abord au gré des recherches et des excavations. Vers 1938, le circuit Alberto Giesecke s'ouvre et permet de relier l'entrée principale au *Templo Pintado* ainsi qu'au *Templo del Sol*. Ce trajet est par la suite allongé jusqu'au *Templo de la Luna* pendant les travaux de Julio C. Tello exécutés entre 1940 à 1945. Les fouilles à la *Pyramide à rampe # 1*, sous la responsabilité de Jimenez Borga en 1960, participent aussi à l'expansion du circuit. Une véritable réflexion sur la création d'un chemin piétonnier supprimant ou diminuant l'usage du chemin ancestral par les véhicules motorisés survient au moment des travaux exécutés à la *Pyramide à rampe #2* (*ibid.*).

Même si le monopole touristique est disparu dans les années 1990, cette façon de faire perdure encore à ce jour (*ibid.*). Tel que le soutenu par Ponciano Paredes Botoni, archéologue et ancien sous-directeur du musée de site de *Pachacamac* de 1973 à 1993, une visite de la zone peut très bien se faire à pied et serait d'autant plus enrichissante, car elle permettrait de se rendre là où les véhicules n'ont pas accès (*ibid.*). L'idéal serait d'abolir les visites motorisées au profit d'une option plus écologique.

4.5.2.2 Titres de propriété

Les titres de propriété acquis ou légués au fil du temps sur l'ensemble du vaste territoire du *sanctuaire de Pachacamac* sont à l'origine de nombreuses controverses. Certaines d'entre elles n'ont toujours pas été réglées à l'heure actuelle dont celle de la partie occidentale du complexe archéologique. Le problème concerne surtout le fait que les propriétaires nient la présence des vestiges sur leur territoire alors que des recherches d'experts prouvent le contraire (Ravines, s.d., p. 28).

La situation de la *lagune* et du *Temple Urpihuachac* illustre parfaitement ce problème. Les méfaits à l'égard de ces lieux anciens débutent lorsque l'ancienne *hacienda San Pedro de Lurin* de propriété étatique, où se situent la lagune et le temple, devient la propriété de Vicente Silva en 1879. À la suite du décès de ce propriétaire, l'*hacienda* est partagée de manière à accommoder chacun de ses descendants, action qui donne origine à trois petites *haciendas* nommées *Santa Rosa*, *San Pedro* et *San Vicente*. Le territoire de l'*hacienda San Pedro*, aussi appelée *Mamacuna*, englobe des vestiges précolombiens tels que des réservoirs d'eau, des canaux ainsi que des bâtiments (Ravines, s.d., p. 28).

À l'heure actuelle, l'archéologue Izumi Shimada⁵⁹ tente en partie de démontrer le rôle important, sinon central, de la lagune dans l'établissement de l'agriculture sur le sanctuaire. Cette dernière participe également à l'élucidation des fondations sociales et des conditions

⁵⁹ L'archéologue Izumi Shimada a mis en place pendant longtemps un projet de recherche dans la *Plaza de Peregrino* afin d'élucider les fondements sociaux du centre religieux de *Pachacamac*. En ce moment, Shimada travaille sur l'analyse des sédiments qu'il extrait avec son équipe de la lagune *Urpihuachac*.

environnementales millénaires de la région, voire même du pays⁵⁹. Selon l'avis de ce chercheur, rares sont les lagunes anciennes de cette typologie au Pérou (2006).

Il importe de préciser qu'*Urpihuachac* n'est pas seulement le nom donné à une lagune et à un temple, il fait aussi référence à un des personnages mythologiques de *Huarochiri* rapportés par le prêtre Francisco de Avila mentionné dans le premier chapitre de ce mémoire. Cette déesse était l'épouse de Curinaya Viracocha, la mère de deux filles ainsi que la maîtresse des poissons. Selon la légende, son mari furieux a détruit le bassin où *Urpihuachac* élevait les uniques poissons de la terre. Cette action virulente a eu pour résultat de féconder la mer située à proximité du réservoir anéanti. Selon les croyances autochtones, la lagune représenterait donc l'origine de la vie marine (Sistema de bibliotecas de la UNMSM, 2007). Dans ce cas, ce n'est donc pas seulement le patrimoine archéologique inca entendu sous sa forme matérielle qui disparaît peu à peu, mais aussi son aspect immatériel.

4.5.2.3 *Pueblos jóvenes*

L'invasion territoriale constante des populations avoisinantes du site rend difficile au quotidien la stabilité du sanctuaire (fig. 4.11) (Luna Amancio, 2006). Le site de *Pachacamac*, au cœur de la vallée de Lurín, se trouve localisé à la croisée de trois districts de la ville de Lima : Pachacamac, Villa el Salvador et Lurín. L'expansion anarchique de ces trois agglomérations est manifeste depuis près de 30 ans (*ibid.*).

La délimitation du site, débutée en 1985, permet de conserver partiellement la partie nord de l'ancien centre religieux où se trouve sa quatrième enceinte. Sans cette opération, cette zone nord, nommée *Las Palmas*, serait à l'heure actuelle totalement envahie par des projets

⁵⁹ Depuis 2003, un projet pilote d'investigation multidisciplinaire est entrepris dans cette zone, lequel rassemble une cohorte de professionnels internationaux dont l'ethnohistorienne péruvienne María Rostworowski de Diez Canseco, l'archéologue péruvien Rafael Segura Llanos ainsi que l'archéologue Shimada (PAP, 2006). Les extractions de sédiments de profondeur variées, allant parfois jusqu'à trois mètres, permettent à cette équipe nommée PAP d'estimer l'âge de cet « étang » à environ 5000 ans. La qualité du noyau des échantillons prélevés n'a heureusement pas été affectée par les changements modernes.

immobiliers⁶⁰. La muraille externe n'a pas pu être totalement incluse au périmètre de protection puisqu'elle a déjà été partiellement rasées pour laisser place au va-et-vient des véhicules motorisés et à l'établissement de secteurs résidentiels (Luna Amancio, 2006).

La zone protégée en 1985 correspond à environ 40% de l'étendue originale du sanctuaire. Le problème de l'invasion territoriale pratiquée par la population péruvienne est endémique, car même la zone d'amortissement de 200 m² aménagée autour du périmètre, a été à plusieurs endroits totalement envahis. Des résidences sont construites si proches des délimitations du site que certains propriétaires en font l'usage en tant que mur de cours arrière (fig. 4.12) (Eeckhout, 2005, p. 85; Paredes Botoni, s.d., p. 3).

Avant l'invasion espagnole, les alentours de *Pachacamac* étaient peuplés. Toutefois, cette occupation du territoire n'a rien à voir avec le phénomène de l'implantation des *pueblos juvenes* du XX^e siècle qui continue de bouleverser le paysage de Lima et de sa banlieue. La vallée fertile de Lurín, située au sud de Lima, s'est développée sur plusieurs siècles. Divers facteurs de croissance démographique ont fait en sorte de la fractionner en denses noyaux de population connus sous le nom des districts de Pachacamac, Lurín et Villa el Salvador (Matos Mar et Portugal Mendoza, 1964). À l'heure actuelle, ces trois agglomérations font partie intégrante des 43 districts officiels de la capitale. La vallée de Lurín représente à elle seule 80% des zones vertes de la métropole. La croissance désorganisée et non contrôlée de ce secteur fragilise le devenir du site, mais aussi celui de l'importante zone verte qu'il contient (Luna Amancio, 2006).

⁶⁰ Lors de la quatorzième rencontre régionale ICOFOM LAM intitulée *Museología y Patrimonio, Interpretación y Comunicación en América Latina*, tenue à Lima du 28 novembre au 1^{er} décembre 2005, la directrice Guiliana Borea du système national des Musées, division interne de l'INC, expliqua en quoi consiste le projet *Red de Museo del Qhapaq Ñan*. Celle-ci affirma que les six pays où s'établirent les Incas désiraient mettre en valeur la route ancestrale de même que les sites archéologiques et les musées qui se trouvent le long du parcours. Le projet doit aussi chercher à aider les collectivités et villages à proximité des lieux par l'offre touristique. Par ailleurs, le musée du site de *Pachacamac* devrait être totalement reconstruit. Selon les plans des architectes Llosa et Cortegana, le futur musée de nature ultra-moderne devrait passer d'une superficie de 200 m² à 1000 m² permettant ainsi d'y exposer une plus grande quantité d'artefacts trouvés à même les lieux.

Certaines compagnies de développement immobilier continuent actuellement de détruire des murs incaïques ainsi que des vestiges archéologiques plus anciens afin de préparer les terrains où se logeront de nouveaux habitants. L'actuelle responsabilité du développement urbain incontrôlé de la zone incombe aux municipalités. Encore aujourd'hui, on vend des terrains à des prix très abordables dans la région de Las Palmas. Pour répondre en partie à ce problème, l'INC, par l'entremise du musée de site de *Pachacamac*, a mis en place des campagnes d'information éducatives pour que les gens des alentours prêtent main-forte à la douzaine de gardiens du site. Toutefois, aucun changement n'est prévu pour le moment. Comme ces méthodes de sensibilisation ont une portée à long terme, l'INC doit installer de nouvelles clôtures dans les secteurs les plus vulnérables pour éviter d'éventuels actes destructeurs (*ibid.*).

Les raisons pour lesquelles se sont établis les habitants dans cette zone méridionale sont variables. On peut penser à des familles, des ouvriers agricoles ainsi que d'anciens travailleurs sur les *haciendas* démantelées qui n'ont pas réussi à dénicher un logement dans les villages avoisinants ou qui ont dû quitter la ville compte tenu de l'accroissement démographique, de la carence de logements à prix modiques et des recours économiques convenables (Matos Mar et Portugal Mendoza, 1964, p. 55).

4.5.2.4 Édification de voies routières

En plus de l'empiètement des logements dans la zone, il faut constater des dégâts engendrés au fil du temps par l'édification de différentes voies de circulation. Au début des années 1930, une route est construite presque en face du musée actuel et traverse le sanctuaire en plein coeur. Cette voie motorisée entraîne des dégâts irréversibles. Elle anéantit une grande partie des enceintes internes de même que les deux voies d'accès principales d'origine (nord-sud et est-ouest) (fig. 4.4). Il faut attendre le début des années 1940 pour qu'une nouvelle voie de circulation soit construite à l'extérieur du centre des vestiges. Grâce à cette nouvelle artère nommée *Panaméricana Sur* (l'actuelle *Antigua Panaméricana Sur*), il devenait possible de relier la raffinerie de pétrole de *Conchan* à l'industrie *Cementos Lima* et ainsi d'accentuer le développement économique de la région. Cette nouvelle artère commerciale

est finalement instaurée au nord du site et remplacée plus tard par une autoroute du même nom le long de la mer à l'ouest du site. Même si la nouvelle *Panamericana Sur* contribue à une diminution considérable du trafic routier aux abords de *Pachacamac*, elle n'échappe pas aux critiques au moment de son édification. Des traces d'infrastructures préhispaniques ont été retrouvées à proximité du littoral. Cela sous-entend que plusieurs vestiges ont à jamais été endommagés par l'établissement de cette infrastructure routière (Paredes Botoni, 2006).

4.5.2.5 Changement fréquent de personnel

Par ailleurs, depuis plusieurs années, les sous-directeurs ne demeurent en poste que pendant de courtes périodes. Marcel Saco, l'actuel sous-directeur du sanctuaire, explique qu'il devient ardu dans un tel contexte d'assurer un suivi rigoureux des dossiers dont les résultats ne peuvent être anticipés qu'à long terme (2006). Cette situation a pour effet d'interrompre des projets de développement et d'infrastructure en pleine exécution sans même leur donner suite. Elle a également comme conséquence d'alourdir et de ralentir les prises de décisions. Rendre une institution opérante est un processus qui se fait à long terme.

Selon Carlos del Águila, directeur actuel du *Museo Nacional de Antropología, Arqueología e Historia* du Pérou à Lima, aucun programme universitaire n'existe au Pérou pour former les futurs muséologues (2005). Les sous-directeurs des sites archéologiques sont dans la grande majorité des archéologues de profession qui n'ont pas les compétences nécessaires correspondant aux réels besoins des lieux touristiques. Il faut donc procéder à un changement de personnel plus fréquemment. Les professionnels sont attirés par le prestige émanant du titre de sous-directeur mais prennent peu de moyens pour améliorer la condition chancelante du site quand ils sont en poste (Saco, 2006).

4.5.2.6 Ressources humaines et économiques insuffisantes.

Souvent, les actions liées à la protection du patrimoine culturel sont jugées dispendieuses et peu rentables à court terme. Le gouvernement péruvien, reconnu devant la loi comme

principal responsable de la conservation du site archéologique de *Pachacamac*, ne semble pas prendre au sérieux les réelles menaces à la fois naturelles et anthropiques qui pèsent sur le devenir de ce lieu patrimonial national. Le manque flagrant de ressources humaines et économiques handicape le développement et la mise en valeur de la zone (*ibid.*). Les autorités gouvernementales, c'est-à-dire l'INC, semblent l'avoir totalement abandonné (Ruth Shady Solís, 2005). Cette observation dramatique en dit long sur la gestion de ce complexe archéologique.

Puisque l'ensemble du sanctuaire est régi par l'INC, l'argent recueilli par les entrées payantes et autres sources de revenus est expédié au bureau central de l'INC. En revanche, cette institution chef remet peu d'argent à la source dont la majorité sert à couvrir ses propres dépenses bureaucratiques et logistiques. Ainsi, le fonctionnement du site doit être assumé et assuré à l'aide d'un cachet mensuel atteignant à peine quelques centaines de dollars même si l'attraction touristique génère une somme beaucoup plus élevée (Saco, 2006).

Cela explique peut-être pourquoi le site n'arrive pas à se développer et à se munir d'infrastructures adaptées aux visiteurs. Plusieurs améliorations considérables pourraient être apportées, car, comme l'explique Saco, les touristes sont laissés à eux-mêmes au moment de leur parcours (*ibid.*) À titre d'exemple, le site est dépourvu d'haltes ombragées qui permettent aux touristes venus à pied de se dérober du soleil qui, très souvent, brûle de ses mille feux (fig. 4.7).

Dans un tel contexte, l'autogestion de *Pachacamac* serait souhaitable étant donné l'absorption vorace des capitaux par l'appareil gouvernemental. Certains sites archéologiques dont celui de *Caral*⁶¹ et ceux situés à proximité de Cusco jouissent aujourd'hui d'une aide économique gouvernementale spéciale dédiée à la promotion, à l'étude, à la valorisation et à la restauration. Cette disposition enviable de ces sites jugés à fort potentiel touristique fait toutefois ombrager à tous les autres sites nationaux qualifiés secondaires, puisqu'ils

⁶¹ Le site archéologique de *Caral*, situé au nord de Lima, aurait abrité la civilisation la plus ancienne de toute l'Amérique, détrônant ainsi le Mexique. Voir le site Internet du *Proyecto Especial Arqueológico Caral*: <http://www.caralperu.gob.pe/>.

monopolisent les capitaux disponibles, ce qui est le cas de *Pachacamac* malgré son importance historique et patrimoniale.

Par ailleurs, à *Pachacamac*, les projets d'investigation et de restauration sont entrepris à court terme sans être intégrés à une chaîne d'actions logiques et globales (Paredes Botoni, 2006; Saco, 2006). Le budget à la disposition du sous-directeur couvre à peine les dépenses obligatoires de fonctionnement quotidien et ne lui permet guère d'envisager des investissements qui participeraient à l'amélioration des dispositifs existants. *Pachacamac* n'emploie qu'un personnel réduit consacré aux tâches bureaucratiques et à la vigilance continue du territoire pour empêcher les *huaqueros* et les individus locaux de s'y infiltrer. En plus d'observer des trous dans le sol creusé dans des lieux de sépultures, des murs complets de vestiges disparaissent. Ainsi, des résidents moins nantis dérobent les adobes dans l'objectif d'édifier leurs nouveaux domiciles.

4.3 Le futur de *Pachacamac*

L'emplacement de *Pachacamac*, à la croisée de trois municipalités, peut comporter autant d'inconvénients que d'avantages. Ainsi, lors de la venue du nouveau millénaire, un projet de grande envergure devait être organisé à *Pachacamac* en comptant sur l'aide économique et la participation de ces trois districts. Cependant, le projet a été freiné en raison de la situation politique instable de l'époque dominée par le gouvernement autoritaire et dictatorial de Fujimori qui n'acceptait aucun rassemblement de masse craignant les révoltes contre son régime (Paredes Botoni, 2006).

Aujourd'hui, avec le retour de la démocratie, il est possible de relancer l'idée d'une réelle et nouvelle coopération entre les trois districts pour préserver le site. Toutefois, aucun de ces districts ne fait preuve de leadership ni ne prend de responsabilité à l'égard du site, qui devrait pourtant être considéré comme un lieu d'une grande fierté pour la vallée de Lurín. Pour ce qui est de l'invasion territoriale, les municipalités adoptent des mentalités divergentes et engagent des actions incohérentes l'une par rapport à l'autre. Si un individu désire obtenir une licence d'occupation de terrain, il n'a qu'à se présenter au bureau de la municipalité

suivante, si la première le lui refuse. Comme le décrit Gabriela García, archéologue et coordonnatrice du regroupement *Codevalle* pour la défenses des espaces naturelles de cette portion de la capitale, la zone continue de se remplir de domiciles et d'usines par manque de contrôle et de coopération (Luna Amancio, 2006).

Faute d'appui économique étatique, Marcelo Saco a dernièrement trouvé des fonds auprès de compagnies privées pour modifier le circuit touristique et organiser les archives du site (2006). Cet homme énergique travaille actuellement à l'établissement d'un *Plan de manejo* (plan de manœuvre) du centre. Ce type de document est à la base de toute action future et doit d'abord être consulté et respecté avant même de faire valoir ce site au Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il permet entre autres de coordonner les intentions de développement et de stabiliser les infrastructures du site. En d'autres termes, il est la source de toute gestion possible, car il permet d'identifier les urgences tout en reconnaissant les forces et les faiblesses des lieux. Par manque d'argent pour engager du personnel suffisant à la mise en œuvre d'une telle étude, le directeur y dévoue le temps qui lui reste après avoir complété ses nombreuses tâches quotidiennes. Lorsque les besoins du site auront été identifiés et que des solutions auront été apportées pour les régler, il sera enfin possible de proposer *Pachacamac* au Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO et, par la suite, souhaiter son inclusion à la *Liste du patrimoine mondial*. Mais pour l'instant, ce projet n'est pas prêt de se réaliser pour les maintes raisons expliquées précédemment (*ibid.*).

4.4 Conclusion

Nous avons vu au cours de ce chapitre que *Pachacamac* ainsi que son environnement immédiat ont joué un rôle important lors de l'occupation inca, mais aussi lors des siècles qui les ont précédés et suivis. Sa valeur historique est donc indéniable. Toutefois, pour qu'une zone archéologique fasse partie des sites du patrimoine mondial, il faut qu'un certain minimum de dispositifs de protection sérieux soit déployés. La stabilisation du site doit être avant tout assurée (*ibid.* ; UNESCO, 2003).

Il convient en l'occurrence d'accentuer les recherches à l'égard du site et de faire valoir l'importance de ce lieu mythique aux yeux de la population nationale et surtout locale afin que sa participation devienne un moyen pour contrer les dommages causés par les infiltrations clandestines. Cela commence par des campagnes de sensibilisation. L'INC doit aussi reconnaître la présence de vestiges sur les territoires privés aux abords du périmètre officiellement reconnu. Il devrait exercer son droit d'expropriation, même si cette action engendre bien des conséquences, étant donné l'importance de ces restes archéologiques et le comportement négligent des propriétaires terriens. Mais, pour l'instant, l'INC semble avoir bien d'autres combats à mener.

CHAPITRE V

LE PARC ARCHÉOLOGIQUE DE SACSAYHUAMAN (PAS)

La vaste zone archéologique du PAS (*Parc archéologique de Sacsayhuaman*) regroupe près de 200 lieux sacrés incas⁶². Elle se situe sur la colline localisée au nord de la Place d'armes de Cusco et englobe les anciens faubourgs incas de Qolqampata et de Toqocachi, aujourd'hui San Cristóbal et San Blas, avec une extension de 3 093, 80 hectares et un périmètre de 26 550,00 m linéaires (*ibid.*).

Pour faciliter la compréhension de ce chapitre, il importe de préciser dès à présent que *Sacsayhuaman* fait à la fois référence à une des collines du PAS, sur laquelle sont érigés les vestiges les plus connus par le public dont un important temple dédié au soleil, et à l'ensemble du parc⁶³. Pour éviter les ambiguïtés, nous parlerons du PAS lorsqu'il est question de l'ensemble des lieux et de *Sacsayhuaman* lorsque le propos se rattache spécifiquement aux vestiges de l'ancien temple religieux inca qui se distingue principalement par ses trois imposants remparts en redents étagés les uns au-dessus des autres et en retrait depuis la base vers le sommet⁶⁴ (Fig. 5.3).

⁶² Environ 94 vestiges sur 200 sont visibles à l'heure actuelle à l'intérieur du PAS (INC del Cusco. 2005).

⁶³ L'implantation du concept de « parc archéologique » sur le plan national fut uniquement mise en œuvre dans la région du Cusco en raison de la quantité de sites, de gisements et de biens archéologiques intégrés à un même espace qu'on y trouve. Ce concept fut utilisé dans la loi #23765 à l'égard de la patrimonialisation officielle du PAS en 2005. Cette norme le reconnaît comme un ensemble de biens, sites et lieux archéologiques, lesquels répondent dans l'ensemble à un système culturel (*ibid.*).

⁶⁴ Voir appendice C.

L'histoire a tendance, d'une part, à considérer les zones archéologiques du PAS comme étant isolées les unes des autres et, d'autre part, à mettre l'accent sur les vestiges de *Sacsayhuaman*, lesquels dominent de 200 m le secteur nord immédiat de Cusco à environ 3555 m d'altitude (fig. 5.1) (Ramos Condori 1998). C'est par souci d'espace que ce mémoire met davantage d'emphase sur les vestiges de *Sacsayhuaman*. En effet, plusieurs secteurs de grande importance et tout aussi pertinents pour la compréhension de l'histoire du PAS que les vestiges de *Sacsayhuaman* ont justement ou injustement été négligés par des projets de mise en valeur et de conservation (INC del Cusco, 2005). Pour mieux comprendre les différents aspects liés à la mise en valeur du PAS complexe, ce chapitre propose un volet abordant les enjeux majeurs, naturel et anthropique, qui perturbent sa stabilité et son intégrité. À la fin, il présentera les intentions et les objectifs actuels formulés par les autorités œuvrant à la conservation et à la mise en valeur du PAS qui un jour figurera peut-être au sein de la *Liste des sites du patrimoine mondial* de l'Unesco annexé à la ville historique de Cusco.

5.1 Les Andes et le complexe archéologique de *Sacsayhuaman*

Les Espagnols classent *Sacsayhuaman*⁶⁵ au rang des forteresses étant donné sa localisation stratégique (Gasparini et Magolies, 1980, p. 285). Pendant longtemps, on cru qu'il abritait la garnison responsable de la défense de la ville impériale inca sous la direction d'un général de sang royal. Toutefois, cette comparaison élaborée à partir d'une conception européenne éloignée de l'idéologie andine est aujourd'hui grandement critiquée (Angles Vargas, 1988, p. 513 ; Ramos Condori, 1998, p. 133). Construit à partir de pierres mégalithiques taillées de manière asymétrique, mesurant parfois jusqu'à huit mètres de haut et pesant près de 360 tonnes, *Sacsayhuaman* soulève encore aujourd'hui plusieurs questionnements quant à ses fonctions et aux techniques utilisées lors de sa construction (fig. 5.2) (Graulich, 1992, p. 60 ;

⁶⁵ Plusieurs chercheurs, dont le Dr. Luis A. Pardo spécialiste de la culture quechua, ont tenté d'apporter une meilleure compréhension quant à l'étymologie de *Sacsayhuaman*. Encore aujourd'hui, un débat persiste sur cette question. Les principales acceptations traduites en langue française sont les suivantes : Rassasie-toi faucon, Faucon jaspé ou encore Tête jaspée (*ibid.*). L'attribution du faucon rend compte d'une dimension totémique et mystique des croyances incas. Ces derniers intégraient des formes animales à leurs constructions ou monument, voire même aux manifestations naturelles (Pardo, 1957, p. 123). Il semble que les Incas ont même apposé la représentation du faucon sur des bannières utilisées pendant les conquêtes militaires et l'expansion de l'empire du *Tahuantinsuyu* (INC del Cusco, 2005).

Lumbreras, 1985, p. 346). Plus de 400 ans après la dissolution de l'empire incaïque et malgré sa dévastation causée par les Espagnols, sa taille colossale et la perfection avec laquelle les anciens Péruviens ont fait usage de la pierre continuent d'impressionner les visiteurs (Lee, 1986, p. 49). Même si seulement 20 % des vestiges du complexe religieux de *Sacsayhuaman* sont actuellement visibles, chercheurs et visiteurs demeurent pantois devant l'ampleur de la tâche et les difficultés surmontées par des bâtisseurs qui ne disposaient que d'outils rudimentaires (Barnes, 1997 ; Boulanger, 1980, p. 304 ; Gasparini et Magolies, 1980; Protzen, 1993).

Les fonctions attribuées à ce lieu mythique sont des plus variées. Au départ, certains chroniqueurs croient qu'il constitue le site d'un imposant temple du soleil. Plus tard, d'autres le reconnaissent comme un important centre cérémoniel et un dépôt où les Incas entreposent leurs armes, leurs denrées et même un trésor (Dean, 1998, p. 162). Le chroniqueur d'origine inca, Garcilaso de la Vega, met de l'avant la nature multifonctionnelle des lieux que l'ethnohistorien Luis E. Valcárcel, lui aussi de descendance incaïque, reprend dans les années 1930, soutenant qu'il remplit un rôle à la fois religieux et militaire (Gasparini et Magolies, 1980, p. 285 ; Lumbreras, 1985, p. 348). Les études plus récentes, dont celles de l'INC Cusco, accentuent sa fonction culturelle sans toutefois nier totalement sa vocation militaire. Il aurait été avant tout le *Temple du soleil* de la haute ville sacrée de Cusco (INC del Cusco, 2005)⁶⁶.

5.2 Mise en patrimoine

La reconnaissance du PAS, comme ensemble de biens culturels archéologiques des plus significatifs du Pérou et de l'Amérique latine, date du début du XIX^e siècle avec le passage des voyageurs en terre andine. Lors du siècle suivant, il commence à attirer l'attention des

⁶⁶ Les Espagnols croyaient que la dite « forteresse » représentait un lieu diabolique. Maintes théories du XX^e siècle ont tenté de démontrer, sans toutefois arriver à des conclusions convaincantes pour le monde intellectuel et scientifique, que des lasers avaient permis son édification et qu'elle est l'œuvre de géants et non d'Autochtones que l'on juge incultes (Lee, 1986, p. 49). Des milliers de bras, des cordes en fibre d'agave, des troncs d'arbre permettant de faire rouler les blocs de pierre et des remblais de terre surélevés au fur et à mesure de la progression des travaux de construction démystifient probablement cette énigme (Boulanger, 1980, p. 304; Lee, 1986).

spécialistes et des institutions autant nationales qu'internationales issus du milieu de la conservation du patrimoine.

Les travaux de restauration de monuments archéologiques entrepris au cours du XX^e siècle ont permis à *Sacsayhuaman* de sortir de l'ombre après avoir été partiellement enterré à la suite de sa quasi totale destruction entre les années 1536 et 1541 (Valcárcel, 1935, p. 3). Le Dr. Albert Giesecke et les intellectuels de la première génération d'archéologues du premier quart du XX^e siècle, dont Luis E. Valcárcel, Jose Uriel Garcia et Jose Gabril Cosio, contribuent par la suite, notamment par la publication d'articles, à faire connaître et à revaloriser cet ancien temple monumental ainsi que divers lieux mythiques environnants (*ibid.*, p. 57).

Même si de nombreux textes législatifs élogieux à son égard ont été décrétés au cours du XX^e siècle, les normes élaborées sont demeurées sans application et ont mis *Sacsayhuaman* et bien d'autres sites archéologiques avoisinants dans des situations précaires (Gutierrez Samanez, 2000, p. 57).

Le XXV^e Congrès des Américanistes réalisé en Argentine en 1932 marque une étape primordiale dans le processus de reconnaissance du PAS. C'est lors de cet événement que le délégué et architecte péruvien Hector Graslebin propose une résolution dirigée à l'endroit du gouvernement péruvien afin de protéger les monuments archéologiques de Cusco. La demande est largement bonifiée et ses fondements remaniés par l'apport de délégués étrangers. Le Congrès déclare la ville de Cusco « Capitale archéologique de l'Amérique du sud » et demande que le gouvernement du Pérou en fasse autant. Donnant suite à cette intervention, le Congrès péruvien met en place la loi #7688 promulguée en 1933 pour affirmer ce titre (Angles Vargas, 1988, p. 151).

En 1934, le Dr. Luis É. Valcárcel dirige les premiers travaux de nettoyage et d'excavation à *Sacsayhuaman* (INC del Cusco, 2005). Ces fouilles, qui suivent de peu la commémoration des 400 ans de l'arrivée de Pizarro en Amérique, engendrent ironiquement un nouvel intérêt pour l'histoire préhispanique de Cusco (Dean, 1998, p. 172). Le PAS et la ville de Cusco font

ainsi l'objet de plusieurs recherches toujours partielles et isolées sans jamais être intégrées au sein d'un plan général d'interprétation, de mise en valeur et de gestion (Estrada Pérez, 1991, p. 340).

Lors de la VII^e Convention des maires des grandes villes du monde, présentée à Turin et Milan en 1978, la ville de Cusco est reconnue comme un grand centre urbain en vertu de son importance historique, géographique et environnementale. En 1983, une loi nationale⁶⁷ déclare Cusco, y compris le PAS, *Machu Picchu* et d'autres ensembles de sites archéologiques, « patrimoine national inaliénable ». Cette même loi confère à la ville de Cusco le titre de « Capitale touristique du Pérou ». Cette même année, l'UNESCO ajoute l'ancienne capitale inca à sa *Liste du Patrimoine mondial* (*ibid.*, p. 155).

En 2004, le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO invite le Pérou à considérer la possibilité de proposer l'inscription de *Sacsayhuaman* en tant qu'extension de la ville (UNESCO, 2004). L'année suivante en 2005, le PAS est finalement délimité tel que décrété par une Résolution ministérielle.⁶⁸ Le plan de gestion du PAS nommé *Plan Maestro* (plan directeur), est également achevé, lequel participe présentement au processus de reconnaissance et d'intégration de *Sacsayhuaman* à la *Liste du Patrimoine mondial* de l'UNESCO.

5.3 Facteurs de dégradation

Tel que mentionné au cours des pages antérieures, le PAS a été victime depuis l'invasion espagnole de multiples altérations sévères provoquées par plusieurs facteurs, tant endogènes qu'exogènes, naturels et anthropiques, dont les évidences se perçoivent sur l'ensemble du territoire. Parmi les facteurs naturels les plus destructeurs, on remarque les dommages causés par les intempéries et ses conséquences physiques directes comme l'érosion lithique, la géodynamique des lieux qui supporte les mouvements telluriques, les glissements de terrain,

⁶⁷ Il s'agit de la loi #23765

⁶⁸ La résolution se nomme *Reglamento del Plan Maestro del Centro historico del Cusco* N° 517-82-ED. (INC del Cusco, 2005).

les éboulements et l'incontrôlable croissance d'une végétation atypique des lieux (INC del Cusco, 2005).

Pour plusieurs raisons, et surtout par manque d'espace, ce chapitre met strictement l'emphase sur les facteurs causés par l'homme. Les principaux acteurs qui influencent le devenir du PAS n'ont pas réussi à contrôler jusqu'à présent l'usage indu des lieux. Comme nous le verrons bientôt, c'est pour cette raison que des activités humaines incompatibles aux récents objectifs fixés par l'INC Cusco dans son plan de gestion, nommé le *Plan Maestro – PAS*, continuent de s'y exercer. Voilà quelques uns des facteurs anthropiques qui ont compliqué et qui compliquent toujours la préservation du PAS.

5.3.1 Colonisation et destruction des structures incaïques

Au moment de l'invasion du Pérou par les Espagnols, la prise de *Sacsayhuaman* signifie la gloire. Après s'en être emparé, ils le démantèlent, ne lui trouvant aucune utilité. De fait, certains y voient un emplacement trop difficile à reprendre lors d'insurrections. La majorité du complexe est disloquée lors des XVI^e et XVII^e siècles pour construire les nouveaux bâtiments espagnols à vocation religieuse et civile sur les fondations mêmes des constructions incas de Cusco (Dean, 1998, p. 163). La déconstruction de ce lieu débute au moment de la fondation espagnole de la ville et en quelques décennies, le lieu est converti en une ruine vivante (fig. 5.8) (*ibid.*, p. 161).

En 1559, le Chapitre ecclésiastique de la ville légalise le transfert des pierres⁶⁹ à Cusco afin de construire la cathédrale (Gasparini et Magolies, 1980, p. 288). Le site en contient assez pour édifier des églises, des couvents, des canalisations, des banques et des ponts. Deux ans plus tard, après une franche controverse, le Chapitre de Cusco et la couronne espagnole

⁶⁹ Deux types de roches ont été utilisées dans l'élaboration de différentes constructions préhispaniques du PAS: le calcaire d'origine sédimentaire surtout utilisé pour la fondation des bâtiments et l'andésite noire, typique des Andes, dans l'élaboration des murs. L'andésite, entre autres, n'est pas propre aux lieux. Elle a sûrement été transportée des carrières ancestrales de Huaccoto ou de Rumicolca situées à environ 35 kilomètres au sud de la ville de Cusco (Gasparini et Margolies, 1980, p. 288). La carrière de pierre calcaire a été trouvée à près de 100 mètres au nord et à l'est du complexe archéologique de *Sacsayhuaman* (*ibid.* p. 289).

manifestent leur désaccord envers cet exercice et en ordonne l'interdiction en 1572 sans que rien ne change (Dean, 1998). Les autorités de Cusco continuent à octroyer des licences de déplacement de pierres alors que les locaux poursuivent leur pratique désobligeante (INC del Cusco, 2005).

Même si cette partie devrait figurer parmi les faits plus contemporains, il importe de mentionner que les recherches exécutées en 1934 par le Dr. Luis E Valcárcel ont mis au jour dans le secteur des remparts de *Sacsayhuaman* des traces d'exploitation à la dynamite (Ramos Condori, 1998, p. 25 ; Valcárcel, 1935). Encore dans les années 1970, il était possible d'extraire des pierres des différents lieux sacrés du PAS, lesquelles étaient utilisées dans la fabrication de chaux et de ciment (Gutierrez Samanez, 2000, p. 58). La *Dirección Regional de Energía y Minas* a octroyé par le passé le permis d'exploitation dans le PAS (Ramos Condori, 1998, p. 25). Selon les études de l'INC, une mine du nom de Waska Waylla représente toujours présentement un danger d'éventuelles explosions dans le secteur du PAS (INC del Cusco, 2005).

5.3.2 Présence paysanne et résidences illégales

La coexistence des établissements urbains et ruraux est l'un des enjeux majeurs auxquels doivent faire face les défenseurs du PAS. Les propriétés foncières dans cette zone nationale incitent à la confusion puisque s'y mélangent des occupants légaux, des envahisseurs ainsi que des propriétaires en attente de légitimité. Cet imbroglio peut être éclairci par l'histoire.

D'abord, les Autochtones qui vivent sur le PAS depuis déjà quelques siècles sont obligés de rendre leurs terres aux Espagnols au moment de la mise en place du système d'exploitation et de répartition des terres par la couronne que l'on nomme *encomiendas* (*ibid.*) Vers 1720, une épidémie frappe gravement la population indigène. Plusieurs terres tombent en désuétude et s'annexent aux grands espaces agricoles contigus de propriété espagnole nommés *haciendas*. Une deuxième vague d'épidémie, cette fois entre 1830 et 1840, aussi tragique que la première touche à nouveau les Autochtones. Ce moment historique marque la fin des *ayllus* en 1824. (*ibid.*)

Plus récemment, la réforme agraire de 1968 joue un rôle capital dans le processus d'occupation du PAS, car elle interdit la possession de vastes étendues terriennes. Ce virage normatif, aux antipodes des ordres de Bolivar, a pour résultat la dissolution des *haciendas*. Elle permet en échange la constitution de coopératives. Les agriculteurs autochtones optent donc en ce sens et se réunissent sous forme d'unions paysannes avec la ferme intention de récupérer des parcelles de terres devant le *Ministerio de Agricultura (ibid.)*. Une grande majorité des terres du PAS repose aujourd'hui entre les mains de communautés paysannes, de regroupements ou associations agricoles et agroécologiques.

Même s'il y a évidence de biens culturels archéologiques dans le PAS, plusieurs appareils législatifs visent à la protection de la propriété communale et paysanne des terres au Pérou, dont la loi # 26505⁷⁰, et ont tous pour fondement de s'accorder avec les normes relatives à la protection du patrimoine historique et archéologique de même qu'aux aires naturelles protégées par la loi forestière et faunique. Comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, certaines pratiques agricoles ont parfois des répercussions néfastes sur l'environnement du PAS.

De surcroît, l'explosion démographique urbaine, engendrée par un séisme au cours des années 1950 dans la région du Cusco, déstabilise autant le PAS que l'ancienne capitale inca. Il initie une subite expansion désordonnée de la ville avec, entre autres, l'apparition des *pueblos jóvenes*, la spéculation des terrains en zones agricoles ou archéologiques ainsi que la disparition des espaces verts environnants (fig. 5.9) (Azevedo, 1982, p. 79 ; Gutierrez Samanez, 2000, p. 83). En plus d'empiéter sur la végétation du PAS, qui représente le dernier espace naturel de la vallée du Cusco, les nouveaux noyaux résidentiels endommagent et font disparaître volontairement des structures précolombiennes (fig. 5.10 et 5.11).

En plus de l'invasion territoriale notoire en périphérie de la ville de Cusco, des particuliers qui ont vendu dans le passé des parcelles de leur terrain ont aussi participé au peuplement de la zone. Les documents générés par ce type de transactions sont dans la majorité des cas non

⁷⁰ Loi # 26505, *Ley de inversión privada en el desarrollo de las actividades económicas en las tierras del territorio nacional y de las comunidades campesinas y nativas* promulguée le 17 juillet 1995. (Centro Peruano de Estudio Sociales, 2006).

conformes aux lois. Par exemple, la grande majorité des occupants du nord-est de la ville se retrouvent dans cette situation, ne disposant d'aucune autorisation valable d'établissement. Parsemée de vestiges archéologiques, cette zone fortement escarpée risque en plus de s'écrouler sous le poids de l'urbanisation (Estrada Pérez, 1991, p. 339). Il n'existe toujours pas de réglementation spécifique à l'égard de cette zone fragile du parc, alors que s'y ajoutent sporadiquement des constructions clandestines. L'implantation des services dans la partie haute de Cusco, c'est-à-dire sur les flans des collines où se situent plusieurs vestiges, a elle aussi engendré vers 1970 une destruction sans précédent des vestiges incas en place.

L'INC Cusco n'est pas le seul acteur à décider du sort du PAS. Des entités publiques jouent aussi dans le cadre de ses compétences comme la Municipalité provinciale de Cusco et le Ministère de l'agriculture. La Municipalité a entre autres déclaré les quartiers de Villa San Blas, Huayracunco et Jardines del Inca « zones d'expansion urbaine et résidentielle » (*ibid.*, p. 337). Le Ministère de l'agriculture, avec son *Proyecto Especial de Titulación de Tierras* (Projet spécial de titularisation des terres) et l'INC Cusco ont alloué dans le passé des concessions terriennes au sein du PAS (INC del Cusco, 2005 ; Gutierrez Samanez, 2000, p. 60). Comme résultat, plusieurs sites archéologiques des alentours de la ville ont été décimés de manière irrémédiable⁷¹.

La *Dirección Regional de Pesquería* a elle aussi octroyé des concessions dans le parc en permettant entre autres l'exploitation d'une lagune naturelle aujourd'hui convertie en embarcadère touristique (INC del Cusco, 2005). On compte aussi à l'intérieur du PAS des hôtels, des auberges et plusieurs projets immobiliers à réaliser, qui sans un contrôle serré de la part des autorités gouvernementales, peuvent dénaturer l'essence de ce milieu naturel (Ramos Condori, 1998, p. 21).

L'ensemble des entités publiques a participé au fil du temps au développement urbain du PAS. Toutefois, comme nous le verrons d'ici peu, l'INC Cusco, au moyen d'un programme encadré de gestion du PAS, semble réellement vouloir prendre la situation en main. Wilber

⁷¹ On peut penser à Quilqe, Qoripata, Marcavalle, Huimpillay, Chanapata et Puquin (INC del Cusco, 2005).

Bolivar Yapura, spécialiste de la conservation du patrimoine culturel immobilier de l'INC Cusco, explique que la gestion s'est réellement améliorée au cours des dernières années (2006).

5.3.3 Transport au sein du PAS

Il n'existe toujours pas de règlement spécifique à l'égard du transport touristique dans le PAS. Pour l'instant, les aires de stationnement des autobus sont saturées et aménagées à proximité des sites archéologiques. Elles occasionnent la déstabilisation des structures architecturales et de l'ordre. Les indications des sorties et entrées demeurent toujours absentes. Il en revient donc à chaque conducteur de choisir son chemin en fonction de ses possibilités. En plus de ce manque de signalisation, une voie interprovinciale sectionne le PAS. Un réseau transitionnel d'autocars y circule afin d'assurer la liaison de la ville de Cusco à la Vallée sacrée des Incas en direction du *Machu Picchu*. Un autre réseau, local cette fois, permet les allées et venues entre la ville et la campagne. Une série d'arrêts ont donc été disposés le long de cette route pour desservir les habitants du PAS, lesquels improvisent de petits commerces touristiques dans leur localité.

5.3.4 Infiltration clandestine et pillage

Sacsayhuaman souffre aussi de la visite nocturne des *huaqueros*. À la recherche de biens mobiliers de valeur, ces derniers détruisent principalement les bases des éléments supports des murs et les coins des enceintes, ce qui provoque l'écroulement des structures. La pratique du chamanisme et de l'ésotérisme mystique entraînent aussi de graves conséquences sur les vestiges du PAS par l'usage abusif des *huacas* lors d'invocations des divinités andines et d'offrandes à la terre, la *pachamama* (Flores Ochoa, 2004). Selon l'INC, ce tourisme mystique, développé pour pallier la baisse des activités touristiques dans les années 1980 et 1990 lors des menaces terroristes, est conduit par des personnes motivées par des intérêts strictement pécuniaires. Le service qu'elles offrent aux touristes est souvent mal appliqué. En plus de manquer de respect aux véritables croyances andines, elles détériorent les vestiges, car elles encouragent l'allumage de feux lors de rituels (fig. 5.13). La chaleur produit des

effets irréversibles, telle la fracturation des éléments lithiques et la diminution de leur résistance (INC del Cusco, 2005).

5.3.5 Chemins alternatifs

Les centres cérémoniaux ou les *huacas* ont toujours été associés au réseau de sentiers dit du *Qhapaq Ñan*. À l'époque des Incas, ces chemins étaient en effet utilisés pour se rendre d'une *huaca* à une autre, mais leur usage actuel s'éloigne de leur fonction initiale. L'INC qualifie l'emploi quotidien que l'on en fait aujourd'hui de destructeur puisqu'en plus de permettre la liaison des communautés paysannes à la ville, ces sentiers sont empruntés par des chevaux qui, à leur passage, détruisent les chaussées anciennes (fig. 5.14). Parfois, leur propriétaire retire les pierres pour faciliter la traversée. Des sentiers carrossables se sont ajoutés au paysage sans planification. Ils anéantissent les chemins ancestraux, dégradent et déstabilisent les sols en plus de compromettre les structures incas sans que des études à caractère archéologique ou environnemental aient eu lieu. Tout cela a pour effet de détruire les canaux, les aqueducs, les murs et les *andenes* de l'époque préhispanique (*ibid.*).

5.3.6 Exploitation du tourisme

L'activité économique principale de Cusco est le tourisme et le PAS fait partie des principales attractions promues dans les environs. Il est offert à l'intérieur d'un forfait connu sous le nom de *City Tour*. La visite proposée ne tient compte que de l'esplanade de *Sacsayhuaman* nommé *Chuquipampa* et les secteurs de *Qenqo*, *Puka Pukara* et *Tambomachay* et ignore l'unité du parc composée de *ceques*, d'*andenes*, d'un système hydraulique complexe et de lieux d'adoration. Ces quatre zones archéologiques du PAS attirent certes de nombreux visiteurs et, bien sûr, de multiples acteurs économiques qui interviennent dans l'activité touristique des lieux : environ 300 agences touristiques, 400 guides conventionnels ou informels, chamans, transporteurs, hôteliers, vendeurs d'artisanat, vendeurs ambulants et autres (*ibid.*).

Le PAS est un endroit d'activités touristiques en croissance, mais désorganisées. La stagnation de l'économie locale et des emplois encourage ainsi la pratique d'activités illégales et non durables en ces lieux. Aussi, les revenus générés par ce secteur économique ne sont pas distribués en faveur de la protection du patrimoine culturel et naturel en place et du développement des populations rurales. Pourtant, l'INC Cusco est convaincu que le PAS représente un recours de première qualité qui n'est pas encore exploité à son plein potentiel. En effet, en mettant en valeur la grande majorité de ses secteurs, il serait possible de développer des produits contrôlés et variés pour le bénéfice de l'ensemble de la population (*ibid.*).

Enfin, force est de reconnaître que la proximité du PAS à la ville ne comporte pas seulement des avantages, car une partie de la population considère le parc comme un moyen de subsistance et de développement de toutes sortes d'activités économiques dont des emplois informels connexes au tourisme (fig. 5.15) (Estrada Pérez, 1991, p. 338). Plusieurs marchands, sans permis de salubrité, vendent toutes sortes de denrées alimentaires alors que d'autres, sans permis municipal, écoulent l'artisanat péruvien atypique de la région du Cusco. Des enfants en bas âge participent aussi à ces activités commerciales informelles. Ils tentent de convaincre les touristes de se balader à cheval, d'être le modèle de leur photographie, ou encore d'acheter des cartes postales ou des aliments en échange de quelques sous. L'INC cherche à contrôler tous ces aspects hétéroclites.

5.4 Le futur du PAS

La gestion du PAS doit être prise en main pour contrecarrer les nombreux facteurs évoqués précédemment qui menacent depuis longtemps son intégralité et inaliénabilité. L'INC Cusco, accusé dans le passé d'organisme bureaucratique inefficace avec son grand nombre d'employés, semble prendre la question de la conservation du PAS au sérieux désormais (Gutierrez Samanez, 2000, p. 85). Avec son *Plan Maestro*, instrument technique et normatif, obligatoire pour coordonner les actions en faveur de la conservation et la protection du patrimoine culturel, l'INC se donne les possibilités de surmonter le défi. Ce modèle de gestion bien organisé qui intègre la société civile et le secteur public et privé est en fait la

première étape demandée par l'UNESCO pour que le PAS s'unisse à Cusco et accède ainsi au rang des sites du patrimoine mondial.

L'élaboration du précieux *Plan Maestro* a été confiée à une équipe multidisciplinaire de professionnels et a pour but principal de munir les autorités impliquées dans la gestion des lieux des meilleures expertises sur divers plans techniques. Il sert à trouver des moyens de protection et de mise en valeur de l'ensemble du PAS et à établir des règles d'utilisation et des solutions quant à la question des secteurs urbanisés et agricoles implantés sur le territoire. L'objectif de cet outil est d'arriver à ce que les autorités et l'ensemble des citoyens appliquent et respectent les normes relatives à la préservation du PAS (*ibid.*).

En plus de tous les objectifs mentionnés, le *Plan Maestro* a pour mission de favoriser le développement de programmes rationnels de gestion des ressources archéologiques, naturelles et humaines, ainsi que celle de recherches et d'éducation liées à la connaissance scientifique du PAS et à sa mise en valeur. Il veut aussi contribuer au développement local et régional afin d'améliorer la qualité de vie des populations rurales en commun accord avec les objectifs du PAS et la protection des environs. En avril 2004, chaque groupe de communautés membre de l'Union des communautés indigènes du PAS a signé avec l'INC Cusco un accord de coopération, lequel met en évidence l'importance de la participation de la population dans la conservation pleine et entière du patrimoine historique et culturel. Un tel projet exige toutefois une stratégie de développement à long terme.

Il a aussi comme mandat la récupération graduelle des zones d'occupation urbaine afin de contrer le processus de perte et de détérioration du patrimoine culturel. Pour cela, il faudra effectuer un assainissement physique et légal des propriétés, en plus d'imposer une réglementation qui permettra de mieux contrôler la situation, en plus d'éradiquer le commerce distribué au hasard et le mauvais usage du sol. L'INC désire aussi mettre un frein à l'urbanisation anarchique dont souffrent surtout les zones limitrophes de la ville. Les autorités savent cependant que ces objectifs, si atteints, provoqueront de vives protestations et soulèveront l'insatisfaction populaire.

L'INC Cusco compte aussi identifier et définir les zones de gestion pour y développer des programmes d'intégration, de récupération, de défense, de mise en valeur ainsi que de contrôle du patrimoine culturel. Il devra déterminer les usages et les activités légitimes des activités proscrites. Il aura à mettre sur pied des programmes de sensibilisation et de diffusion des valeurs patrimoniales du PAS que la population intégrera, espérons-le, à son mode de vie (*ibid.*).

Selon cet important document, même l'événement de l'*Inti Raymi*⁷², mobilisant une grande quantité de spectateurs dans la zone monumentale du temple du soleil à *Sacsayhuaman*, a un impact négatif sur la conservation des lieux. Parmi les méfaits répertoriés, il faut noter le déplacement des pierres anciennes, l'infiltration des sections défendues, la concentration de déchets, le vandalisme, le surpoids sur les structures des lieux et bien d'autres activités proscrites (*ibid.*).

La beauté du PAS ne repose pas seulement sur la grandiosité de ses ruines, mais aussi sur ses paysages (Gutierrez Samanez, 2000, p. 58). En fait, le PAS constitue une réserve naturelle qui témoigne de la biodiversité de cette région. On y compte la présence de végétaux indigènes, dont certaines plantes aux propriétés médicinales qui se trouvent au coeur d'investigations scientifiques. Le PAS constitue aussi une importante source de purification de l'air et d'approvisionnement en eau essentielle à la vallée. Enfin, il possède d'autres ressources qui pourraient dans certains cas être mises à profit pour le bénéfice de la région. Le plan cherche à promouvoir des projets de développement environnementaux, mais de nature durables (INC del Cusco, 2005).

⁷² L'*Inti Raymi* ou « Fête du soleil » (en langue quechua : *Inti*–Soleil et *Raymi*–fête ou cérémonie) est à l'origine une cérémonie religieuse inca en l'honneur du dieu soleil. Elle marque le solstice d'hiver dans les pays andins de l'hémisphère sud. Dès 1944, un groupe d'entrepreneurs cuzquiens, supporté par le gouvernement local, mit sur pied l'événement festif connu sous le nom de *La Semana del Cusco*. Dans le cadre de cette semaine célébrée encore aujourd'hui, la fête incaïque est théâtralement recréée dans l'intention d'attirer des touristes et de générer des profits (Tello Rozas, 2002). Toutefois, d'autres informations suggèrent qu'elle fut d'abord l'initiative de Humberto Vidal, représentant du *Centro Inca Garcilaso*, et de quelques protagonistes les plus illustres du mouvement néo-indigène. Selon cette deuxième version, cette fête est vue comme une révolution dirigée par et pour les Cusquiens afin qu'ils assument l'importance de la valorisation du passé incaïque. Il s'agit d'un événement important étant donné les répercussions nationalistes qu'il suscite dans plusieurs autres lieux du Pérou, tels qu'à Andahuaylas, et même dans le monde (INC del Cusco, 2005).

5.5 Conclusion

Les valeurs historique et architecturale des vestiges de *Sacsayhuaman* et des autres sites archéologiques qui couvrent l'ensemble du territoire du PAS sont indéniables. Autant les scientifiques que les investigateurs ne cessent de le répéter. Le documentaire de Michael Barnes intitulé *Secrets of Lost Empires* démontre justement à quel point plusieurs chercheurs se questionnent sur les techniques de construction de ces vestiges incas (1997). À la différence de *Pachacamac*, le PAS possède déjà un document officiel clairement défini qui établit autant ses forces que ses faiblesses en plus de fixer les démarches à suivre pour les dix prochaines années afin d'enrayer des problèmes d'ordre naturel et social depuis longtemps implantés sur le PAS. Sur le plan de la planification, il possède donc une bonne longueur d'avance devant *Pachacamac*. Si tout fonctionne, un meilleur contrôle des zones urbaines occupées devrait être assuré en plus de limiter leur expansion afin d'empêcher la disparition d'infrastructures préhispaniques. Des campagnes de sensibilisation auprès des collectivités agraires et des occupants des *pueblos jóvenes* devraient également avoir lieu en plus d'accentuer le contrôle des activités légales pratiquées sur l'ensemble du territoire du PAS tout en jugulant celles illégales.

Toutefois, même si le bureau régional de l'INC Cusco est la filière provinciale qui reçoit le plus gros budget annuel de fonctionnement, il faut préciser que le nombre de vestiges qu'elle doit protéger et mettre en valeur est vraiment étonnant. Les sites archéologiques dans cette région représentent de vives ressources économiques et touristiques que le gouvernement veut mettre en valeur. Ces lieux précolombiens sont tout aussi importants à sauvegarder les uns que les autres et requiert l'attention des acteurs œuvrant à leur protection. Plusieurs d'entre eux se trouvent dans des zones peu fréquentées, ne disposant toujours pas des infrastructures touristiques essentielles imposées par les autorités en vue d'assurer la sécurité des visiteurs. Leur développement exige entre autres de longues recherches, la mise sur pied d'un plan de fonctionnement ainsi que le déploiement d'une main d'œuvre qualifiée dédiée à la réalisation de ces infrastructures. Vraisemblablement, rien de tout cela ne peut se faire du jour au lendemain.

Enfin, toutes ces étapes planifiées par l'INC Cusco représentent un grand défi dont l'impact futur demeure incertain étant donné les divers projets de mise en valeur et de protection qu'elle s'est fixée⁷³. Il reste à savoir si toutes ces ambitions seront respectées et prises en main de manière à satisfaire les attentes des professionnels autant locaux, régionaux, nationaux que mondiaux.

⁷³ Divers *Planes Maestros* de sites archéologiques de la vallée sacrée des Incas sont disponibles sur le portail Internet de l'institution (<http://www.inc-cusco.gob.pe/>).

CHAPITRE VI

LE SANCTUAIRE HISTORIQUE DE MACHU PICCHU (SHMP)

Le *Sanctuaire historique de Machu Picchu* (SHMP) est la seule des trois zones patrimoniales étudiées dans le cadre de ce mémoire à faire partie des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO. Depuis quelques décennies, le site apparaît fréquemment dans les manchettes, étant plongé dans une situation conflictuelle très complexe que nous tâcherons ici de synthétiser. À l'instar du PAS, le SHMP regroupe plusieurs sites archéologiques, 35 plus précisément, dont le plus connu de tous demeure incontestablement le complexe bâti de *Machu Picchu*.

Le SHMP, situé à moins de 100 kilomètres au nord-ouest de l'ancienne capitale incaïque, figure parmi les lieux de l'époque précolombienne les plus connus dans le monde (fig. 6.1). Localisée dans le département du Cusco, plus précisément dans le district de Machu Picchu et la province de l'Urubamba, cette zone classée patrimoine culturel et naturel de l'UNESCO en 1983 est devenue l'icône par excellence du Pérou, grâce notamment à l'imposante promotion touristique que l'on pourrait juger agressive (fig. 6.2). Le territoire de ce sanctuaire, évalué à 32 592 hectares, s'échelonne entre 2 000 et 6 000 mètres d'altitude. Il est parsemé d'une végétation luxuriante, typique des Andes amazoniennes, riche en biodiversité (Kauffmann Doig, 2006, p. 13). Il abrite des espèces en voie d'extinction, notamment l'ours à lunettes, et de nombreuses plantes exotiques dont des centaines de variétés d'orchidées et de fougères (UNESCO, 2006d).

Ce chapitre relate principalement les faits historiques liés à la citadelle de *Machu Picchu*. Nous mentionnerons les principaux enjeux qui mettent en péril ce site en plus de mettre en évidence les gestes des autorités œuvrant à la mise en valeur du site et les analyserons de

manière à comprendre la situation problématique du sanctuaire qui pourrait perdre un jour son statut de bien culturel mixte de l'UNESCO.

6.1 *Machu Picchu* et la progression de l'Empire inca en Amazonie

Les fonctions attribuées à la myriade de sites archéologiques du réputé sanctuaire sont encore fortement débattues présentement. Les plus récentes études entreprises par l'archéologue péruvien Federico Kauffmann Doig sur la « citadelle » de *Machu Picchu*, laquelle est perchée sur un promontoire granitique à 2430 mètres d'altitude en plus d'être bordé de trois côtés par la rivière Urubamba, jettent un éclairage nouveau sur la vocation du sanctuaire. À l'origine, il devait être un centre administratif affecté aux activités agricoles du secteur où s'y pratiquaient des rituels aux divinités de l'eau et de la terre (Boulanger, 1980, p. 260 ; Kauffman Doig, 2006, p. 11)⁷⁴. Puisque d'autres complexes agraires incaïques sont aménagés dans la région de Vilcabamba, *Machu Picchu* devait s'inscrire au sein d'un vaste projet agricole dont l'objectif était de poursuivre l'extension des zones arables impériales dans les Andes amazoniennes à proximité de Cusco, à un moment où la population était en pleine croissance.

D'autres chercheurs croient qu'elle servait de domaine royal à l'Inca Pachacutec (1438-1471), de lieu de retraite religieuse, ou encore de cité réservée aux 1200 femmes promises au roi (les *acclas*) (Bingham, [1948] 1990 ; Gasparini, 2004, p. 49). Cette dernière hypothèse, avancée par George F. Eaton, en 1916, est cependant écartée depuis les recherches de Fernando Astete Victoria et d'Elva Torre menées entre 1994 et l'an 2000. Ils ont démontré que la grande majorité des ossements retrouvés sur place correspondent à des individus de sexe masculin et non féminin (Kauffmann Doig, 2006, p. 34).

Les caractéristiques architectoniques de *Machu Picchu*, analogues à celles des monuments de Cusco et des artefacts repérés sur les lieux, appartiennent au style incaïque historique ou expansionniste développé vers 1470. Cela correspond à l'ultime phase stylistique

⁷⁴ Voir appendice D

monumentale conçue par cette civilisation péruvienne (*ibid.*, p. 11). Les chantiers à *Machu Picchu* auraient débuté, semble-t-il, sous le règne de Pachacutec et se seraient poursuivis, à l'instar de *Sacsayhuaman*, lors du règne de Tupac Inca Yupanqui (1471-1493). Certaines des enceintes des lieux n'ont jamais été complétées (*ibid.*, p. 35). L'arrivée des Espagnols au Pérou a probablement eu pour impact de ralentir les travaux d'infrastructure en cours mettant ainsi un terme à l'expansion et à l'achèvement du site. L'idée d'une édification préinca est aujourd'hui rejetée (Berger et al., 1998 ; Kauffman Doig, 2006, p. 35). à

6.2 Histoire et développement touristique du SHMP

Après quatre siècle d'abandon, les vestiges du sanctuaire, mais surtout ceux de *Machu Picchu*, se glissent dans l'imaginaire des Occidentaux en 1911 grâce à Hiram Bingham, professeur d'histoire de l'Amérique coloniale de l'université de Yale. La popularité du site se renforce en 1933 au moment de la sortie de son ouvrage intitulé *La fabuleuse découverte de la cité perdue des Incas*⁷⁵.

Consacré patrimoine culturel national par la loi #6634 en 1929, *Machu Picchu* devient rapidement un terrain de recherches et de fouilles florissantes. En 1940, l'anthropologue Paul Frejos entreprend de vastes travaux de dégagement du site que la végétation dense a enfoui (fig. 6.5). Trois ans plus tard, le gouvernement péruvien exerce son droit d'expropriation des zones de *Machu Picchu* et du *Huayna Picchu*, dont les terres avaient depuis 1782 changé plusieurs fois de propriétaire (*ibid.*, p. 20). En 1948, le gouvernement de Manuel Odria inaugure la route de huit kilomètres, nommée *Chemin Bingham*, laquelle sillonne le *Machu Picchu* jusqu'aux vestiges de la célèbre citadelle (Angles Vargas, 1988).

C'est pendant cette même année que l'État commence réellement à se préoccuper de *Machu Picchu* en tant qu'attrait touristique et non pour ses valeurs historique, culturelle et naturelle. Les travaux d'aménagement exécutés dans la zone des vestiges ont jusqu'à ce jour été

⁷⁵ À l'heure actuelle, la reconnaissance de cet explorateur en tant que découvreur officiel des lieux est vivement contestée (El Comercio, 2005c, p. c6 ; El Comercio, 2006).

l'initiative exclusive de la communauté cusquéenne et non du gouvernement central (Martorell, 2000, p. 28). Un petit hôtel existe déjà à proximité des vestiges.

En 1952, un décret suprême annonce la restauration du complexe de *Machu Picchu*, et dix ans plus tard est créé le Museo de Sitio Manuel Chávez Ballón (Angles Vargas, 1988). En 1965, la Chambre des députés sollicite l'aide économique et technique de l'UNESCO pour la restauration de *Machu Picchu*, ayant bien évidemment en tête le développement économique et social du pays à travers le tourisme. En réponse à cette requête, la commission COPESCO est constituée quatre ans plus tard et placée sous l'égide du *Ministerio de Industria y Comercio* (*ibid.* : 11).

Encore à cette époque, la presque totalité des touristes qui visitent *Machu Picchu* le font en une journée à partir de Cusco, car *Machu Picchu* n'est toujours pas doté de services touristiques efficaces. En 1972, le président Velasco Alvarado expose l'intérêt de l'État à ériger un complexe hôtelier à *Machu Picchu* et à mettre en place tous les services nécessaires afin d'accueillir les touristes. Quelques temps plus tard, le directeur supérieur du Ministerio de Industria y Comercio informe que le gouvernement a pour objectif de déclarer une zone d'intangibilité de 1400 hectares dans les environs immédiats des vestiges, et une seconde un peu plus éloignée de 2500 hectares.

En 1981, un décret suprême⁷⁷ mis en place par le *Ministerio de Agricultura y Alimentacion*, déclare le *Sanctuario Histórico de Machu Picchu* « zone intangible » avec une zone de 32 592 hectares (Ramos Condori, 1998, p. 131). Cette norme donne également aux paysans la possibilité de poursuivre leurs travaux quotidiens et ancestraux tout en respectant les nouvelles exigences gouvernementales. L'administration du sanctuaire figure dorénavant au sein des tâches de ce ministère, ignare en gestion du patrimoine culturel, alors que l'INC devient l'unique responsable de sa promotion (Martorell, 2000, p. 32). Quelques mois plus tard, le Ministerio de Industria y Comercio explique que le secteur *non aedificando* embrasse la localisation de la petite auberge préexistante où sera construit un nouvel hôtel luxueux (*ibid.*, p. 33).

⁷⁷ Le décret suprême 001-81-AA.

À cette époque, la *Dirección Regional de Turismo*, de concert avec le Bureau du *Viceministro de Turismo*, a pour mandat d'émettre son opinion avant toute intervention ou action pouvant altérer les aires protégées de la réserve (*ibid.*). Ce ministère cherche a priori à intensifier le potentiel économique des lieux, ce qui laisse donc entendre, encore une fois, que l'aspect technique lié à la conservation du patrimoine est relégué à un simple niveau de coordination sans être estimé dans les prises de décisions. Deux mois plus tard, la *Resolución Suprema No. 038-81-ITI/TUR* déclare les districts de Machu Picchu et de Ollantaytambo « Réserve touristique nationale ».

En 1983, l'UNESCO ainsi que son allié l'UICN déclarent le SHMP bien patrimonial mondial mixte (UNESCO, 2006d). Toutefois, une loi émise l'année suivante accorde la permission à FOPTUR, l'ancienne institution étatique chargée à l'époque de la promotion touristique au pays, d'investir jusqu'à 30% de son budget annuel dans la construction d'un téléphérique menant à la citadelle (*ibid.*, p. 34).

Quelque temps plus tard, une loi régionale⁷⁷ affirme le statut du SHMP en tant que patrimoine national. En 1985, une autre loi⁷⁸ réitère l'importance de la conservation du patrimoine culturel péruvien. L'état d'urgence au complexe archéologique de *Machu Picchu* est annoncé en 1988, au moment de la publication de la loi #24889, qui agrée les ministères de l'Agriculture et de l'Éducation à faire appel à l'aide économique et technique d'agences internationales pour la réhabilitation et le rétablissement du système écologique du sanctuaire (GLIN, 2007). Pourtant, deux ans plus tard, dans un élan antagonique et mégalomane, le président Fujimori autorise la mise en place d'un téléphérique malgré les risques probables de déstabilisation de l'environnement et des biens bâtis (Flores Ochoa, 2004, p. 117). Cependant, le Pérou approuve en 1992 le projet de loi #26839, relatif à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, afin de protéger les habitats naturels (Martorell, 2000).

⁷⁷ La loi #23765

⁷⁸ *Ley General de Amparo al Patrimonio Cultural de la Nación #24047.*

Tel que mentionné au chapitre II, les gouvernements régionaux peuvent intervenir depuis les années 1980 dans les dossiers relatifs au patrimoine. Dans cette foulée, le nouveau gouvernement de cette zone nommée « la région inca » émet une norme au début des années 1990 confirmant les déclarations déjà existantes sur l'intangibilité du sanctuaire. Toutefois, cette norme garantit l'exclusivité de l'exploitation de la route entre le village d'Agua Calientes, situé en contrebas du site, et la citadelle à l'entreprise privée EMTURIN figurant parmi les filiales d'un consortium étranger qui exploite à lui seul les principaux services liés aux activités touristiques du sanctuaire (*ibid.*, p. 35).

Le Ministerio de Agricultura est chargé de la fixation des droits d'entrée à *Machu Picchu* ainsi que des décisions relatives à la durée des projets de conservation-restauration des lieux (*ibid.*). Par ailleurs, pendant que le secteur touristique prend de l'importance, de nouvelles commissions voient le jour, de même qu'un comité consultatif pour l'ensemble archéologique, partagé entre le directeur général du patrimoine culturel de l'INC et celui des parcs nationaux du ministère de l'Agriculture.

Tirer profit de la mise en concession des ressources nationales est l'un des objectifs fixés par le régime du président Fujimori, au pouvoir depuis 1990. En 1996, une loi permet la propriété privée des services publics⁸⁰ et modifie fondamentalement les règles commerciales et politiques nationales en plus de bouleverser le destin du SHMP. Elle légalise la privatisation des biens publics sous forme de concessions au secteur privé (Martorell, 2000, p. 62). Pour mettre à exécution cette nouvelle tactique commerciale, qui confond biens naturels et matériels, le gouvernement crée la *Comisión de Promoción de Concesiones Privadas* (PROMCEPRI). Il privatise successivement les services de transport menant à la citadelle en octroyant des concessions à un consortium qui assure toujours le monopole économique de la région. Cette nouvelle disposition favorise spécifiquement un regroupement d'entrepreneurs dont les stratégies visent un plein contrôle du sanctuaire (*ibid.*, p. 68). Ce groupe d'investisseurs fonctionne en créant des compagnies pour chacun de ses champs d'action. Ses différentes filiales interreliées mettent la main sur une ligne aérienne nommée *Lan Perú*, qui

⁸⁰ Cette loi se nomme *Ley que regulan la entrega en concession al sector privado de obras publicas de infraestructura y de servicio publicos*.

exploite le trajet Lima–Cusco, en plus du seul circuit ferroviaire rendant possible l’accessibilité au centre archéologique de *Machu Picchu* à moins de s’y rendre à pied. (Flores Ochoa, 2004, p. 119). L’union PERUVAL/ORIENT EXPRESS, issue du même consortium et représentée par l’homme d’affaires Lorenzo Sousa Debarbieri, s’accapare la compagnie de chemin de fer *Ferrocarriles Transandinos* assurant le circuit Cusco-Machu Picchu et Puno-Matarani. Avec sa filiale Perú Hotel S.A nouvellement créée, ce groupe devient de plus en 1999 l’acquéreur du dispendieux hôtel de *Machu Picchu* géré par EMTUR, un appareil gouvernemental.

Dès 1997, le Comité du patrimoine mondial de l’UNESCO s’inquiète de la carence de mécanismes de gestion intégrale du site ainsi que des rumeurs de la construction du téléphérique. Il dépêche une délégation constituée de membres de l’UICN et de l’ICOMOS afin d’évaluer la gestion et l’état de conservation des lieux et de formuler des recommandations en vue de stabiliser la situation (*ibid.*, p. 97 ; UNESCO, 2006b). L’UNESCO conclue en l’obligation des autorités à préparer un plan de gestion des lieux. En réponse à cette principale recommandation, le *Plan Maestro del Sitio Histórico 1998-2003* est élaboré en 1998 par l’INC et dès après ouvertement critiqué dans les journaux (Mould de Pease, 2003, p. 17). En même temps, les intérêts des autorités péruviennes demeurent fixés sur l’augmentation de l’affluence touristique. Le contrôle des biens du patrimoine culturel nationaux et les prises de décisions exercés par l’INC se voient transférés au vice-ministre du tourisme (*ibid.*, p.72).

Un an plus tard, en octobre 1999, le Comité du patrimoine mondial réalise une seconde inspection *in situ* (UNESCO, 2006c). L’achalandage de masse et l’absence de règles à l’égard de la quantité maximale de touristes que le site peut supporter sont identifiés comme étant deux des plus graves problèmes rencontrés. On demande donc une réduction du nombre de visiteurs dans l’aire de la citadelle ainsi qu’une planification intégrale du village d’Aguas Calientes, situé au pied du *Machu Picchu* (Martorell, 2000, p. 102). Cette même année, on estime le nombre de visiteurs quotidiens à *Machu Picchu* à 1000 personnes, la moitié de ceux dénombrés en 2005 (Bertin, 2005, p. 15). Malgré les recommandations formulées par

l'équipe de cette organisation internationale, le nombre de touriste double donc en l'espace de six ans.

D'autres événements récents accentuent l'exploitation commerciale et idéologique du site à d'autres fins que patrimoniales. Lors d'une annonce publicitaire pour une marque de bière filmée à *Machu Picchu* en 2000, une grue tombe sur l'*Intihuatana*⁸⁰ et cause de graves dommages à la sculpture monolithique (fig. 6.4) (Mould de Pease, 2003, p. 26). L'année suivante, le site est choisi comme lieu d'assermentation publique du nouveau président Toledo, un événement transmis à travers le monde. En faisant l'usage de ce fier symbole péruvien, le président Toledo affirme ses origines contemporaines andines au plus grand plaisir de la population majoritairement autochtone (Flores Ochoa, 2004, p. 122).

6.3 Facteurs de dégradation.

De nombreux facteurs rendent la gestion du SHMP extrêmement complexe. Cette section du mémoire résume les problèmes majeurs, autant naturels qu'anthropiques, qui font entrave à une pleine gestion du site et qui pourraient lui faire perdre son titre de « bien culturel mixte » de l'UNESCO si rien n'est fait pour les résoudre.

6.3.1 Facteurs naturels

Qui connaît un peu la situation du SHMP est au courant des conditions climatiques de cette portion du territoire péruvien et des dommages directs qu'elles peuvent causer. Nous présentons dès à l'instant, les répercussions qu'a l'environnement sur l'ensemble des vestiges.

⁸⁰ L'*Intihuatana* est une pierre à dominance verticale surmontée d'un gnomon prismatique que les Incas utilisaient lors d'observations cosmologiques (Helfer Arguedas, 2005).

6.3.1.1 Climat amazonien

D'abord, le climat humide et chaud, propre à la *ceja de selva*, cause de graves problèmes à l'ensemble des structures architecturales et à l'environnement direct des vestiges. Cette région est celle qui reçoit le plus de précipitations au pays. L'infiltration répétée de l'eau occasionne une rapide croissance de la végétation. Elle a pour conséquence la détérioration des bâtiments en plus de modifier le sol sur lequel ils reposent (Bouchard, Carlotto et Usselman, 1992, p. 905). La perforation du sol par les racines des plantes et des arbres, depuis l'abandon de la citadelle ainsi que les diverses excavations réalisées depuis 1911 ont accéléré le phénomène naturel de détérioration des lieux.

Il est important de noter que les monts de Machu Picchu et Huayna Picchu sont tous deux situés sur une faille tectonique qui, jusqu'à ce jour, a toujours épargné les vestiges. Aussi étonnant que cela puisse paraître, les diaclases et les failles verticales constituées au fil des siècles et des séismes à l'intérieur de ce massif granitique participent à une plus grande efficacité de l'évacuation des eaux de pluie (*ibid.*). Pour détecter les séismes afin d'anticiper les glissements de terrain, le site est dorénavant pourvu d'un moniteur satellite (BBC, 2006). Somme toute, le drainage de l'eau représente un point incontournable lorsqu'il est question de bonne maintenance du site. En plus de circuler à l'intérieur du mont à travers les nombreuses failles et diaclases naturelles, l'eau se défile en surface sur la fine matrice recouverte par la végétation et les vestiges (*ibid.* : 911).

À ce jour, les principales déformations visibles, autant sur les bâtiments que sur les *andenes*, ont été provoquées par cette évacuation de l'eau en surface. Par exemple, on observe dans le secteur sud-est de *Machu Picchu* des éboulements fréquents, des mouvements, ainsi que des glissements de blocs lithiques que les Incas prévenaient par la construction d'*andenes* (fig. 6.6). Les effondrements et les déplacements de pierres sont causés par la saturation de l'eau dans les sols et par la surcharge que ceux-ci supportent (*ibid.*, p. 912). La fluidité de l'eau de pluie en superficie représente un réel danger lorsque les versants sont escarpés et démunis de végétation, ce qui est fréquent dans cette zone. Il est donc important d'entreprendre une

inspection et un suivi quotidien de l'ensemble des lieux et de vérifier le bon fonctionnement des drains, surtout pendant les périodes de fortes pluies, c'est-à-dire de janvier à mars.

Certains bâtiments restaurés ont été dotés d'un toit de chaume, ce qui leur confère certes un cachet d'origine. Des spécialistes en conservation croient toutefois qu'il serait préférable de munir toutes les structures bâties de cet ajout, car il permet de contrer l'absorption de l'eau entre et sur les pièces de maçonnerie (*ibid.*, p. 911).

6.3.2. Facteurs anthropiques

Au moment de la consécration du SHMP comme lieu patrimonial, la présence humaine y était déjà manifeste depuis plusieurs générations. Aujourd'hui, on estime à 100 000 le nombre d'habitants de la vallée de Vilcanota. Les nombreux facteurs anthropiques présentés ici menacent la stabilité du site au quotidien.

6.3.2.1 Village d'Agua Calientes et les environs

Au cours des dernières décennies, le village d'Agua Calientes est apparu à proximité de la station ferroviaire de Puente Ruinas, à l'origine une simple halte. Depuis, des petites maisons, des hôtels, des restaurants, bref, tous les services requis pour accommoder les touristes s'y sont implantés (fig. 6.7) (Bertin, 2005, p. 15). Ce petit village, aujourd'hui reconnu comme une municipalité, se déploie dans la zone tampon du sanctuaire et ne cesse de croître sans contrôle en plus d'en contaminer les sols. Il est le produit de l'improvisation et de la demande touristique croissante à *Machu Picchu*. En plus des travailleurs de la station ferroviaire et des employés du site touristique, des artisans, divers commerçants et des hommes d'affaires s'y sont établis (Martorell, 2000, p. 44).

Ce village se trouve dans une zone de haute vulnérabilité, où se produisent des glissements de terrain fréquents, sans même disposer d'un plan d'actions préventives. La population n'est pas réellement consciente des risques qu'elle pourrait encourir. Elle poursuit la construction de projets immobiliers le long des rivières, au pied des montagnes, et à l'extérieur des zones

urbaines de la municipalité. Cette situation pourrait facilement s'avérer dramatique en cas de catastrophe naturelle.

De surcroît, cette municipalité menace le système écologique des environs. En 2000, elle n'était toujours pas équipée d'un système d'aqueducs pour assurer le traitement de l'eau, ni de gestion des résidus solides. La rivière sacrée des Incas, la majestueuse Vilcanota qui devient l'Urubamba près de *Machu Picchu*, est aujourd'hui contaminée puisqu'elle coule à travers une série de modestes localités où les systèmes de filtration de l'eau sont inexistants. Aguas Calientes incinère environ 30 tonnes de débris sur une base mensuelle même si cette pratique est prohibée (fig. 6.8). Ce faisant, elle participe activement à la contamination de la région et elle représente une source permanente de risque d'incendies.

Un des facteurs des plus redoutés compte tenu de la présence humaine est en effet le risque des dommages causés par le feu. En 1997, l'incendie le plus grave dans l'histoire du site se déclare et nécessite la participation de plusieurs centaines de pompiers qui combattent la propagation des flammes pendant cinq jours. Ce feu a consumé près de 800 hectares, sans heureusement atteindre les ruines principales. Il a été occasionné par des agriculteurs qui ont pour tradition de brûler les mauvaises herbes afin de désencombrer les terres (*ibid.*, p. 39). Il fallait une tragédie pareille pour que soit installé un système préventif contre ce type de désastre, comportant réservoirs et réseau de tuyauteries. Ce manque de prévision a coûté très cher et ne peut vraisemblablement être répété (*ibid.*, p. 40).

Aujourd'hui, en raison des changements climatiques globaux et de la détérioration de l'environnement engendrée par des activités sociales et touristiques, les risques d'inondation augmentent dangereusement dans la région. Les rivières Aguas Calientes et Alcamayo, sur la rive droite du village d'Aguas Calientes, sont sorties de leur lit en 1995 déplaçant près de 30 000 m³ de matière solide (Carlotto Caillaux, 2001, p. 9). Les conclusions issues d'un projet d'études multidisciplinaires mené en 1997, par un groupe de professionnels internationaux et nationaux en géologie, géophysique, géodynamique, hydraulique et zonage, ont démontré que le village se trouve dans une zone si précaire que même les possibilités d'un nettoyage de

la rivière ne pourront jamais totalement contrôler les débordements (Universidad Nacional de Ingenieria, 2007).

Une soixantaine de familles d'Aguas Calientes, dont les résidences sont vulnérables aux éboulements des versants et aux inondations, doivent être relocalisées à ce jour à l'intérieur de la zone tampon du sanctuaire. La gestion du nouvel emplacement choisi relève de la compétence de la municipalité, et comme cette dernière n'a aucunement réussi à mettre fin au développement anarchique du village, certains croient qu'un processus analogue pourrait se produire dans la nouvelle zone désignée.

Depuis 2005, l'UNESCO se préoccupe du manque d'application des normes établies en matière d'urbanisme afin de contrôler le développement d'Aguas Calientes (*ibid.*). Selon l'UNESCO, les autorités péruviennes devraient demander à ce qu'une étude soit faite relativement aux impacts environnementaux qui tiendrait compte des conséquences globales de ce projet de relocalisation et qui envisagerait d'autres lieux d'implantation des résidents (UNESCO, 2005). Elle propose entre autres la mise sur pied d'un projet qui faciliterait l'accessibilité aux services urbains à la population et qui, à travers la création d'un système régional de traitement des déchets solides et le transfert des foyers précaires du village, permettrait à l'ensemble de la vallée de se prémunir d'équipements plus performants.

6.3.2.2 Chemin de l'Inca

À l'époque de l'Empire inca, seul le sinueux chemin pavé du *Qhapac ñan* (*Hatun ñan*) permettait d'atteindre l'actuel sanctuaire. De nos jours, plusieurs touristes pénètrent au cœur du SHMP par ce goulet montueux, lequel offre au passage de saisissants paysages enrichis de complexes archéologiques (El Comercio, 2005a, p. a27).

La distance à parcourir à pied, pour parvenir aux vestiges de *Machu Picchu*, varie de deux à cinq jours. En 2000, le trajet le plus fréquemment utilisé, celui qui débute au kilomètre 88 à Qoriwayrachina, est affecté par d'importants problèmes de contamination et par une

imposante quantité de déchets solides. Pourtant, en 1995, un décret suprême⁸¹ approuvait un règlement d'utilisation touristique ainsi que de conservation des ressources naturelles du sanctuaire auquel est intégré le chemin de l'Inca. Aujourd'hui, l'état de conservation lamentable dans lequel se trouvait le chemin résulte de l'incapacité des autorités à faire respecter ce règlement qui, dans l'ensemble, détermine le comportement respectueux que devraient adopter les touristes lors de leur expédition (Martorell, 2000, p. 36).

Actuellement, la responsabilité du chemin est partagée entre plusieurs établissements : L'INRENA, du Ministerio de Agricultura, qui agit en tant que garde écologique; l'INC; la *Dirección Nacional de Turismo* (DNT) du *Viceministerio de Turismo*; et la *Dirección Regional de Industria y Turismo* du *Consejo Técnico de Administración Regional* (CTAR) (Charlotto Caillaux et al., 2001 ; Martorell, 2000, p. 37).

Le chemin de l'Inca ferme dorénavant ses portes entre les mois de janvier et mars, non seulement pour éviter les accidents chez les excursionnistes vu l'érosion des sols, les chaussées glissantes et la foudre, mais aussi afin de restaurer certains monuments et de permettre un nettoyage des lieux (MINCETUR, 2006). Dans le but d'amortir l'impact négatif du flux touristique croissant, une quantité maximale de pèlerins sur les lieux est actuellement fixée à 500 personnes par jour (El Comercio, 2005a, p. a27).

6.3.2.3 Téléphérique et système d'autobus

Le désir d'édifier un téléphérique à *Machu Picchu* ne date pas des années 1990, mais bien des années 1960. À l'époque, afin d'améliorer l'accession au site et l'effet de surprise, la construction d'un téléphérique devait être mise à exécution qui, partant de la vallée de l'Urubamba, acheminerait les visiteurs sur le versant nord de la chaîne montagneuse, soit jusqu'au chemin de l'Inca, où se trouve l'accès historique de la cité (Frischlander, 1968). Sans même qu'aucune étude sur les impacts environnementaux d'une telle construction soit faite au préalable, le contrat prévoyait un terrain dans la partie inférieure de la montagne de

⁸¹ Le décret suprême 26-95-ITINCI.

7607 m² et un autre dans la partie supérieure de 6400 m² situé en plein cœur de la zone protégée, soit à l'entrée du complexe archéologique (Martorell, 2000).

En 1997, PROMCEPRI⁸² accorde l'exécution et l'exploitation du projet du téléphérique au secteur privé, par résolution suprême 486-87-PCM, sans même avoir consulté l'UNESCO. À cette époque, il n'existait toujours pas de plan de gestion des lieux (*ibid.*, p. 74). Le régime de Fugimori publia deux ans plus tard un appel d'offre de construction du téléphérique, qui devait avoir lieu à l'intérieur même de la zone protégée. Cette offre fut par la suite jugée clandestine et douteuse, car une seule compagnie manifesta son intérêt. La concession de la construction du téléphérique fut même acceptée en 1998 par l'INRENA et l'INC au moment même de la préparation du *Plan Maestro* (*ibid.*, p. 57). Le contrat de concession d'une durée de 25 ans fut signé par le concessionnaire Perú Hotels S.A., une division portant le nom de Machu Picchu Cable Car S.A., appartenant au consortium auparavant mentionné (*ibid.*, p. 77).

L'annonce de la construction d'un téléphérique représente pour les citoyens une alternative tout aussi menaçante que l'exploitation du trajet en autobus. De 1990 à 2000, plusieurs grèves survinrent, paralysant la ville et la région du Cusco (Burger et Salazar, 2004, p. 117). Des marches jusqu'aux vestiges furent organisées, impliquant des centaines d'étudiants, des organisations composées de la communauté scientifique autant nationale qu'internationale, des médias et de la population de Cusco. Un réseau d'information fut même déployé par des Péruviens établis à l'étranger, lesquels devaient expédier des messages au gouvernement afin de lui manifester leur désaccord (Flores Ochoa, 2004).

Les objectifs derrière cette éventuelle construction visaient à contrer la pollution produite par les autobus qui montent et descendent continuellement la montagne du *Machu Picchu*, service aussi confié aux intérêts de ce même consortium. Son fonctionnement électrique devait participer à une diminution de pollution en plus de s'opérer en silence. Dans les années 1940, la construction du chemin zigzagué qu'empruntaient les autobus pour acheminer les

⁸² Entité gouvernementale qui a pour principal objectif de voir à la promotion d'investissements privés dans les infrastructures et services publics comme l'entend la loi #839 de 1996 (Martorell, 2000, p. 62).

touristes aux ruines était supportée par des modernistes et progressistes, sous prétexte d'offrir une amélioration des services rendus aux touristes. Grâce à lui, les visiteurs allaient bénéficier d'une économie de temps et pouvaient dès lors visiter plus longuement les vestiges (Flores Ochoa, 2004, p. 119). Ce système d'autobus a évidemment fait augmenter l'affluence des lieux et a surtout modifié le paysage de la montagne de *Machu Picchu*. Toujours en place aujourd'hui, il déprécie l'environnement, déjà susceptible aux éboulements de terrain et aux inondations, en plus d'être une source de pollution. Le téléphérique aurait encore davantage participé à la modification de l'environnement de ce lieu patrimonial. Même si les investisseurs avaient l'intention de peindre les câbles en vert, question de les rendre discrets, ce système étendu sur un peu plus de trois kilomètres aurait eu besoin d'être supporté par de hautes tours ancrées à 100 m de profondeur. Cette infrastructure aurait ainsi déstabilisé et détruit la végétation environnante ainsi que certains vestiges archéologiques.

La station d'accueil du téléphérique, construite au bas de la montagne, devait abriter une foire artisanale et des restaurants. Les touristes n'auraient même plus eu besoin de sillonner le village d'Aguas Calientes, ce qui aurait eu un impact catastrophique sur l'économie locale. Enfin, ce projet immobilier ne rencontrait aucunement les lignes directrices du développement durable ou de l'écotourisme, qui cherchent avant tout à obtenir des répercussions favorables sur l'ensemble de la collectivité locale (Flores Ochoa, 2004, p. 120 ; Lapointe et Gagnon, 2006, p. 25).

Selon les estimés projetés, l'ascension aurait duré entre cinq et quinze minutes. Près de 400 personnes auraient accédé au site à l'heure, soit 3200 par jour et 1 168 000 par année. Ces statistiques auraient peut-être doublé si la proposition d'ouvrir le site 24 heures sur 24 avait été retenue. Grâce à un investissement de huit millions de dollars américains, les nouveaux exploiters espéraient ainsi réaliser de généreux profits, évalués à 250 millions de dollars américains. Selon des études actuelles de l'UNESCO, le nombre de touristes ne devrait pas dépasser 2500 par jour, étant donné les répercussions néfastes qu'entraînerait un tel achalandage (Bertin, 2005, p. 15). Ce problème d'affluence de masse est rapidement devenu un sujet d'intérêt international.

Lors d'une session au Maroc en 1999, l'UNESCO s'adresse au gouvernement péruvien et insiste sur l'importance de ne pas développer de nouveaux moyens d'accès à *Machu Picchu* ni de projets d'infrastructures immobilières. À la suite de plusieurs soulèvements populaires décriant la corruption du régime politique en place, Fujimori est forcé de laisser le pouvoir en novembre 2000 (Mould de Pease, 2003, p. 13). Son régime avait pour idée de dissoudre l'INC pour transférer ses fonctions au *Ministerio de Industria, Turismo, Integración* (MITINCI).

Le gouvernement de transition, représenté par un avocat cusquéenien, Valentín Paniagua Corazao, suspend la construction du téléphérique pour des raisons techniques. Sans attendre, il déclenche des élections (*ibid.*). L'avenir et la conservation de *Machu Picchu* font partie des enjeux principaux de la campagne électorale qui suit. Les deux candidats favoris, Alejandro Toledo et Alan García, promettent de respecter *Machu Picchu* par l'interdiction de l'installation du téléphérique ainsi que celle d'autres structures (Martorell, 2000, p. 122). Ce projet de mobilisation par cabine suspendue est dès ce moment relégué aux oubliettes.

6.3.2.4 Hélicoptère

Un autre service de transport, plus dispendieux, est offert aux touristes à partir de Cusco. La compagnie Helicópteros del Cusco S.A. fait la promotion via l'Internet de deux vols quotidiens, d'environ 35 minutes, accueillant une quinzaine de personnes (Helicusco, 2007). Jusqu'à ce jour, plusieurs individus ont dénoncé les dommages que génère ce service sur l'ensemble du parc. Le *Plan Maestro de Machu Picchu 1998-2003* mentionne que l'hélicoptère ne survole pas les vestiges de la célèbre citadelle et que l'héliport se trouve un peu plus bas que le village d'Aguas Calientes.

Le spécialiste en espaces naturels protégés Mortorell a un point de vue différent sur la question: « Esta afirmación es falsa. Hemos sido testigos del sobrevuelo del helicóptero en la zona cercana al Huayna Picchu y al Cusi Putu, montañas del entorno inmediato de la ciudadela » (2000, p. 48). Le portail électronique de la compagnie précise qu'elle possède les permis requis l'autorisant à atterrir sur une esplanade située à deux kilomètres des ruines

(Helicusco, 2007). Toutefois, l'atterrissage et le va-et-vient répétés peuvent à la longue engendrer un mouvement des sols, alors que le bruit peut déranger l'habitat naturel de certaines espèces animales.

6.3.2.5 Train

En 1945, l'entreprise gouvernementale ferroviaire, très modeste au départ, faisait la navette entre Cusco et Santa Ana et ne pouvait transporter qu'une dizaine de passagers à la fois. L'activité touristique augmenta graduellement de telle manière que l'entreprise dut acquérir des wagons supplémentaires ; une action qui surpassait la demande de l'époque (Angles Vargas, 1988, p. 327).

L'administration des entreprises gouvernementales *Ferrocarril Central* et *Ferrocarriles del Sur y Sur Oriente* fut accordée en 1999 au consortium précité, créé par l'union de l'entreprise PERUVAL CORP. S.A et les compagnies CDC et Orient Express. Ces entrepreneurs dominant toujours, à l'heure actuelle, l'exploitation du transport ferroviaire menant jusqu'au village de Agua Calientes (Martorell, 2000, p. 86).

Depuis la privatisation de ce service, les tarifs ont augmenté considérablement dans cette contrée et augmentent de façon accélérée. Présentement, un double service est offert aux passagers devant sillonner la vallée sacrée pour des motifs variés. On sépare les voyageurs autochtones des voyageurs étrangers, car les prix sont différents. Le visiteur étranger paye un montant démesuré, alors que le résident local débourse une somme dérisoire, à condition d'être assujéti à des départs restreints et fixés à des heures peu convoitées.

Ces concessionnaires étrangers investissent peu dans l'économie régionale et ne redistribuent guère le fruit de leurs profits, car leur contrat ne les oblige aucunement à le faire ainsi (*ibid.*, p. 83). Cette exploitation monopolistique met en danger la forteresse qui, dans l'immédiat, aurait besoin de ces profits pour mieux s'équiper et faire face aux facteurs naturels qui la fragilisent. Le manque d'investissement dans la préservation d'un site que l'on exploite ardemment peut conduire à sa perte. Si une catastrophe devait surgir, les sommes qui

devraient être déboursées dans des actions de restauration représenteraient des montants faramineux que l'État ne peut se permettre.

6.3.2.6 Complexe hôtelier

Une étude, produite à la fin des années 1960 au nom de l'UNESCO par Frischlander, propose l'idée de munir le sanctuaire d'infrastructures convenables en plus de déterminer une zone de *non aedificandi*, c'est-à-dire prohibant l'édification de toute construction, car tout ce qui avait été construit jusqu'à ce jour à *Machu Picchu*, soit la route et le petit hôtel existant, nuisait à la beauté du site (1968, p. 6). Pour réaliser une structure d'accueil complète, ce professionnel jugea nécessaire de doter les lieux d'une capacité hôtelière moderne d'environ 200 lits, d'une structure d'accueil pour des colloques, des spectacles ou des ateliers, d'espaces réservés aux activités sportives ainsi qu'à des spectacles en plein air, d'un musée, de commerces, de zones d'expositions artisanales et d'aires de stationnement.

Le président Velasco Alvarado décréta en 1972 par la loi #19567 la nécessité et l'utilité publique d'ériger un complexe hôtelier à *Machu Picchu*, ainsi que de voir à l'établissement de services connexes. Cet épisode entraîna une vive insatisfaction autant chez les résidents locaux que dans la population en général, car les motifs évidemment économiques du gouvernement ne prenaient aucunement en considération l'importance de l'intangibilité de la zone (Martorell, 2000, p. 28). À la suite de ce tollé, le directeur supérieur du Ministerio de Industria y Comercio indiqua que le gouvernement mettait en place une zone d'intangibilité de 1400 hectares dans les environs immédiats des vestiges, et une seconde un peu plus éloignée de 2500 hectares. Paradoxalement, ce même ministère annonça quelques mois plus tard l'édification prochaine d'un hôtel luxueux dans le secteur *non aedificando* qui embrasse la petite auberge existante. Une commission multisectorielle fut créée au courant de la même année, issue majoritairement de la sphère touristique, dont la tâche principale était de diriger le concours public relatif à la construction de l'hôtel. Le contrat de construction du complexe hôtelier et l'installation d'un téléphérique allait être octroyé à l'entreprise gagnante qui en devenait également propriétaire (*ibid.*, p. 33).

Avec sa filiale Perú Hotel S.A nouvellement créée, le consortium devint en 1999 l'acquéreur d'hôtels gérés par l'État : *Hotel Monasterio* de Cusco et le luxueux *Machu Picchu Sanctuary Lodge* situé à l'entrée même des vestiges de la célèbre cité inca. En 2001, l'entreprise manifesta l'intérêt quant à l'agrandissement de son hôtel construit à proximité de l'entrée des célèbres vestiges alors que cette demande s'inscrivait en pleine violation de la loi.

6.4 *Plan Maestro 1998-2003*

Devant l'insatisfaction de la population et des scientifiques vers la fin des années 1990, en raison du laxisme gouvernemental et des groupes de pouvoir économique engagés dans le respect des accords et principes concernant la protection du patrimoine, le gouvernement péruvien dut consulter l'UNESCO.

Hisashi Sugaya, président du Comité international du tourisme culturel de l'ICOMOS, élaborà à la fin des années 1990 une étude pour une pleine conservation de *Machu Picchu*. Il mentionna l'importance de mettre sur pied une équipe d'experts internationaux afin d'évaluer, de formuler des recommandations et de trouver des solutions à long terme pour contrer la situation actuelle. Il mentionna également le désir de développer une stratégie de gestion élaborée par des experts en gestion du tourisme, de la culture, du patrimoine culturel et naturel, tout en ayant l'expérience pratique en développement de marché de haut niveau. Il évoqua l'importance d'établir une capacité maximale de touristes que le site pourrait accueillir, ainsi que celle de voir à un nombre maximum de passagers sur les trains. (*ibid.*, p. 115). Enfin, il demanda que soit préparé un *Plan Maestro* nécessaire à la planification à long terme de stratégies de gestion et de protection du patrimoine naturel et culturel des lieux (UNESCO, 2006b). L'ensemble de ces recommandations se trouvent à la base de l'élaboration du dernier plan de gestion mis de l'avant à ce jour.

Plusieurs acteurs sociaux péruviens auraient souhaité participer à cette étude qui déboucha sur la rédaction du *Plan Maestro 1998-2003*, document issu d'une révision et d'une réactualisation d'une investigation exécutée en 1996 par l'INC et l'INRENA (*ibid.*, p. 50). Sans aborder la construction du téléphérique, l'étude soulignait plusieurs problèmes reliés à

l'environnement. Elle traitait entre autres de l'impact des techniques ancestrales agricoles pratiquées par les habitants, de la présence de bétail domestique sur le territoire protégé, ainsi que de la déforestation engendrée par les incendies. Elle questionnait également les moyens de transport menant au sanctuaire, dont la ligne ferroviaire, la route reliant le village d'Agua Calientes à la citadelle, la sursaturation touristique du chemin de l'Inca, la population du village, la pauvreté dans laquelle elle vit ainsi que la gestion des déchets solides (*ibid.*, p. 45).

En plus de bannir toutes constructions de résidence ou autres types d'œuvres civiles à l'intérieur de la zone de protection, le document interdisait l'introduction de nouvelles voies d'accès au sanctuaire (*ibid.*, p. 52). Il laissait à l'INRENA et l'INC le soin de contrôler le nombre maximum de touristes permis sur le site des vestiges. Il est toutefois intéressant de constater qu'il demandait subtilement à ce qu'une masse critique de visiteurs se trouvant au même moment sur le site soit établie plutôt qu'un nombre maximum à ne pas dépasser au quotidien. (*ibid.*, p. 59).

Le *Plan Maestro del Sitio Histórico 1998-2003* reconnaissait la nécessité de la mise sur pied de l'UGM, un groupe en charge de la gestion intégrale du sanctuaire. Pourtant, cette commission, qui aurait pu mettre de l'ordre dans cette affaire, n'a jamais été mise sur pied. Elle devait intégrer plusieurs entités gouvernementales. (*ibid.*, p. 100). L'INRENA devait veiller au respect de l'intangibilité de la zone naturelle protégée alors que l'INC devait se charger de la supervision des travaux de maintenance, de réhabilitation des lieux naturels et bâtis et des études archéologiques exécutées dans le sanctuaire. Le plan manifestait aussi l'importance de la constitution d'un Comité de gestion qui coordonnerait les travaux des différentes sections internes de l'Unité de gestion.

Selon ce document, la Municipalité d'Agua Calientes devait quant à elle réaliser des activités à caractère social auprès de la population urbaine et rurale du sanctuaire afin de développer un esprit participatif et d'appartenance au site dans le processus de conservation du territoire.

Pour que le gouvernement péruvien fasse finalement parvenir ce plan de gestion à l'organisation internationale, le sous-directeur de la culture de l'UNESCO de l'époque, Hernan Crespo Toral, dut en faire à nouveau la demande. Ce plan laisse transparaître deux faiblesses majeures : un manque d'unité et l'absence de concertation pour respecter les objectifs du projet dans l'immédiat (*ibid.*, p. 95).

Depuis, plusieurs analystes, dont Alberto Martorell, ont longuement critiqué le manque de précision et de connaissances de la réalité de la zone touchée par ce plan (MINCETUR, 2007). Selon Mould de Pease (2003), son contenu transgresse les normes nationales et internationales en matière de patrimoine fixé par le pays en y adhérant. Le *Comité de Defensa del Santuario Historico de Machupicchu* relève quant à lui l'omission de la présence de la centrale hydraulique⁸³, située à quelques kilomètres du sanctuaire, et son impact sur l'environnement et sur les espèces animales en voie d'extinction, sans suggérer de solution quant à la présence des communautés paysannes et à la formation urbaine établie dans le sanctuaire (Martorell 2000, p. 57; CDSHM, 2007).

6.5 *Plan Maestro 2005-2010*

Le dernier *Plan Maestro*, récemment présenté à l'UNESCO, doit raffiner la stratégie de conservation du site, en plus de mettre de l'avant sa valeur incommensurable, autant humaine que naturelle. Il implique seize institutions nationales et étrangères qui doivent mettre ensemble de l'ordre dans la vallée de Vilcanota et faciliter l'amélioration de la qualité de vie de plusieurs familles voisines. Ce programme, dirigé par le *Ministerio del Comercio Exterior y Turismo* et financé par la Banque mondiale doit voir à la réhabilitation de réseaux sanitaires, à des études sur les impacts environnementaux et à l'établissement de plans urbains ordonnés. Selon les perspectives élaborées, il devrait, à la suite de sa mise en application, mettre un frein à la détérioration de la citadelle, limitant entre autres le nombre

⁸³ Cette centrale fait partie des plus importantes du pays en raison du fort potentiel énergétique qu'offre cette zone montagneuse. Les travaux commencèrent vers la fin de l'an 1958. Elle se situe au kilomètre 122, tout près des ruines de *Machu Picchu*.

de touristes sur le site à 2500 par jour (El Comercio, 2005b). Toutefois, le secteur touristique, local surtout, s'oppose à une éventuelle réduction du nombre quotidien de touristes.

L'augmentation du tarif d'accès à la zone, la régularisation de l'affluence, l'amélioration de la gestion des déchets ainsi que la promotion d'autres sites incaïques au Pérou font partie des propositions récentes de gestion. Aujourd'hui, le directeur de l'INC Cusco, David Ugarte Vega Centeno, suggère de majorer le prix d'entrée de 50 % afin de limiter partiellement l'affluence touristique et de tirer un plus grand profit des entrées payantes (Tierra América, 2007). Même si cette proposition pourrait sembler vouloir faire de *Machu Picchu* un lieu réservé aux plus nantis de la planète, il faut se souvenir toutefois que la somme récoltée des entrées payantes sert à soutenir financièrement et directement le fonctionnement de l'appareil gouvernemental de l'INC ainsi que les nombreuses institutions culturelles et muséales nationales.

6.6 Le futur du SHMP

Sans pouvoir résorber les problèmes déjà existants, une récente controverse relative à la conservation du sanctuaire, encore loin d'être réglée à ce jour, explose en 2006. Fedia Castro Melgarejo, la mairesse du village de Carrilluchayoc, situé à 15 kilomètres à l'écart de la zone d'amortissement du sanctuaire de la citadelle, permet la construction d'un pont qui, selon certains, augmentera la circulation vers le sanctuaire en plus d'en ébranler l'écosystème. Quelques mesures législatives ont toutefois été déployées afin de contrer ce projet et le développement chaotique que cette annonce pourrait engendrer, comme par exemple l'installation de kiosques et de demeures aux abords du pont (*ibid.*).

Préoccupée entre autres par cette nouvelle, l'UNESCO a mandaté une commission constituée de représentants de l'UICN et d'ICOMOS afin de réévaluer l'état de conservation des lieux. L'équipe dépêchée sur place en avril 2007 devait faire le bilan des rencontres entre des représentants du gouvernement et des communautés locales afin d'évaluer la situation et la mise en œuvre des lignes directrices du nouveau plan de gestion (UNESCO, 2007a). Les conclusions et les résultats devaient être présentés au Comité du patrimoine mondial lors

d'une rencontre prévue en juillet 2007. Au moment d'écrire ces lignes, nous ne connaissons pas les conclusions de ce rapport.

En revanche, ce que nous savons pour l'instant, c'est que les membres de l'INC central craignent que le sanctuaire soit placé sur la liste des sites du patrimoine mondial en péril en raison du non-respect des normes et des recommandations de l'organisation internationale. De fait, l'UNESCO, l'INC et l'INRENA bannissent toute construction dans la zone protégée. La récente inauguration du pont de Carrilluchayoc, village localisé dans le district de Santa Teresa et dans la province de la Convención, laisse place à un certain désenchantement, car elle fait planer de sérieuses inquiétudes quant à la conservation future de ce parc historique. L'INC régional du Cusco ainsi que les représentants nationaux de l'UNESCO postés à Lima ne veulent pas se prononcer tant et aussi longtemps que les commentaires de l'équipe internationale de l'UNESCO ne sont pas diffusés (RCPAL, 2007).

Le président du district du Cusco, Hugo Gonzales Sayán, fait valoir pour sa part le droit de la communauté de Santa Teresa de se pourvoir d'un pont, étant donné son isolement depuis 40 ans (Terra Perú, 2007). Pour surmonter cette situation, il annonce au début de l'année 2007 la construction d'un nouveau tronçon ferroviaire en plus de proposer la mise en place d'un hélicoptère. Les agriculteurs de cette région doivent transporter leurs produits par la route Quillabamba-Cusco, un passage qui se trouve dans un état lamentable depuis une inondation qui eut lieu dans les années 1990, alors que la voie ferrée jusqu'à Quillabamba fut détruite par un glissement de terrain (Urbano Perú, 2007).

Les principaux arguments en faveur de ces projets supportent donc l'idée qu'il s'agit d'une opportunité rêvée pour ouvrir une autre route vers *Machu Picchu*, afin d'établir une nouvelle connexion entre la province et la capitale et pour inclure La Convención au sein d'un réseau touristique. Ainsi, pour visiter les ruines, les touristes pourraient emprunter cette nouvelle route jusqu'à Carrilluchayoc à moindres frais, tout en détournant les services qui font objet de monopole. Dans ce dessein, il faudrait prolonger la voie ferrée déjà existante. Mais comme PeruRail S.A. n'est pas particulièrement intéressé, les initiateurs du projet espèrent que le *Ministerio de Transportes y Comunicaciones* (MTC) les aidera à concrétiser leurs aspirations

et ainsi rompre le monopole (El Comercio, 2007). Les critiques négatives qui s'opposent à la construction du pont exposent qu'il sera encore plus difficile de contrôler la circulation dans les environs.

6.7 Conclusion

À la fin de ce tour d'horizon historique concernant la situation passée et actuelle de la mise en valeur de ce site du patrimoine mondial, il est légitime de se demander si des mesures concrètes et en profond respect des règles de conservation seront prises pour réellement stabiliser le sanctuaire. Enfin, comme nous pouvons le remarquer, le sort de ce lieu écologique et culturel repose depuis longtemps sur des décisions vagues et contradictoires, surtout prises par des entités gouvernementales axées sur le développement économique et non sur la protection de la culture et de la nature (Martorell, 2000). Plusieurs clans aux aspirations et aux principes pour la plupart opposés s'affrontent sans même se consulter. Nous constatons que les autorités nationales, mandatées entre autres pour voir au respect des lois sur les biens culturels et naturels, c'est-à-dire l'INRENA (*Instituto Nacional de Recursos Naturales*) et l'INC, devraient être davantage entendues et consultées lorsqu'il est question de nouvelles constructions dans le sanctuaire. Actuellement, leur rôle demeure particulièrement limité (CGRMAPC, 2003). La complexité de la situation où interviennent et s'affrontent plusieurs acteurs d'influence fait en sorte qu'ils évitent pour l'instant de prendre position sur la question du nouveau réseau routier tant et aussi longtemps que l'UNESCO n'aura pas formulé ses propres recommandations.

Espérons que la venue de l'équipe internationale de l'UNESCO fera bouger les choses et qu'elle ouvrira une porte au dialogue. Mais une question persiste : pourquoi n'entendons-nous jamais parler d'un renversement de la situation, c'est-à-dire la possibilité de reprendre possession de la région au profit de la nation péruvienne actuelle et future et de bannir la privatisation ? Il s'agit d'un sujet délicat, profondément ancré dans le courant de pensée actuel de développement durable. Le verdict de la commission internationale sur le devenir de ce lieu mémorable, ébranlé par l'arrivée de nouvelles infrastructures, est donc attendu avec impatience. Toutefois, le fait d'interdire à un petit village de se développer et d'améliorer son

sort, c'est aussi prendre une décision nécessitant un grand sens éthique, surtout lorsque des intérêts étrangers se partagent les profits relatifs à l'exploitation touristique de ce site sans que ces derniers ne soient investis dans la région même.

CONCLUSION

Plusieurs visites de sites archéologiques péruviens, gisant dans un état physique vulnérable, sont à l'origine d'un long questionnement sur leur conservation. En prenant comme exemple trois sites archéologiques patrimonialisés⁸⁵ et grâce à la consultation de documents officiels et de publications axées sur la mise en patrimoine et sur la conservation des biens culturels le tout appuyé par une série d'entretiens menés auprès de professionnels du milieu archéologique et patrimonial péruvien, nous avons tenté d'élucider la situation confuse et antinomique qui détermine les contextes social, politique et historique dans lesquels se retrouvent présentement le patrimoine archéologique péruvien. Étant donné la valeur inestimable des vestiges de la culture inca pour ce pays et l'engouement international pour la valorisation du patrimoine en général, il devenait de plus en plus important de déterminer les moyens pris par les intervenants péruviens en patrimoine afin d'assurer la longévité des vestiges nationaux.

Lorsque l'on compare les zones archéologiques de *Pachacamac*, *Sacsayhuaman* et *Machu Picchu*, certains constats généraux se dessinent. Malgré la panoplie de projets de loi développée significativement depuis 1929 pour promouvoir la sauvegarde générale des biens archéologiques et la mise en place, au courant des décennies suivantes, de statuts reconnaissant la valeur patrimoniale de ces lieux anciens, les résultats obtenus au cours du XX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui font réaliser que tous ces moyens légaux déployés n'ont pas été suffisants pour résorber les transgressions et les illogismes relatifs à leur conservation. D'abord, tel que présenté au chapitre I, les lois pour la sauvegarde du patrimoine culturel sont souvent incomplètes, trop indulgentes et peu uniformisés. À titre d'exemple, la norme en vigueur sur la protection du patrimoine culturel péruvien ne reconnaît toujours pas

⁸⁵ Il faut souligner que la patrimonialisation est entendue ici comme un processus au cours duquel l'identification, la sauvegarde, la conservation, la valorisation et la transmission des biens culturels, considérés comme des dispositifs identitaires, sont prises en charge par un engagement responsable de la société afin qu'ils soient protégés et transmis si possible intégralement aux générations à venir.

l'environnement comme possible réceptacle de la culture humaine alors que la législation en matière de fouilles ou de recherches archéologiques mentionne cet aspect, bien qu'elle omette la nature immatérielle de la culture et des croyances autochtones. Actuellement, le patrimoine préhispanique promu par l'INC est limité par une étiquette qui le détermine comme une catégorie du passé, sans aucune considération de la conception holistique andine du monde. D'après ce système de pensée, toujours présent chez une grande majorité de Péruviens vivant en zone rurale, le passé, le présent et le futur s'entrelacent. L'omission de cet aspect marginalise en quelque sorte les fondements des Autochtones qui ont vécu et qui vivent encore en terre péruvienne ainsi que leur propre conception de ce patrimoine issu de leurs ancêtres.

Les trois études de vestiges *in situ* ont également fait surgir les problèmes inhérents à l'organisation interne de l'INC. Par sa lourdeur bureaucratique et ses dépenses de fonctionnement, l'INC est souvent à la base du rejet de propositions novatrices en matière de conservation et d'installation de nouvelles infrastructures en zones archéologiques. L'opportunisme politique de ses membres, son manque de recours économique et de main d'œuvre qualifiée sont également des facteurs qui ont contribué graduellement à une baisse de son efficacité et de la confiance populaire. Plusieurs experts sont d'avis que l'État, avec son système administratif de la culture, requiert une restructuration interne majeure (OEI, 2002 ; Shady Solis 2005).

L'histoire de la mise en patrimoine et du développement touristique vient souligner en plus le rôle restreint joué par cette institution étatique dans la gestion des sites archéologiques (Martorell, 2000). Tel que mentionné au chapitre II, le pouvoir décisionnel de cette entité gouvernementale est très limité par rapport à celui des ministères officiels. Ainsi, de puissants acteurs, à l'image de lobbyistes, autant des investisseurs étrangers que certains politiciens ou ministères nationaux autres que le ministère de l'Éducation, outrepassent les prescriptions de l'INC afin d'obtenir l'approbation de leurs propres projets. En effet, depuis les années 1950, les vestiges archéologiques sont vus comme des ressources touristiques et économiques significatives. L'État veut dès lors restaurer et mettre en valeur les vestiges préhispaniques pour en faire des attractions touristiques visitées par des individus venus des quatre coins de

la planète. Les vestiges qui suscitent le plus d'intérêt sont incontestablement ceux construits au moment de l'Empire du *Tahuantinsuyu*, puisque les Incas représentent une des communautés préhispaniques les mieux connues hors du pays et donc susceptibles d'attirer davantage l'attention des visiteurs étrangers. Tel que mentionné au chapitre III, les retombées des services liés aux activités touristiques n'ont pourtant toujours pas contribué à une amélioration significative du niveau de vie de la population locale. La propriété privée des biens de l'État permise dans les années 1990 a spolié le peuple de plusieurs richesses naturelles et culturelles. De plus, les services de transport liés à l'exploitation de *Machu Picchu*, le site national par excellence, sont aujourd'hui privatisés et appartiennent à un groupe restreint d'exploiteurs. L'État n'a jamais contraint ces investisseurs à verser une partie des profits à la nation en guise de juste contribution. Ainsi, l'exploitation touristique des sites s'inscrit relativement peu dans une démarche de gestion responsable des ressources nationales puisque la population poursuit ses activités commerciales informelles autour des lieux protégés au lieu d'être intégrée à même le processus de planification des sites.

Plusieurs lois ont été élaborées afin de protéger les zones archéologiques et même si elles ne sont pas nécessairement cohérentes les unes par rapport aux autres, ont-elles été réellement mises en application ? Les pages de ce mémoire incitent à répondre à cette interrogation par la négative. La non-application des lois et la tradition de laisser-faire de la part des autorités n'ont manifestement pas contribué à la stabilisation des zones archéologiques. Les trois sites étudiés, d'importants lieux sacrés pour les différentes communautés autochtones précolombiennes à la nature précaire et vecteur identitaire en perpétuel changement, subissent les contrecoups de facteurs autant naturels qu'anthropiques en raison d'un manque de contrôle implanté depuis longtemps. Surtout sur le plan anthropique, on constate le manque flagrant de surveillance en zone archéologique ainsi que d'équipements ou d'infrastructures touristiques adéquates. Tel qu'abordé au chapitre III, la presque totalité des vestiges *in situ* demeure la proie des pilleurs de lieux culturels sacrés. Communément appelés *huaqueros*, ces intrus participent à la détérioration physique des vestiges en plus d'appauvrir le pays en matière de biens mobiliers (Gündüz, 2001). La situation économique instable du pays et les revenus substantiels produits par ce type d'activité exportatrice contribuent massivement à la croissance de cette pratique illicite et reprehensible (*ibid.* ; ICOMOS 2005).

En plus de l'infiltration clandestine et des pillages récurrents en zones archéologiques, l'envahissement des agglomérations attenantes est en perpétuelle progression et représente une sérieuse menace pour leur intégrité. L'invasion territoriale produit par l'exode rural, qui se poursuit en périphérie des villes, figure parmi les causes défavorables pour les zones protégées, qui devraient en l'occurrence être encore davantage agrandies. Plusieurs vestiges disposés à l'extérieur des zones protégées disparaissent quotidiennement en raison de l'empiétement de nouveaux projets immobiliers comme nous l'avons montré pour *Pachacamac* et *Sacsayhuaman*. Si l'immatérialité de la culture et des éléments naturels sacrés laissés à l'état brut par les communautés préhispaniques étaient davantage reconnus, les traces culturelles anciennes non-protégées par des dispositifs physiques seraient peut-être moins enclin à disparaître sous les développements urbains envahissants comme c'est le cas aujourd'hui notamment à Cusco (Skeates, 2000).

À la lumière des informations fournies jusqu'à présent, il est désormais possible de répondre à la problématique de ce mémoire et d'énoncer qu'il reste au Pérou plusieurs étapes à franchir avant de répondre pleinement aux mesures nationales et internationales relatives à la conservation de ces témoignages nationaux du passé. Il faut toutefois souligner l'immense effort des personnes impliquées de manière passionnée dans la question de la protection du patrimoine et les nombreuses tentatives isolées mises en place. Nous pouvons citer les mouvements engagés pour manifester le désintérêt de la population quant à la commercialisation ou la privatisation des biens nationaux depuis les années 1990, les campagnes de sensibilisation populaire envers le patrimoine culturel, l'invitation d'un personnel étranger spécialisé, l'investissement dans la formation d'une main d'œuvre qualifiée soit au pays ou à l'étranger, la création de nombreux organismes aux niveaux national, provincial et municipal, l'organisation de conférences ou de séminaires et encore plus. D'autres mesures, bien entendu, sont prises pour empêcher à court et à long terme des facteurs qui fragilisent les zones archéologiques. Nous pouvons aussi penser à l'idée de la mise en place d'un périmètre délimitant les zones protégées ou encore à celle de munir le SHMP d'un détecteur de mouvement sismique. L'élaboration des *Planes Maestros*, aussi controversés soient-ils si l'on pense à celui de Machu Picchu 1998-2003 entre autres, auront

servi à faire état de la situation des lieux archéologiques et à planifier l'exécution de moyens afin d'enrayer les principaux problèmes rencontrés.

Quelles sont donc les faiblesses liées au monde patrimonial et quelles sont les améliorations qu'il serait possible d'y apporter ? D'abord, une pénurie évidente de spécialistes, dans les multiples champs d'action du patrimoine, et une formation académique mal adaptée aux conditions du pays demeurent des problèmes importants auxquels le Pérou devrait remédier. Avec l'annonce d'une augmentation significative du tourisme et des changements climatiques à l'échelle mondiale, il sera de plus en plus nécessaire de compter sur des personnes hautement spécialisées, non seulement en gestion culturelle, mais aussi dans diverses branches techniques et artistiques (OEI, 2002). Les étudiants inscrits à une telle formation pourraient contribuer massivement à la sauvegarde de ces lieux en participant à des stages directement liés à leur formation, ce qui pourrait engendrer à la fois des économies et des revenus considérables pour l'État.

La valorisation des vestiges *in situ* signifie aussi l'obtention d'outils et de dispositifs techniques et technologiques. Malheureusement, le tout est directement lié aux capitaux disponibles. Il est certain que la nation péruvienne, par l'entremise de son gouvernement, est pratiquement dans l'impossibilité de se munir d'équipements technologiques de pointe. C'est l'une des raisons pour lesquelles la coopération internationale devient intéressante sous la forme de mécanismes de fonds contre-valeur ou d'ententes mutuelles entre le Pérou et divers pays étrangers plus développés (*ibid.*). Toutefois, les fonds contre-valeur, ces échanges de dettes contre des investissements sociaux et environnementaux, de même que les programmes d'allègement de la dette, perpétuent la domination des pays nantis aux dépens des pays plus pauvres. Tel que soutenu par ICOMOS PERU, le secteur privé permet à plusieurs égards de compléter les besoins de l'État dans ce champ. Il vaudrait donc mieux, toujours selon ICOMOS PERU, d'œuvrer conjointement pour l'instant et développer des ententes durables avec l'entreprise privée (les PPP), que de laisser les vestiges à l'abandon (2003). L'État devrait imposer des mesures qui feraient en sorte que le secteur privé soit forcé à réinvestir une partie de ses profits dans les rouages patrimoniaux.

Ce mémoire démontre aussi le manque de conscientisation de la population face à la valeur culturelle et historique du patrimoine, alors que sa participation s'avère un instrument fondamental dans la lutte contre la dévastation des zones protégées. Le peu de reconnaissance de la cause patrimoniale de la part de population est le résultat d'un cercle vicieux. Si les Péruviens de descendance autochtone oublient leurs origines en raison de politiques homogénéisantes à l'occidentale et si le multiculturalisme péruvien n'est pas valorisé, il est certain que le patrimoine archéologique souffrira encore longtemps de marginalisation. La population doit se sentir utile en plus d'être en mesure de constater des résultats concrets de sa participation. Elle doit être motivée et respectée, et cela commence par la valorisation de ses propres valeurs (Lapointe et Gagnon, 2006). L'intégration au processus éducatif des jeunes d'un programme sur la reconnaissance du patrimoine, de l'histoire et des valeurs autochtones pourrait créer une base solide sur laquelle reposeraient de futures actions en faveur de la culture, sans toutefois négliger la participation des familles et des communautés (OEI, 2002).

La responsabilité pleine et entière envers le patrimoine archéologique ne sera accomplie que lorsque l'on aura bel et bien consulté les diverses collectivités traditionnelles, très peu consultées d'ailleurs, quant au rôle de ces lieux et de ces objets anciens dans leur quotidien. Il faut souligner qu'une recherche explorant les aspects de la culture immatérielle⁸⁶ liés aux zones archéologiques étudiées dans ce mémoire et à d'autres sites archéologiques incas moins connus mériteraient des analyses particulières et pourraient d'autant plus prêter main forte aux autorités qui ont, entre autres, le mandat de documenter les nombreux vestiges logeant sur le territoire péruvien. Une investigation aussi basée sur des témoignages provenant des résidents de lieux archéologiques pourraient jeter un éclairage sur la compréhension du rôle qu'ils jouent chez les Autochtones et pour la communauté péruvienne en général. Elles permettraient aussi de constater de la vigueur de la transmission de la

⁸⁶ L'analyse des fonctions et des relations de ces sites dans le quotidien, ainsi que leurs significations actuelles auprès des collectivités autochtones andines parlant la langue des Incas, le quechua impliquerait toutefois de se doter d'un cadre d'analyse particulier, respectueux et en profonde symbiose avec l'idéologie andine de nature holistique, c'est-à-dire englobant à la fois le monde terrestre dans lequel vit l'humain et le monde suprasensible. Cela exigerait également de maîtriser l'idéologie ancestrale et contemporaine de cette communauté.

pensée et des traditions autochtones aujourd'hui dans les Andes.

Ce mémoire laisse comprendre que les importants enjeux du patrimoine péruvien sont relativement faciles à percevoir, alors que les éléments qui le perturbent sont extrêmement difficiles à enrayer. Le grand défi de la sauvegarde des sites incontournables de l'époque inca exige patience et détermination. Il reste tant à découvrir, mais il s'avère encore plus juste d'ajouter qu'il reste encore beaucoup à faire. Ce constat laisse donc place à l'imagination, à l'inspiration et à l'initiative. Pour terminer, j'espère personnellement et sincèrement que les Péruviens arriveront à surmonter ce noble défi avec diligence et fierté.

APPENDICE A

FIGURES CITÉES DANS LE TEXTE



Figure 3.1 Exemple d'une structure à *Pachacamac* en adobe. (Tiré du site Internet de *Pachacamac*, <http://pachacamac.perucultural.org.pe/>).

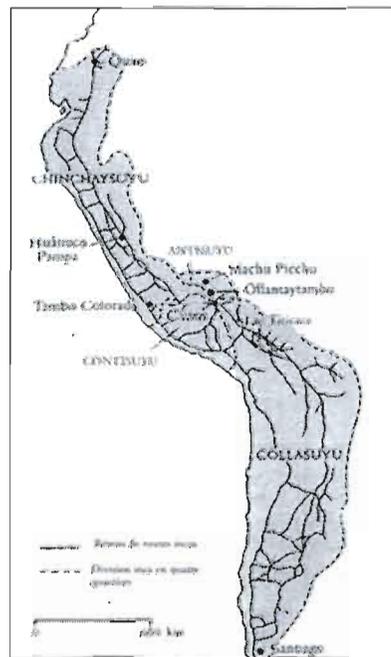


Figure 4.1 Territoire du *Tahuantinsuyu*. (Tiré de Stone-Miller, 1996, p. 183, fig. 150).

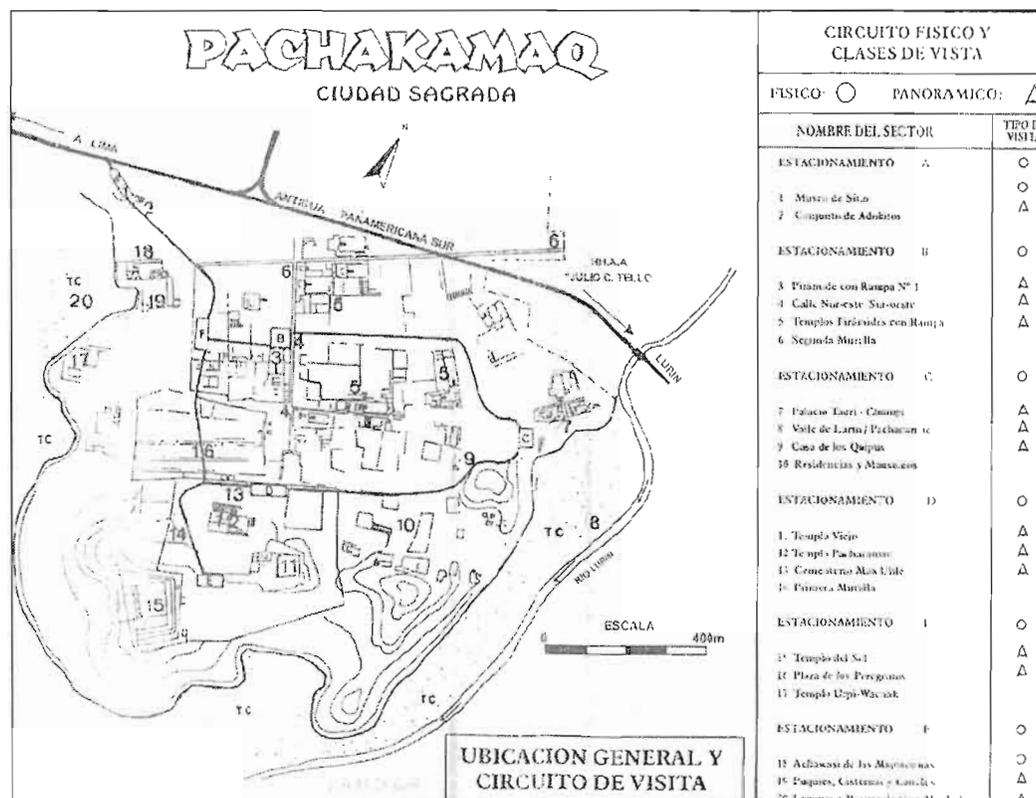


Figure 4.2 Plan du site de Pachacamac (Tiré de Paredes Botoni, s.d., p. 24-25).

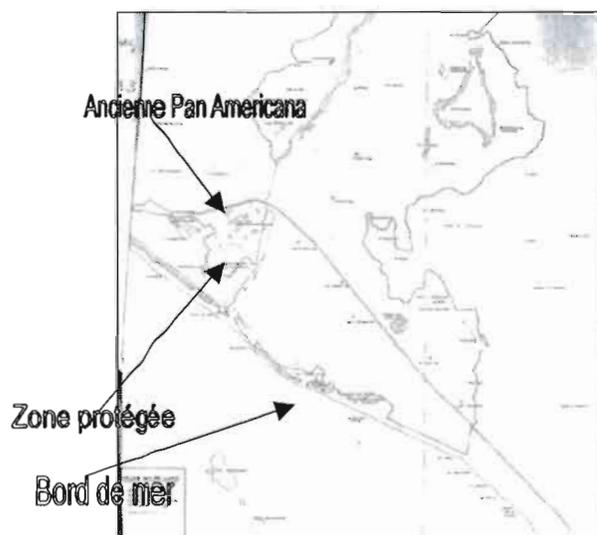


Figure 4.3 Plan géographique de Pachacamac (Tiré de Rostworowski de Diez Canseco, 1999, p. 5-6).



Figure 4.4 Vestiges d'une des intersections principales à Pachacamac (Photo de l'auteur, 2005).

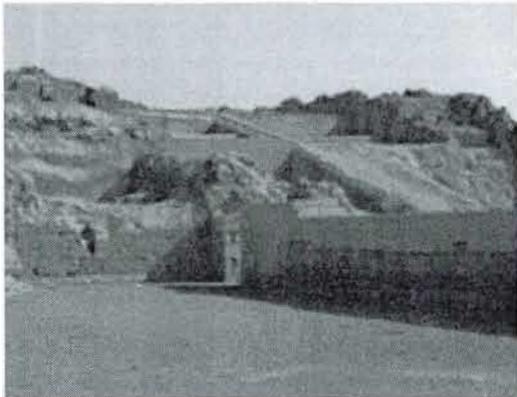


Figure 4.5 Pyramide à rampe à *Pachacamac*
(Photo de l'auteur, 2005)

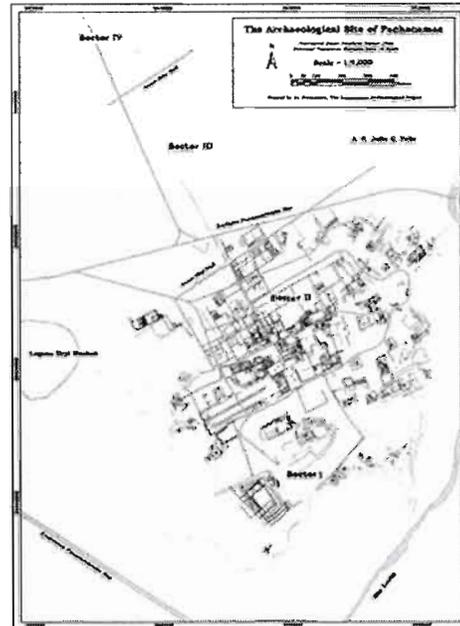


Figure 4.6 Divisions des différents secteurs à *Pachacamac*. (Tiré du site Internet du PAP, <http://www.pachacamac.net/photos-maps.html>).

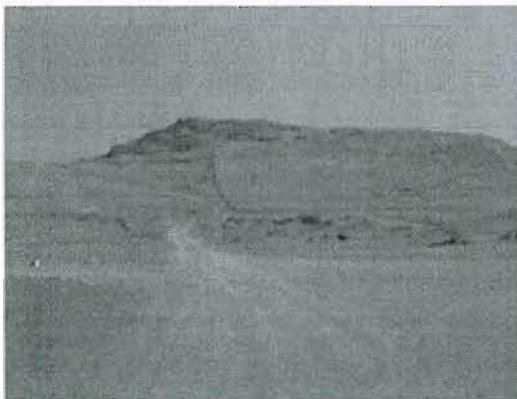


Figure 4.7 Vestige du *Templo del Sol*
(Photo de l'auteur, 2005).



Figure 4.8 *Coricancha* à Cusco (Photo de l'auteur, 2006).

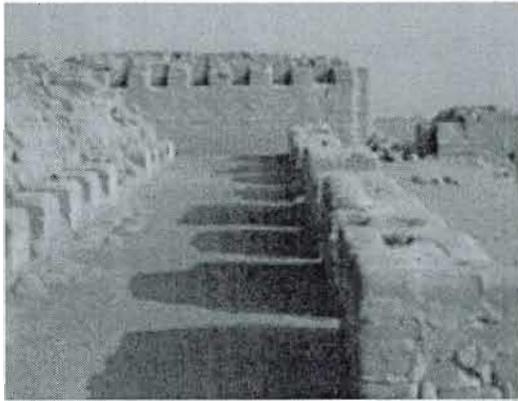


Figure 4.9 Vestiges de pilastres au sommet du *Templo del Sol* (Photo de l'auteur, 2005).



Figure 4.10 Vestiges du *Templo de la Luna* (Photo de l'auteur, 2005).



Figure 4.11 Invasion territoriale aux bords de la zone protégée (Photo de l'auteur, 2005).

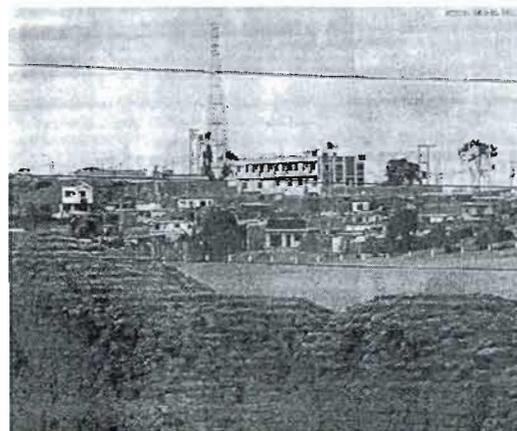


Figure 4.12 Invasion territoriale (Tiré de Luna Amancio, 2006, s.p)

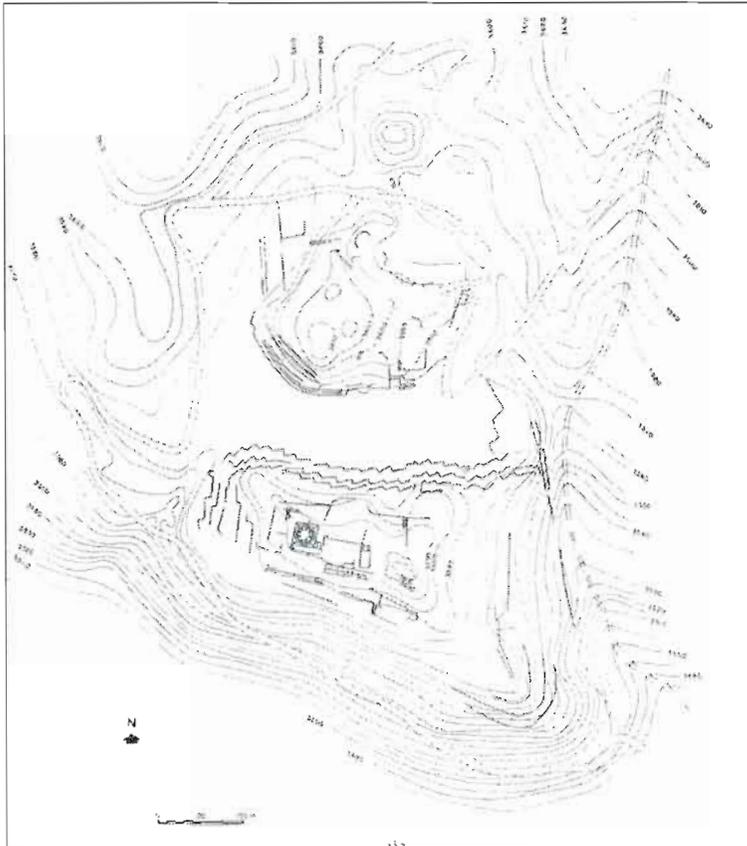


Fig. 5.1 Plan du tertre et des vestiges de *Sacsayhuaman* (Tiré de Gasparini et Magolies, 1980, p. 283).



Figure 5.2 1^{er} rempart composé de pierres mégalithiques (Photo de l'auteur, 2006).



Figure 5.3 Les trois remparts ainsi que la place *Chuquipampa* (Photo de l'auteur, 2006).

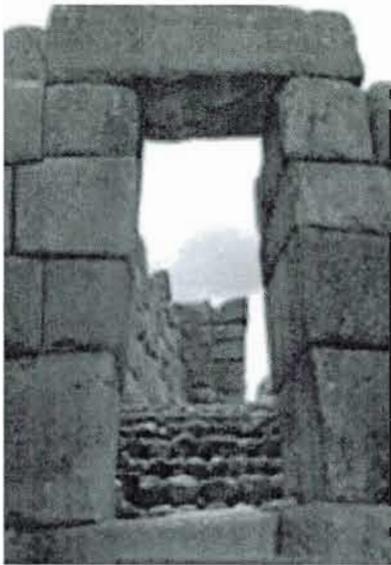


Figure 5.4 Exemple de porte d'accès (Photo de l'auteur, 2006)



Figure 5.5 Tour *Muyucmarca*. (Photo de l'auteur, 2006)



Figure 5.6 Formation volcanique (Photo de l'auteur, 2006).

Sacsayhuaman

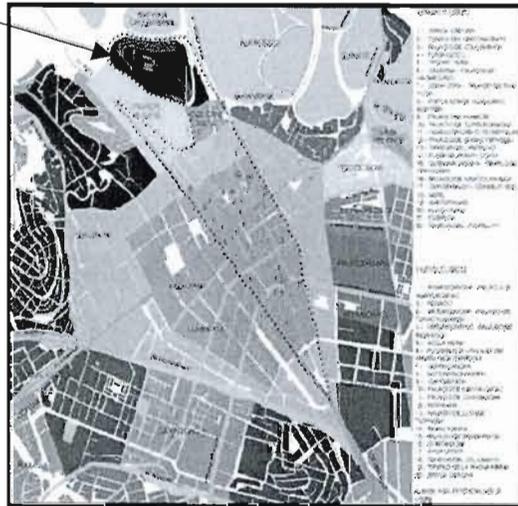


Figure 5.7 Plan de Cusco. (Tiré de l'INC del Cusco, 2005).



Figure 5.8 Architecture coloniale construite sur les bases des édifices incas à Cusco. (Photo de l'auteur, 2006).



Figure 5.9 Végétation sur la colline de Sacsayhuaman et vue sur Cusco (INC del Cusco, 2005).



Figure 5.10 Constructions récentes aux côtés de vestiges de murs incas (Tiré de l'INC del Cusco, 2005).



Figure 5.11 Propagande politique et domiciles près de vestiges incas (Tiré de l'INC del Cusco, 2005).



Figure 5.12 Véhicules motorisés sur le PAS (Tiré de l'INC del Cusco, 2005).



Figure 5.13 Pierre brûlée par des pratiques touristiques mystiques (Tiré de l'INC del Cusco, 2005).



Figure 5.14 Habitants du PAS
(Tiré de INC del Cusco. 2005)



Figure 5.15 Des locaux tentant d'attirer
l'attention des touristes (Tiré de l'INC del Cusco.
2005).

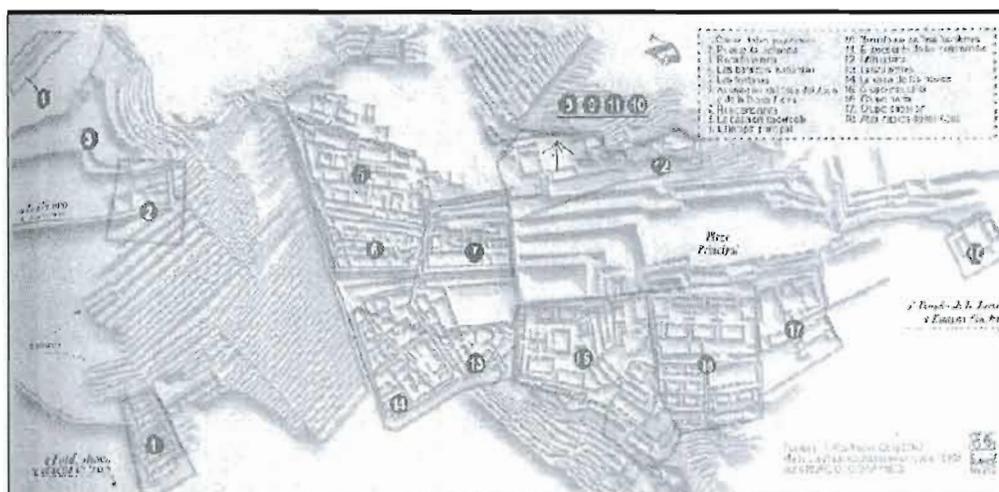


Figure 6.1 Plan des vestiges à Machu Picchu (Tiré de Kauffmann Doig. 2006. p. 46).



Figure 6.2 Vue générale sur Machu Picchu au
début du XX^e siècle (Tiré de Rostworowski de
Diez Canseco. 2006. p. 7).



Figure 6.3 Andenes à Machu Picchu (photo
de l'auteur. 2006).



Figure 6.4 *Intihuatana* (Tiré de Stone-Miller, 1996, p. 202, fig. 163).



Figure 6.5 Végétation envahissante à l'arrivée de Bingham en 1912 (Tiré de Kauffmann Doig, 2006, p. 14).

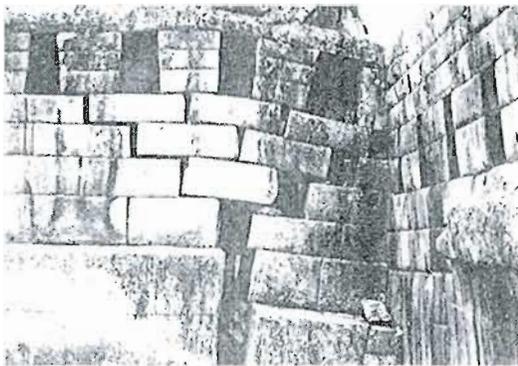


Figure 6.6 Affaissement de structures (Tiré de Bouchard, Carlotto et Usselman, 1992, p. 915, fig. 4).



Figure 6.7 Village d'Aguas Calientes (Tiré de Martorell, 2000, p. 45, fig. 2).



Figure 6.8 Déchets (Tiré de Martorell, 2000, p. 51, fig. 4).

APPENDICE B

DESCRIPTION DU SANCTUAIRE DE PACHACAMAC

Le fameux chemin de l'Inca nommé *Qhapaq Ñan*⁸⁵, cet immense système routier andin de plus de 23, 000 km d'étendue et établi dans des territoires des plus abruptes, relie les quatre régions du *Tahuantinsuyu*. Plusieurs de ces routes se rendent jusqu'aux portes de la quatrième muraille, la plus externe, du sanctuaire de *Pachacamac*. Pour donner une idée de l'étendue du sanctuaire, cette quatrième et dernière muraille se situe à environ un kilomètre de la troisième. (Eeckhout, 1998).

En plus de cette voie de communication extérieure au site, le sanctuaire est à l'origine divisé en plein cœur par une intersection principale, une rue allant du nord au sud et une autre d'est en ouest (fig. 4.4). À partir de ce carrefour que l'on croit avoir été construit par des architectes de la culture Yschma se dégagent des chemins d'accès latéraux menant à une série de dix-sept pyramides à rampes (fig. 4.5) (Paredes Botoni, s.d., p. 17). Quinze d'entre elles figurent dans le périmètre protégé par l'INC alors que les deux autres se situent dans la vallée désertique avoisinante, entre les deuxième et troisième enceintes du sanctuaire d'origine.

⁸⁵ Le *Qhapaq ñan* est un système routier qui avait comme point de départ la ville de Cusco pour ensuite s'étendre à travers les quatre *Suyus*, les quatre régions administratives de l'empire (García et Roca, 2004, p. 142). À certains endroits stratégiques, il pouvait mesurer jusqu'à seize mètres de largeur alors que dans la majeure partie du temps, on n'en comptait que trois. Aujourd'hui, on a retrouvé ses vestiges dans les six pays suivants : il couvre une partie de la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie jusqu'à la moitié nord du Chili et le nord-ouest de l'Argentine (Kauffmann Doig, 2006).

La cité sacrée de *Pachacamac* est enclos à l'intérieur de deux murailles adjacentes. La première d'entre elles – l'enceinte sacrée – renferme les monuments de plus grande importance tels que le *Templo Viejo de Pachacamac*, le *Templo Pintado* et le *Templo del Sol*. La deuxième comprend quant à elle des voies de communication, des cimetières, de nombreuses places et esplanades ainsi que des édifices monumentaux suivant le même modèle architectural des pyramides à rampe (fig. 4.6) (Shimada, 1991, p. XXXIX).

Le *Templo Viejo de Pachacamac* se situe en plein cœur de l'enceinte sacrée, au pied du mont où les Incas élevèrent leur *Templo del Sol*. Aujourd'hui méconnaissable, il aurait été construit par la culture Lima entre l'an 1 et 600 de notre ère. Il couvre une superficie de 25 000 m² et mesure jusqu'à 25 mètres de hauteur à certains endroits. Son plan octogonal est constitué de millions de petites briques en *adobe* de forme carrée façonnées à la main. Avant le début des premières fouilles, il était totalement recouvert de sable.

Pendant longtemps, les chercheurs n'arrivaient pas à s'entendre sur la localisation du *Templo Pintado*, mais aujourd'hui des évidences permettent de bien l'identifier. Il se situe dans la portion centre-nord de l'enceinte sacrée. On y trouva un petit puit rituel et un piédestal peint en bleu. Ce temple était le lieu où se célébrait le culte de *Pachacamac* (Boulanger, 1980, 282). Ce dernier prend plus ou moins la forme d'un rectangle d'une superficie de 6 480 m². Grâce aux fouilles des tombes entreprises par Uhle en 1903, au pied du bâtiment, celui-ci proposa qu'il aurait été construit en deux phases principales : la première d'entre elles caractérisée par l'ensemble peint en rouge et la seconde marquée quant à elle par une amplification des terrasses d'offrandes sur le flanc nord-ouest. Lors de cette période, des fresques polychromes auraient été ajoutées et justifieraient le nom du *Templo Pintado* qu'on lui donna. On compta jusqu'à seize couches superposées de peinture (Paredes Botoni, s.d.).

Le *Templo del Sol*, aussi appelé *Punchao Cancha* ou *Recinto del Dia* (fig. 4.7), est un imposant monument dédié au dieu soleil. Construit par les Incas, il figure parmi les constructions principales du site et vient en seconde importance dans l'empire après le *Coricancha* (fig. 4.8), lieu religieux suprême de Cusco. Spectaculairement érigée sur un mont à l'extrême sud-ouest du site, cette construction pyramidale à la base trapézoïdale comporte

de cinq à sept plates-formes superposées de grandeur décroissante. Sa base couvre une superficie de 30 000 m². Les quelques fresques plâtrées et peintes en jaune et en rouge encore conservées aujourd'hui nous donnent un avant-goût de leur aspect originel. Les plates-formes communiquent entre elles par une série d'escaliers qui débute au centre du premier niveau nord-est (*ibid.*).

Ce temple est probablement construit sur les vestiges d'un temple plus ancien issu de la période Lima. Au sommet, on distingue deux grandes plates-formes sur lesquelles auraient été érigés des bâtiments dont certains devaient faire office de chapelles dédiées aux dieux du panthéon inca. À l'ouest de ce niveau supérieur sont conservés les restes d'une série de pilastres et de longues rangées de niches (fig. 4.9) (Eeckhout, 1998, p. 25).

Lorsque les Incas prirent le contrôle de la cité, ils firent construire, outre le temple dédié au soleil, un bâtiment complémentaire dit *Templo de la Luna*, aussi appelé *le Couvent* ou encore *le Centre éducatif des mamacunas* (fig. 4.10) (Paredes Botoni, s.d., p. 48). Ce dernier aurait fait office de résidence où l'on y éduquait les femmes choisies, les *acclas* de diverses régions de l'empire, destinées au service religieux des temples solaires⁸⁶. Ce *Templo de la Luna* nommé ainsi par Max Uhle se situe à l'ouest du site. Il est constitué d'une enceinte rectangulaire à l'intérieur de laquelle se trouvent plusieurs rangées de chambres et grandes niches trapézoïdales où l'on devait y déposer des offrandes (Boulanger, 1980, p. 281). Des bassins et tout un système hydraulique en face du bâtiment en question devaient être probablement affectés à l'élevage de poissons destinés aux membres de la classe sacerdotale.

La *Plaza de los Peregrinos* s'étend entre le *Templo del Sol* et le *Templo de la Luna* dans la partie basse du site. Sur cette zone aplanie de forme rectangulaire, différente du plan trapézoïdal inca, se dressent des rangées de cylindre en *adobe* qui, à l'origine, devaient soutenir une toiture. Cette esplanade d'approximativement 32 000 m² devait être un lieu de

⁸⁶ Certaines des *acclas* pouvaient devenir les concubines de la noblesse provinciale ou simples productrices de biens et services (Hiram Bingham, [1948] 1990, p. 50). Des squelettes de femmes entourés d'un intéressant mobilier funéraire ont été trouvés en ces lieux démontrant du coup que l'on y pratiquait des sacrifices humains, probablement au dieu soleil (Boulanger, 1980, p. 281).

rassemblement important. Au moment de l'intégration de *Pachacamac* au *Tahuantinsuyu*, cette place existait probablement déjà. Elle aurait fait l'objet de modifications par la suite (Paredes Botoni, s.d., p. 45).

APPENDICE C

DESCRIPTION DE VESTIGES DE SACSAYHUAMAN

1. L'Apu⁸⁷ *Sacsayhuaman* et son histoire préhispanique

Différentes ethnies occupent les environs de la ville de Cusco avant même que s'y installent les Incas vers l'an 1200. Il demeure encore difficile de déterminer à l'heure actuelle les lieux spécifiques de ces anciens établissements (INC del Cusco, 2005). Selon les études archéologiques de J.H. Rowe, Chávez Ballón, Luis Barreda Murillo, Italo Oberti et autres, les premiers vestiges archéologiques, qui remontent à 1000 avant J.C., se situent au sud de la ville de Cusco (*ibid.*; Rowe, 2003). Ces découvertes font prendre conscience que plusieurs cultures successives se seraient développées ou épanouies en ces lieux avant les Incas (Rostworowski de Diez Canseco, 2006, p. 24).

Vers l'an 1100, la vallée du Cusco est déjà répartie en une série de clans familiaux (lignage) nommés *ayllus*⁸⁸. Ces derniers regroupés en « moitiés » s'intitulent respectivement *Hanan Saya* « Moitié d'en haut » et *Hurin Saya* « Moitié d'en bas » (Métraux, 1961, p. 57). Cette division bipartite de la population et de l'organisation de l'espace des civilisations andines est

⁸⁷ Selon les croyances quechuas, les *apus* sont des dieux mineurs locaux qui résident dans les montagnes. Ce sont des lieux nés de la terre, la *Pachamama* (García et Roca, 2004, p. 45).

⁸⁸ Les *ayllus* forment la base de la société inca. Ces petites communautés rurales, quasi endogames, et autonomes constituent de véritables cellules de l'empire. Les familles d'un *ayllu* se réclament d'un ancêtre commun et se considèrent du même sang, quoiqu'ils adoptent parfois des membres sans liens familiaux. Ils ont des obligations mutuelles, des croyances et des traditions communes. Souvent, les membres possèdent leur propre huaca à la forme d'un objet naturel telle une montagne ou une roche. Le chef héréditaire nommé *curaca* dirige normalement les *ayllus* qui, en plus d'organiser les tâches agricoles de la communauté, agit en tant que juge et conseiller. Les conditions sociales et politiques varient d'un *ayllu* à l'autre. Ils sont donc des unités autosuffisantes qui exercent le troc, éduquent leur progéniture et cultivent la terre (Lumbreras, 1985, p. 337; Métraux, 1961).

toujours opératoire aujourd'hui dans certaines communautés des hautes-terres. Par contre, peu d'explication permettent d'éclaircir la signification de cette division duale qui semble avoir toujours existée (Gasparini et Margolies, 1980, p. 58).

Avec les Incas, deux grandes dynasties de souverains apparaissent: d'abord la dynastie hurin et ensuite celle dite hanan. La première correspond à celle du premier Inca, Manco Capac, fondateur de la capitale inca nommée Cusco et précurseur de l'État inca. La deuxième grande famille, hanan, passe au pouvoir à partir du XI^e souverain, c'est-à-dire avec l'Inca Roca. La deuxième famille marque en quelque sorte l'expansion de l'empire et laisse place à une série de chefs conquérants. Cusco, comme plusieurs autres agglomérations andines, est érigé conformément à ce concept dual. Les premiers clans royaux viennent du hurin Cusco alors qu'à la suite de la réforme et de la reconstruction de la ville avec l'Inca Pachacutec (1438-1471), le hanan Cusco, avec *Sacsayhuaman*, est dorénavant considéré comme la division la plus puissante de la société inca (fig. 5.7) (*ibid.*, p. 285).

Les fonctions sociales et religieuses des moitiés n'ont jamais été clairement déterminées (Métraux, 1961, p. 59). Or, des chercheurs croient que le hanan Cusco constitue la moitié militaire et religieuse dominante, avec *Sacsayhuaman* comme lieu central, alors que le hurin est caractérisé pour sa moitié domestique et religieuse, avec le *Coricancha* comme assise. Malgré leurs disparités, ces deux sections urbaines s'équilibrent (Stone-Miller, 1996, p. 196). D'autres théories tentent même de démontrer que deux rois régnaient en même temps, hypothèse qui justifierait la récurrence des moitiés comme modèle urbanistique choyé des communautés andines (*ibid.*, p. 285).

Lorsque Pachacutec, IV^e souverain de la dynastie hanan, gagne la guerre face aux Chancas, il fait réédifier le Cusco qu'il transforme en une ville de grande splendeur. Il en fait un centre administratif et culturel grandiose à partir duquel sont diffusés le culte au soleil, le *runa simi* (le quechua populaire), l'histoire de l'empire et les traditions. L'urbaniste Pachacutec accentue davantage la division bipartite de la cité dont le point central serait pour certains le

Coricancha, le temple du soleil du hurin Cusco⁸⁹. Il ordonne que résident au hanan Cusco les cinq *ayllus* de ses ancêtres. Ainsi, selon la conception duale andine, le PAS se situe dans la juridiction du hanan Cusco.

Par ailleurs, cet roi Inca redessine la ville en prenant le soin de lui donner une configuration singulière, celle d'un puma. La montagne de *Sacsayhuaman* correspond à la tête de l'animal alors que la confluence des rivières Tullymayo et Huatanay en constitue la queue, là où se situe encore aujourd'hui une place nommée *Pumac Chupan* signifiant queue de puma (fig. 5.7) (Gasparini et Margolies, 1980, p. 45). La conception andine considère cette bête comme le gardien du monde terrestre. À l'époque du *Tahuantinsuyu*, les bâtiments importants de Cusco se retrouvent tous à l'intérieur du corps de ce félin, quoique la ville actuelle en déborde (Stone Miller, 1996, p. 194).

Il est reconnu que Cusco, et plus précisément le *Coricancha*, était le centre à partir duquel se divisait l'empire en quatre régions administratives: Chinchaysuyo, Contisuyo, Antisuyo et Collasuyo. C'est aussi à partir de ce temple que prenait naissance un système rituel constitué de 328 lignes imaginaires appelées *ceques* (Stone-Miller, 1996, p. 196). Au long de ces *ceques* est disposée une série de *huacas* ou de lieux d'adoration tels des monuments, édifices, roches ou rivières. Les *ceques* forment un arrangement irrégulier et arbitraire. Leur entretien et les sacrifices que l'on y pratiquait à l'époque inca incombent aux *ayllus* (Zuidema, 1986). On estime leur nombre dans les environs de Cusco à environ 500 (Métraux, 1961, p. 127). À ce titre, le PAS représente une zone de grande importance religieuse, laquelle est traversée par six *ceques* liés au chemin menant au *Chichaysuyu* et *Antisuyu* (INC del Cusco, 2005). Toutefois, ces chemins rituels ont été détruits à l'époque coloniale; conséquence du processus « d'extirpation des idolâtries » et de la privatisation des terres par les Espagnols.

L'époque de la mise en chantier de *Sacsayhuaman* est aussi incertaine. Aujourd'hui on s'entend pour dire qu'elle débute sous les commandements de Pachacutec et qu'elle se poursuit pendant les règnes de Topa Inca Yupanqui (1471-1493) et de Huayna Capac. (1493-

⁸⁹ Les discussions sur les limites du hanan et du hurin Cusco ont toujours lieu. La place *Haukaypata* 9 (l'actuelle Place d'armes), la rue Maruri ou le Temple du *Coricancha* seraient les principaux points de litige sur la question de la fraction de la ville (INC del Cusco, 2005).

1527) sur une durée d'environ 67 ans (Gasparini et Margolies, 190, p. 288 ; INC del Cusco, 2005). Tupac Inca Yupanqui aurait fait appel à plus de 20 000 tâcherons recrutés à travers l'empire pour travailler sous la direction de Apu Huallpa Rimachu et par la suite de Maricanhi, Acahuana Inca et de Calla Cunchuy (Pardo, 1957, p. 142).

2. Description physique des vestiges de *Sacsayhuaman*

Compte tenu du grand nombre de vestiges que contient le PAS, la description du site présentée à l'instant se base sur une sélection des bâtiments et des zones centraux de la colline de *Sacsayhuaman*. D'autres lieux sacrés du PAS mériteraient tout autant notre attention.

2.1 Les remparts

Sacsayhuaman est d'abord facilement reconnaissable à ses trois imposants remparts en redents, étagés les uns au-dessus des autres (fig. 5.3). Chacun d'eux représente les trois niveaux interreliés du monde religieux du *Tahuantinsuyu*⁹⁰. Ils sont en faible retrait les uns des autres de façon à ménager entre eux un terre-plein d'une dizaine de mètres de largeur (Boulangier, 1980, p. 304). Ce n'est qu'après trois mois de fouilles entreprises dès le 27 novembre 1934 que Valcárcel en fit la découverte (Valcárcel, 1935).

⁹⁰ Le premier niveau porte le nom de *Ukhu Pacha*, le monde d'en bas. Dans le système de pensée quechua, ce monde occupe l'intérieur de la planète où se rencontrent les énergies du chaos servant à générer éternellement la vie et la mort. Il est aussi le ventre de la nature, une source nutritive de même que le lieu final des êtres vivants après leur passage sur la terre. Il est à la fois le début et la fin. Le serpent serait son effigie. Le second se nomme *Kay Pacha* et représente le monde dans lequel nous vivons. Il correspond à la superficie de la terre et de la mer, régions habitées par l'homme et les êtres vivants et inanimés visibles et invisibles en permanente transformation. Ce niveau, à la fois espace et temps, est peuplé de plantes, d'animaux, de montagnes, de lagunes, de rivières et de forces naturelles qui partagent le monde avec les êtres humains de la planète. C'est aussi à ce niveau que se produisent les manifestations atmosphériques, les saisons et l'aller et retour des forces naturelles qui permettent la continuité de l'ordre cosmique. Le puma le symbolise. Quant au troisième portant le nom de *Hanan Pacha*, il évoque le monde d'en haut, c'est-à-dire celui des dieux. C'est le ciel où habite le soleil (*Inti*) et la lune (*Mama Killa*), les astres et les constellations. Le condor est son symbole (Garcia et Roca, 2004).

Il découvre d'abord le premier rempart dans le secteur septentrional et ensuite fait la mise au jour des voies intérieures du second rempart. Bien entendu, il découvre à la toute fin le troisième, qu'il jug avoir subi le plus de destruction (*ibid.*). Disposés au nord de l'acropole, les remparts font face à une place centrale du nom de *Chuquipampa* (5.3) qui divise le site en deux : d'un côté, la colline de *Sacsayhuaman*, et de l'autre, celle de *Suchuna* ou *Rodadero* en espagnol. On devait en faire usage lors de cérémonies, à l'image de la reconstitution actuelle de l'*Inti Raymi*, fête en l'honneur du dieu soleil célébrée lors du solstice d'hiver soit le 24 juin de chaque année.

Par ailleurs, la partie sud de la colline de *Sacsayhuaman* est naturellement inexpugnable, car protégée par une falaise. Son premier rempart se compose de blocs de pierre gigantesques de forme polygonale de huit ou neuf côtés dont l'un d'entre eux mesure près de neuf mètres de hauteur (Lumbreras, 1985, p. 346). Les points de rencontre des angles ont été soigneusement arrondis. Il comporte trois portes d'entrée qui rendent possible la communication entre l'esplanade et l'intérieur de ce premier rempart (fig. 5.4) (Pardo, 1957, p. 132). Le deuxième suit le même plan que le premier, mais les blocs de pierre qui le constituent sont de taille plus réduite. Les pierres du troisième rempart, qui mesure trois mètres de hauteur, ont aussi la même forme que les autres quoiqu'elles soient de taille encore plus modeste. Un escalier à partir de celui-lui donne accès à une place supérieure de forme rectangulaire sur laquelle se trouvaient divers bâtiments dont les trois tours. Des conduits, retrouvés à une hauteur considérable sur les murs des trois remparts, devaient servir de canal phonique utile à la transmission des ordres.

2.2 Les tours

Lors des fouilles de 1934, Valcárcel décèle aussi les fondations de deux grandes tours et des canaux indispensables à l'approvisionnement en eaux des différents secteurs. À cette époque, la base de la troisième et dernière tour était toujours enfouie (Valcárcel, 1934, p. 4). La première d'entre elles, identifiable à sa forme rectangulaire, porte le nom de *Sallacmarca*. Elle aurait disposé d'un deuxième étage rendant possible l'entreposage des provisions de la garnison (Pardo, 1957, p. 128).

La tour *Muyucmarca* aurait été quant à elle le temple principal des lieux et un réservoir relié à un système de quatre canaux de pierre répartissant l'eau dans les divers secteurs de la citadelle (*ibid.*). Une série de puits semi-circulaires enfermés dans un carré entourait le réservoir central (fig. 5.5). Seule sa base de pierres polygonales, exécutée selon le style *almohadillado*⁹¹, demeure visible aujourd'hui. Certaines études proposent qu'elle aurait eu quatre étages superposés dont le premier était de forme carrée alors que les autres auraient eu une forme cylindrique. Elle aurait été couronnée par un toit conique qui lui aurait donné une hauteur totale de vingt mètres. Elle est le lieu de la résistance des Indiens contre les Espagnols lors de la rébellion de Manco Inca qui débute en 1535 (Azevedo, 1982, p. 92). *Paucamarca*, la dernière tour, attire moins les regards que les deux autres. Son enfouissement a rendu sa mise au jour difficile. Il ne reste de sa base carrée que certaines pierres encore en place.

2.3 La colline *Rodadero* ou *Suchuna*

En face de la muraille, de l'autre côté de l'esplanade, se trouve le promontoire naturel connu sous le nom de *Rodadero* ou de *Suchuna*. En raison de la découverte de nombreuses entailles dans la roche *in situ*, tels des plates-formes, des canalisations, des escaliers et des sièges, les chercheurs lui associent un rôle cultuel (Ramos Condori, 1998 ; Pardo, 1957). Sans trop forcer la voix, il est possible à partir du *Rodadero* de s'adresser à des personnes situées sur l'esplanade. C'est aussi sur ce rocher que se trouve le trône de l'Inca (Stone-Miller, 1996, p. 198). C'est probablement à partir de cet endroit au panorama splendide que l'Inca devait assister à des cérémonies et voir au ralliement de ses troupes.

Plus au nord, se retrouve une série de roches striées et ondulées de couleur verte semblant émerger d'un volcan. La présence de cette formation géologique aussi étonnante qu'inusitée rompt avec la continuité des lieux construits (fig. 5.6). Certains croient en sa genèse volcanique alors que d'autres adhèrent plutôt à celle d'une altération possible par la présence des glaciers il y a des millions d'années. On pense aussi que durant les temps immémoriaux,

⁹¹ Le style *almohadillado* consiste en un parement de pierres de taille parfaitement assemblées. Au niveau des joints, elles ont été renfoncées et polies, ce qui crée du relief (Pardo, 1957, p. 141).

la vallée du Cusco, ou *Watanay*, n'était pas composée de terres fertiles comme aujourd'hui, mais qu'elle aurait été formée de trois lacs anéantis successivement sur une distance de 30 kilomètres. C'est pour cette raison qu'on attribue à la formation lithique nommée *Yunkaypata*, située au sein du PAS et à proximité des vestiges de *Sacsayhuaman*, une origine marine dont l'âge est estimé à environ 80 millions d'années (INC del Cusco, 2005).

APPENDICE D

DESCRIPTION DES VESTIGES DE MACHU PICCHU

Circonscrit par des versants généralement escarpés, l'ensemble de la citadelle de *Machu Picchu* se dissimule parmi un milieu naturel sillonné de rivières et de vertes vallées (fig. 6.2) (Condori, 1998, p. 131). Il s'étend entre les tertres *Machu Picchu* et *Huayna Picchu* sur environ 800 mètres (Kauffmann Doig, 2006, p. 47). Le mot *picchu* doit être un dérivé du terme espagnol *pico*, lequel signifie la cime d'une montagne (*ibid.*, p. 14). On s'entend toutefois pour dire que *Machu Picchu* signifie « vieux pic », et *Huayna Picchu* « jeune pic » (Pardo, 1957, p. 262).

Le chercheur américain Hiram Bingham ainsi que d'autres spécialistes octroyèrent à chacune des parties du site des noms arbitraires. D'abord, ils identifièrent deux secteurs principaux : la zone agraire, en raison de ses espaces employés à l'agriculture, et la zone urbaine, caractérisée par ses éléments architecturaux. C'est le *fossé sec*, ce canal qui facilitait le drainage des eaux de pluie, qui marque la frontière physique entre les deux (Kauffman Doig, 2006, p. 50). En plus de cette division bipartite notoire, on subdivisa le secteur urbain en un espace sacré, puisque localisé en élévation, et en un quartier résidentiel situé dans la partie inférieure. Malgré tous ces espaces distincts, une combinaison d'allées et d'escaliers taillés dans la pierre les relie entre eux. Un étroit canal approvisionné par une source souterraine diffusait l'eau à travers la cité.

1 La zone agricole

En raison de la topographie abrupte des lieux, les Incas durent mettre en place un système de terrasses étroites, indispensables à l'agriculture, nommées *andenes* (fig. 6.3). Distinguées en deux types, elles étaient soit constituées à des fins agricoles ou destinées à retenir les

remblais afin d'éviter les éboulements et l'érosion des sols par la pluie (García et Roca, 2004, p. 150). Toujours orientées vers le soleil, ces terrasses exploitées à des fins agraires consistent en un mur de pierres irrégulières destiné à soutenir une plateforme couverte de terre fertile. En plus de retrouver des *andenes* dans cette zone agricole, on y observe une série d'édifices que Bingham appelait les *Maisons des gardiens* (1990).

2 La zone urbaine

La zone urbaine, scindée en deux espaces par une longue esplanade d'environ 200 m², est composée d'un quartier sacré ainsi que d'un quartier résidentiel (Valencia Zegarra et Gibaja Oviedo, 1992). La forte dénivellation qui les distingue reprend les concepts de basse et haute ville, du *hanan* et du *hurin*. Cette zone urbaine compte des agglomérations de bâtiments plus réduites, des nombreuses rues, environ 3000 marches, ainsi que des canaux d'irrigation (Kauffmann Doig, 2006, p. 50).

Le quartier sacré débute par la porte d'accès à la ville connue sous le nom de *Portada de la Ciudad*. C'est par là que les excursionnistes pénètrent dans la citadelle à la fin de leur aventure sur le chemin de l'Inca (*ibid.*, p. 51). On y observe le *Temple du soleil*, reconnaissable à sa forme en demi-cercle. Ce bâtiment prend place au sommet de la rue des fontaines, laquelle longe une succession de seize bains cérémoniels étagés. On le connaît aussi sous les noms de *l'Observatoire* ou *Torreón*. Les pierres granitiques de forme polygonale et hautement polies qui le constituent reposent sur un grand rocher. À l'intérieur, les niches et les fenêtres en forme typique de trapèze alternent entre elles. En juin, au moment du solstice, le soleil cadre parfaitement dans les orifices de la fenêtre centrale (Stone-Miller, 1996, p. 205).

Dans la partie inférieure du rocher sur lequel repose le *Temple du soleil* se déploie une caverne accessible par un escalier diagonal creusé à même cette roche cyclopéenne. L'intérieur, soigneusement taillé, s'ouvre sur une petite salle. On y retrouve des niches et des piliers monolithiques (Boulanger, 1980, p. 266). Pendant plusieurs années, on croyait que cet

espace nommé le *Tombeau royal* ou *Mausoleo Real* était un lieu de sépultures sacrées. C'est aussi dans ce même secteur de la cité que se situent les résidences de l'Inca et du prêtre du soleil.

La *Cámara de los Ornamentos*, composée de niches utilitaires, attire l'attention en raison des deux blocs de pierre qui marquent son entrée : chacun d'eux contient la marque d'environ trente-deux angles (Kauffmann Doig, 2006, p. 51). Ce lieu bâti fait suite à une série de 70 marches s'ouvrant sur une succession de plateformes. C'est là où se trouve la pierre de dominance verticale surmontée d'un gnomon prismatique appelée l'*Intihuatana* (fig. 6.4). Cet appendice, utilisé lors d'observations cosmologiques, se situe dans la partie la plus élevée des lieux (Helfer Arguedas, 2005).

Un peu plus à l'Ouest se déploie le *Temple des trois fenêtres*, composé d'énormes polyèdres taillés. Un de ses trois murs est muni de trois fenêtres de forme trapézoïdale. Selon la croyance générale, il devait s'agir d'un lieu subordonné à la pratique de rituels et de cérémonies divers. Au sein de cette même section prend place un second temple connu sous le nom de *Temple central*. Il est reconnu pour n'avoir que trois murs de soutien composés de grands monolithes complétés par des pierres plus modestes.

Le quartier résidentiel inclut quant à lui divers ensembles de bâtiments dont celui dit « des prisons », de l'*Édifice aux trois portes* et du groupe haut. C'est là aussi que se situe la *roche sacrée*, une réplique des *apus*. Il s'agit d'une pierre monolithique monumentale calquant le profil de la montagne campée derrière elle (Stone-Miller, 1996, p. 190).

La plupart des structures furent construites avec des blocs de granite issus d'une carrière avoisinante. Les techniques de construction divergent selon les fonctions assignées à chacun des bâtiments (*ibid.*). Dans certains cas, le remarquable polissage de la maçonnerie polygonale permet un assemblage soigné et parfait des pierres. Ailleurs, l'agencement ordonné des éléments lithiques aux dimensions disparates crée une unité. En général, l'ornementation architecturale est plutôt discrète (Boulanger, 1980, p. 263).

APPENDICE E

TRADUCTION FRANÇAISE DES CITATIONS EN ESPAGNOL

Page xvi

«Sin una sustancial relación con los fuertes caracteres del Perú como país, y sin una llama verdaderamente inextinguible y profunda de inspiración, los espíritus débiles no se nutren con las extrañas corrientes en las que se ven envueltos, sino que se acaban y agotan girando tras inalcanzables modelos ; porque carecen de vínculos reales con alguna región del mundo. El universalismo puro, abstracto aún no existe. El hombre adquiere sus caracteres particulares tanto en el vientre materno como en el seno de la comunidad en la cual se forma. En nuestros tiempos esta necesidad de comunión con el hombre y el paisaje nativos, y a través de él con el universo, aparece al mismo tiempo que «desesperación» y el individualismo extremo de quienes por haber perdido toda clase de vínculos de esta naturaleza se ven frente al vacío».

Sans une relation substantielle avec ce qui caractérise le Pérou comme pays, et sans une flamme véritablement inextinguible et profonde d'inspiration, les esprits faibles ne s'alimentent pas des courants étrangers dans lesquels ils se trouvent enveloppés, mais ils s'achèvent et s'épuisent, tournant autour de modèles inaccessibles, car des liens réels avec quelconque autre région du monde sont manquants. L'universalisme pur et abstrait n'existe même pas. L'homme acquiert ses traits de caractère particuliers tant dans le ventre maternel qu'au sein de la communauté dans laquelle il grandit. Actuellement, à travers ce besoin de communion entre l'homme et les paysages de sa nation, entre lui et l'univers, apparaissent en même temps la «désespérance» et l'individualisme extrême. Ceux qui ont perdu toute forme de liens avec la nature font face au vide.

Page 14

«Definitivamente, el mundo andino era muy original y diferente como para que hombres venidos de ultramar y preocupados sobre todo por ganar honores y fortuna, o evangelizar por la fuerza a los naturales, pudiesen comprenderlo. De este modo, se forjó la brecha entre el pensamiento andino y occidental, que hasta hoy nos continúa dividiendo como nación » (2006, p. 13).

Définitivement, le monde andin était trop original et différent pour être compris par des hommes venus d'outremer, surtout intéressés à gagner honneur et fortune ou à évangéliser les

natifs par la force. De cette manière s'est forgée la brèche entre les pensées andine et occidentale qui, jusqu'à aujourd'hui, continue de nous diviser en tant que nation.

Page 15

« Artículo 11 : Definición

Se entiende por bien integrante del Patrimonio Cultural de la Nación toda manifestación del quehacer humano –material o inmaterial- que por su importancia, valor y significado paleontológico, arqueológico, arquitectónico, histórico, artístico, militar, social, antropológico, tradicional, religioso, etnológico, científico, tecnológico o intelectual, sea expresamente declarado como tal o sobre el que exista la presunción legal de serlo. Dichos bienes tienen la condición de propiedad pública o privada con las limitaciones que establece la presente Ley » (INC del Cusco, 2006b).

Article 11 :

S'entend comme bien faisant partie du patrimoine culturel de la nation toute manifestation du travail humain – matériel ou immatériel – pour son importance, sa valeur ou sa signification paléontologique, archéologique, architectonique, historique, artistique, militaire, sociale, anthropologique, traditionnelle, religieuse, ethnologique, scientifique, technologique ou intellectuelle, étant déclarée comme tel ou étant présumée l'être légalement. Ces dits biens peuvent être de propriété publique ou privée, en plus d'être soumis aux limitations de la présente Loi.

Page 16

« De conformidad con las recomendaciones y convenios internacionales, el Patrimonio Inmueble del Perú que debe ser estudiado mediante investigaciones arqueológicas » (INC del Cusco, 2006b).

En conformité avec les recommandations et les conventions internationales, le patrimoine immobilier du Pérou doit être étudié par l'entremise d'investigations archéologiques.

Page 17

« a. Monumentos arqueológicos Prehispánicos. – Todos los restos de actividad humana de época Prehispánica que subsisten en el paisaje, de manera superficial, subyacente y/o subacuática.

b. Monumentos Históricos Coloniales y Republicanos. – Todos los restos de actividad humana de época colonial y republicana que subsisten en el paisaje, de manera superficial, subyacente y/o subacuática. Se consideran así a las obras arquitectónicas, escultóricas y pictóricas monumentales y las inscripciones correspondientes a estas épocas. Los trabajos de arqueología en este caso, servirán para el estudio de los elementos materiales constitutivos de estos monumentos » (*ibid.*).

a. Monuments archéologiques préhispaniques. – Tous les restes de l'activité humaine de l'époque préhispanique qui subsistent dans le paysage, de manière superficielle, sous-jacente et/ou subaquatique.

b. Monuments historique coloniaux et républicains. – Tous les restes de l'activité humaine des époques coloniale et républicaine qui subsistent dans le paysage, de manière superficielle, sous-jacente et/ou subaquatique. Sont considérées ainsi les œuvres architectoniques, sculpturales et picturales monumentales, et les inscriptions correspondantes à ces époques. Les travaux d'archéologie, dans ce cas, serviront à l'étude des éléments matériels constitutifs de ces monuments.

Page 18

« A diferencia de la etapa anterior cuando los monumentos pre-hispánicos sólo se consideraban « cosas de indios y **gentiles** », que se podían saquear para extraer tesoros de oro y plata, los nuevos gobiernos ensalzaban a los incas y dieron leyes para proteger y conservar los restos de pasado » (1996a, p. 153).

À la différence de l'étape antérieure, quand les monuments préhispaniques étaient considérés comme des « choses d'indiens et du peuple », il était possible de voler les sites archéologiques afin d'en extraire des trésors en or et en argent. Les nouveaux gouvernements encensèrent les Incas et créèrent des lois pour protéger et conserver les reliques du passé.

« Durante la dominación española, no obstante el irreparable estructural que sufrió la cultura andina, originado por el desigual enfrentamiento de dos mundos, la insaciable sed de oro que animó la conquista significó pillaje saqueo de templos y palacios escombramiento y remoción de las huacas – a más de la destrucción que implicó la cruzada extirpadora de la idolatría, proceso que cubre tres siglos, la magnitud de la destrucción material, en términos comparativos, es menor que la depredación de los monumentos arqueológicos que domina la República » (Avalos de Matos, 1973, p. 7).

Au cours de la domination espagnole, la culture andine a énormément souffert en raison de l'affrontement des deux mondes et de l'insatiable soif d'or qui animait la conquête. Cette période a signifié le pillage des temples, la mise à sac des palais ainsi que des huacas. En plus de la destruction qu'implique la croisade visant à éliminer l'idolâtrie, un processus qui dura plus de trois siècles, l'ampleur de la destruction matérielle au moment de la colonisation, en termes comparatifs, est moins importante que la dépravation des monuments archéologiques exécutée depuis l'époque républicaine.

Page 23

« Artículo 21.- Los yacimientos y restos arqueológicos, construcciones, monumentos, lugares, documentos bibliográficos y de archivo, objetos artísticos y testimonios de valor histórico, expresamente declarados bienes culturales, y provisionalmente los que se presumen como tales, son patrimonio cultural de la Nación, independientemente de su condición de propiedad privada o pública. Están protegidos por el Estado » (Comisión Andina de Jurista, 2006).

Article 21 – Les gisements et les restes archéologiques, les constructions, les monuments, les lieux, les documents bibliographiques et d'archives, les objets artistiques et les témoins de valeur historique, expressément déclarés biens culturels, et ceux qui sont provisoirement

présuplés comme tels forment le patrimoine culturel de la Nation, qu'ils soient de propriété privée ou publique. Ils sont protégés par l'État.

Page 33

« Con gran frecuencia se ven obligados a repetir textos, casi siempre extranjeros, inaplicables a las condiciones y necesidades de la arqueología de nuestro país. En otros casos, la improvisación conduce a una información distorsionada y muchas veces engañadora, sobre procedimientos, métodos y teoría, que no son de su dominio » (Instituto Andino de Estudios Arqueológicos, 1982, p. 3).

Souvent, ils se voient obligés de consulter des textes, presque toujours étrangers, inapplicables aux conditions et aux nécessités de l'archéologie de notre pays. Dans d'autres cas, l'improvisation conduit à une information erronée et souvent trompeuse quant à des procédés, à des méthodes et à des théories qui ne relèvent pas de son domaine.

Page 38

« Existe también algo que es imprescindible tener en cuenta, es que cada región, cada ciudad, sobre todo en este país tan variado que es el nuestro, tiene sus propias características : nadie podría dar recetas, yo mismo que nadie viniendo de una ciudad como Cuzco que es diferente de Cajamarca o diferente de Trujillo, de Lima : porque cada región tiene su propia tecnología, sus propios usos, sus propios recursos naturales, sus propias canteras de material [...]. En cada lugar hay particularidades y sobre todo en lo que respeta a la tecnología de construcción » (1987, p. 50).

Il existe aussi une chose qu'il est essentiel de prendre en compte : c'est que chaque région et chaque ville de notre pays si varié a des caractéristiques propres. Personne ne peut donner de recettes. Cuzco est différente de Cajamarca, de Trujillo ou de Lima. Chaque région a sa propre technologie, ses propres usages, ses propres recours naturels et ses propres matériaux [...]. En chaque lieu, il y a des particularités, surtout en ce qui concerne la technologie et les techniques de construction.

Page 40

« Huaquear es " como una garantía o un seguro de vida ", aunque saben que es ilegal y que tienen que arriesgarse al ponerse en contacto con organizaciones del mercado negro internacional » (Gündüz, 2001, p. 13).

Huaquear c'est « comme un garantie ou une assurance de vie », même s'ils savent que c'est illégal et qu'ils doivent se risquer à entrer en contact avec des organisations issues du marché noir international.

Note de bas de page

Y es comprensible esta alienación, este desarraigo y abandono de lo nuestro; porque son muy pocos los vestigios culturales que se logran apreciar, por encontrarse en colecciones inalcanzables, fuera de nuestros conocimientos y posibilidades económicas; y las mejores colecciones están fuera del Perú, o porque las que logramos ver (con pocas excepciones) están descontextualizadas de sus referencias culturales,

habiendo sido extraídas sin ningún método científico, privándonos del conocimiento de las implicancias de su estructura cultural » (2003, p. 48).

Et cette aliénation, ce déracinement et cet abandon de ce qui est nôtre est compréhensible, car très peu de vestiges culturels ont réussi à être appréciés, étant maintenant dans des collections inaccessibles, loin de nos connaissances et de nos possibilités économiques. Les meilleures collections se trouvent à l'extérieur du pays alors que celles qui nous sont accessibles (à très peu d'exception près) ont perdu leurs références culturelles, ayant été extraites de leur structure culturelle sans méthode scientifique adéquate.

Page 43

« Los actuales pobladores de los alrededores, si es que tienen conocimiento de su existencia, las denominan « las ruinas », considerándolas un inútil y odioso obstáculo para sus planes de expansión urbana, y no entienden la razón que atrae a tantos visitantes extranjeros que llegan desde lejos y recorren absortos sus caminos, plazas y edificios derruidos. Es posible que desconozcan que fueron sus propios antepasados étnicos quienes lo edificaron. La mayoría de los pobladores de Lima, que está a pocos kilómetros del santuario, nunca visitaron el sitio, o lo hicieron de niños en algunas excursión colegial, y no la recuerdan, o ignoran su existencia, lo cual equivale a vivir en El Cairo y no haber visitado las pirámides » (2003, p. 48).

Les actuels habitants des alentours, s'ils en connaissent l'existence, les nomment « les ruines », les considérant comme des obstacles inutiles et abjects aux plans d'expansion urbaine. Ils ne comprennent pas la raison qui attire tant de visiteurs étrangers intéressés à parcourir ces chemins, ces places et ces édifices démolis. Il est possible qu'ils ignorent l'origine de leurs ancêtres qui les ont construits. La majorité des habitants de Lima, qui habitent à quelques kilomètres du sanctuaire, n'ont jamais visité le site. Certains y sont allés lorsqu'ils étaient très jeunes dans le cadre d'une excursion scolaire et ne s'en souviennent plus, ou encore ignorent son existence. C'est comme de vivre au Caire et de n'avoir jamais visité les pyramides.

« Como consecuencia de todo esto, nuestras nuevas generaciones siguen ignorando y despreciando a nuestras minorías étnicas y, en general, a la mayor parte de nuestros valores autóctonos. [...] Homogeneización del país, actitud peyorativa y discriminación hacia los grupos percibidos como diferentes, y desdén por lo cultura, son los rasgos característicos de los grupos dominantes de este Perú republicano » (1986, p. 19).

Comme conséquence, nos nouvelles générations continuent d'ignorer et de déprécier nos minorités ethniques et, en général, la majeure partie de nos valeurs autochtones. [...] L'homogénéisation du pays, attitude néfaste et discriminatrice envers les groupes perçus comme différents, et le dédain pour la culture sont les traits caractéristiques des groupes dominants du Pérou républicain.

Page 48

« Existe también un deterioro de las expresiones culturales autóctonas, pues han pasado a ser un producto de consumo del turista. Las vestimentas tradicionales, usadas o guardadas con veneración por el campesino, son transformadas en simples objetos comerciales. [...] Ceremonias y fiestas tradicionales tienden a perderse y a desnaturalizarse debido a todo el circuito comercial creado en torno a ellas. La afluencia masiva de extranjeros, que llega a congestionar los sitios tradicionales de la ciudad, las ruinas y los monumentos históricos, hace que estos sitios pierdan su significado [...] » (1981, p. 173).

Il existe aussi une détérioration des expressions culturelles autochtones, puisqu'elles sont devenues un produit consommé par le touriste. Les vêtements traditionnels, utilisés et gardés avec vénération par les paysans, sont transformés en simples objets commerciaux. [...] Les cérémonies et les fêtes traditionnelles tendent à se perdre et à se dénaturiser en raison d'un réseau commercial qui les englobe. L'affluence massive des étrangers, qui arrivent à congestionner les sites traditionnels de la ville, les ruines et les monuments historique, fait que ces sites perdent leur signification.

RÉFÉRENCES

Acteurs sociaux oeuvrant dans le monde culturel

Bustamente y Bustamente, Alfonso. 2000. « Empresa privada y Patrimonio cultural : El Caso de la Telefónica del Perú ». Chap. in *Patrimonio Cultural del Perú II*. Lima : Fondo Editorial del Congreso del Perú, p. 439-448.

Convenio Andrés Bello, *Perfil Institucional*, site web consulté en juin 2007, http://www.convenioandresbello.org/cab8/index.php?option=com_content&task=view&id=219&Itemid=72&limit=1&limitstart=2, sous le titre « Misión ».

KIVU Nature inc, *Knowledge, Imagery, Vision, and Understanding*, site web consulté en octobre 2006, <http://www.kivu.com>, sous le titre « Indegenous People ».

Restauradores Sin Fronteras, *¿Quiénes somos ?*, site web visité en octobre 2006, <http://www.restauradores-sinfronteras.org/>, sous le titre « Nuestros objetivos ».

La presse affaire. *Scotia vise une autre banque au Pérou*, site web consulté en décembre 2007, <http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/article/20071123/LAINFORMER/71123088>, sous le titre « S'informer ».

Aspects théoriques sur le patrimoine, la culture et l'art

Association québécoise pour le patrimoine industriel, *Introduction au patrimoine industriel*, site web consulté en septembre 2006, <http://www.aqpi.qc.ca/index.html>, sous le titre « Pourquoi le patrimoine industriel ? ».

Baudrillard, Jean. 1968. *Le système des objets*. Paris : Gallimard, p. 89-128.

_____. 1983. *Les stratégies fatales*, Paris : B. Grasset, p. 101-159.

Becker, Howard et Jean-Michel Menger. 1988. *Les mondes de l'art*. Paris : Flammarion.

Bindé, Jérôme (dir. publ.), François Ost et Martine Remond-Gouilloud. 2000. *Les clés du XXI^e siècle*. Paris : Éditions de l'UNESCO et du Seuil.

Blandin, Bernard. 2002. *La construction du social par les objets*. Paris : Presses universitaires de France, p. 7-105.

Dubois, Philippe. 1990. *L'acte photographique*. Paris : Éditions F. Nathan. p. 57-108.

- Hartog, François. 2003. *Régimes d'historicité : Présentisme et expériences du temps*. Paris : Éditions du Seuil, 257 p.
- Menger, Jean-Michel. 1998. « Présentation ». *Voir* Becker. 1988.
- Ost, François. 2000. « Générations futures et patrimoine ». *Voir* Bindé. 2000.
- Riegl, Aloïs. 1984. *Le culte moderne des monuments : Son essence et sa genèse*. Paris : Éditions du Seuil, 122 p.
- Skeates, Robin. 2000. *Debating the Archaeological Heritage*. London : Duckworth.
- Turgeon, Laurier. 2003. *Patrimoines métissés : contextes coloniaux et postcoloniaux*. Paris : Éditions de la maison des sciences de l'homme ; Québec : Les Presses de l'Université Laval, p. 17-30 et 189-204.
- UNESCO, *Diversité culturelle*, site web consulté en octobre 2006e, <http://portal.unesco.org/culture/fr>, sous le titre « La diversité culturelle, une nouvelle éthique universelle ».

Conservation-restauration et archéologie

- Borea, Guiliana. 2005. « Proyectos Museales ». In *XIV Encuentro Regional ICOFOM-LAM. Museología y Patrimonio. Interpretación y Comunicación en América Latina*. (Lima, 28 novembre au 1^{er} décembre 2005) sous la dir de Luis Repetto (ICOM- LAC) et de Nelly Decarolis (ICOFOM-LAM), Lima : Centro cultural Pontificia Universidad Católica del Perú.
- del Águila, Carlos. 2005. « Museos y museología en el Perú ». In *XIV Encuentro Regional ICOFOM-LAM. Museología y Patrimonio. Interpretación y Comunicación en América Latina*. (Lima, 28 novembre au 1^{er} décembre 2005) sous la dir de Luis Repetto (ICOM- LAC) et de Nelly Decarolis (ICOFOM-LAM), Lima : Centro cultural Pontificia Universidad Católica del Perú.
- Detry, Nicolas et Pierre Prunet. 2000. *Architecture et restauration. Sens et évolution d'une recherche*. Paris : Éditions de la Passion, 255 p.
- Estela Benavides, Bertha. 1987. *Patrimonio monumental de Cajamarca : Seminario-taller de restauración y conservación de monumentos históricos*. Pérou : Instituto Nacional de Cultura, p. 45.
- Instituto Andino de Estudios Arqueológicos. 1982. « La Formación de Arqueólogos », *Gaceta Arqueología Andina*, vol. 1, no. 1, p. 3-5.

- Instituto Nacional de Cultura [INC], *Patrimonio*, site consulté en octobre 2006a, <http://inc.perucultural.org.pe/patri1.shtml>, sous le titre « Amenazas al Patrimonio Cultural ».
- _____, *Patrimonio*, site consulté en décembre 2006b, <http://inc.perucultural.org.pe/patri6.shtml>, sous le titre « Participación Ciudadana y Patrimonio Cultura ».
- Morales Gamarra, Ricardo. 1991. « Conservación y arqueología en el Perú ». *Revista del Museo de Arqueología*, no. 2, Universidad nacional de Trujillo, p. 191-196.
- Ossio, Juan. 1986. « Diagnóstico sobre la situación del Patrimonio Cultural del Perú ». *Fomciencias*, p. 17-23.
- Pinasco Carella, Alfio. « Nuestra importancia (Memoria, Cultura y Nación) ». *Debates de Ciencia, Tecnología y Sociedad, Universidad Ricardo Palma*, no. 9, novembre 2003, p. 45-49.
- Proyecto Especial Arqueológico CARAL - Supe-INC, site visité en janvier 2007, <http://www.caralperu.gob.pe/>, sous le titre « Los Orígenes de la Civilización en el Mundo ».
- Riviale, Pascal. 1996. *Un siècle d'archéologie française au Pérou (1821-1914)*. Paris : L'Harmattan, 425 p.
- Samanez Argumedo, Roberto. 1983. *La restauración de Estructuras de Adobe, en los Monumentos Históricos de la Región Andina del Perú*. Lima : Oficina de Asuntos Culturales de COFIDE, 44 p.
- _____. 1987. *Patrimonio monumental de Cajamarca : Seminario-taller de restauración y conservación de monumentos históricos*. Pérou : Instituto Nacional de Cultura, p. 50.
- _____. 1996a. « La conservación y restauración del Patrimonio arqueológico e histórico-artístico en el Perú : un reto generacional ». In *Premières rencontres du patrimoine, Amérique latine-Europe, Monuments, sites et documents historiques*, sous la dir. d'Yvette vanden Bemden. p. 151-155. Namur : Presses de l'Université de Namur.
- Samanez Argumedo, Roberto. 1996b. « Présentation sobre la situación del Patrimonio cultural peruano ». In *Premières rencontres du patrimoine, Amérique latine-Europe, Monuments, sites et documents historiques*, sous la dir. d'Yvette vanden Bemden. p. 93-96. Namur : Presses de l'Université de Namur.
- Shady Solís, Ruth. 2005. Témoignage sur les enjeux du patrimoine bâti au Pérou. Rencontre avec Ruth Shady Solís, à Lima, le 7 novembre 2005.

- Tardieu, Jean-Pierre. 1993. « Les chroniqueurs face à l'architecture monumentale préhispanique du Pérou (XVIème-XVIIème siècles) ». Chap. in *Les monuments et la mémoire*, p. 145-158. Paris : L'Harmattan.
- Tello Rozas, Sonia. 2002. *En torno al Patrimonio e Interdisciplinaridad, Patrimonios-Cultura I*. Lima : Universidad de San Martín de Porres, 380 p.
- Trazegnies, Fernando de . 2000. « La Conservación Moderna del Patrimonio Cultural de la Nación », T.1. de *Patrimonio Cultural del Perú*. Lima : Fondo Editorial del Congreso del Perú, p. 21-60.
- Zupan de Saldias, Vladimira. s.d., *Centros de Conservación y Restauración de Bienes Muebles en America Latina y el Caribe, Proyecto Regional de Patrimonio Cultural y desarrollo PNUD-UNESCO*. Lima : Dirección de Conservación del Museo Nacional, 124 p.

Culture, histoire et développement économique du Pérou

- Arguedas, José María. [1953] 2006. « Los prejuicios culturales : Un artículo olvidado de Arguedas que cobra actualidad ». *El Dominical* (Lima), 19 février, p. 6.
- Comisión de la Verdad y Reconciliación [CVR] , *Discurso de Presentación del Informe Final de la Comisión de la Verdad y Reconciliación*, site consulté en mai 2007, <http://www.cverdad.org.pe/ifinal/conclusiones.php>, sous le titre de « Conclusiones Generales del Informe de la CVR ».
- Dollfus, Olivier. 1972. *Le Pérou*. Paris : Presses universitaires de France, 126 p.
- World Resource Institute (Earth Trends). *Poverty Resource*, site web consulté en décembre 2007, <http://earthtrends.wri.org/povlinks/index.php>, sous le titre « Peru ».

Incas en général et art autochtone

- Alcina Franch, Jose. 1978. *L'art précolombien*. Paris : Éditions d'art ancien Mazenod, p. 565 et 566.
- Barnes, Michael (réalisation). 1997. *Secrets of Lost Empire*. Film 13 mm, coul., 60 minutes. Vermont : South Burlington.
- Boulanger, Robert. 1980. *Le Pérou, La Paz*. Paris : Hachette, 366 p.
- Bushnell, Geoffrey Hext S. 1958. *Le Pérou*. T. 2 de *Monde ancien*. France : Arthaud, 183 p.

- Disselhoff, Hans-Dietrich et Sigvald Linné. 1961. « L'art dans la région des Andes ». Chap. in *Amérique précolombienne : Les hautes civilisations du nouveau monde*. Paris : Éditions Albin Michel, p. 135- 143 et 197-235.
- García, Federico et Pilar Roca. 2004. *Pachakuteq : Una Aproximación a la Cosmovisión Andina*. Lima : Fondo Editorial del Pedagógico San Marcos, 228 p.
- Gasparini, Graziano et Luise Magolies. 1980. *Inca Architecture*. Bloomington : Indiana University Press, 350 p.
- Graulich, Michel. 1992. *La grammaire des styles : L'art précolombien, les Andes*. France : Flammarion, p. 58-63.
- Gündüz, Réna. 2001. *El Mundo Ceremonial de los Huaqueros*. Lima : Editorial Universitaria, 192 p.
- Larco Hoyle, Rafael. 1968. *Pérou, archeologia mundi*. Genève : Éditions Nagel, 264 p.
- Lumbreras, Luis Guillermo. 1985. *Les Andes de la préhistoire aux Incas*. Italie : Gallimard, 455 p.
- Métraux, Alfred. 1961. *Les Incas*. Paris : Éditions du Seuil, 189 p.
- Protzen, Jean-Pierre. 1993. *Inca Architecture and Construction at Ollantaytambo*. États-Unis : Oxford University Press, 320 p.
- Rostworowski de Diez Canseco, María. 2006. *Incas*. Lima : Empresa Editora El Comercio S.A. 95 p.
- Rowe, John Howland. 2003. *Los Incas del Cuzco. Siglos XVI-XVII-XVIII*. Cusco : Instituto Nacional de Cultura.
- Stone-Miller, Rebecca. 1996. « Art et Architecture incas ». Chap. in *L'art des Andes*, p. 181-218. Paris : Thames and Hudson.
- UNESCO, *Patrimoine mondial et La liste*, site web consulté en novembre 2006g, <http://whc.unesco.org/fr/list/447>, sous le titre « Parc national d'Uluru Kata Tjuta ».
- _____, *Culture, Patrimoine immatériel*, site consulté en mai 2007b, http://www.unesco.org/culture/intangible-heritage/index_fr.htm, sous le titre « Taquile et son art textile ».
- Zuidema, R. Tom. 1986. *La civilisation inca au Cuzco*. Paris : Presses universitaires de France, p. 87-105.

Législations en matière patrimoniale

- Alva Guerrero, Blanca. 2004. « El ICOMOS-PERU y el Proyecto de la ley de Patrimonio Cultural ». *Voir ICOMOS PERU* (dir. publ.). 2004.
- Audrerie, Dominique, Raphael Soucher et Luc Vilar. 1998. *Le patrimoine mondial*. Paris : Presses Universitaires de France, 127 p.
- Avalos de Matos, Rosalía. 1973. « La Defensa del Patrimonio cultural y la investigación ». *Revista del Museo Nacional*, Tomo XXXIX, p. 7-9.
- Bákula, Cecilia. 2004. « Por una legislación adecuada ». Chap. in *¿ Credibilidad o Veracidad ? : La autenticidad un Valor de los Bienes Culturales*, p. 35-39. Lima : Representación de UNESCO en Perú.
- Comisión Andina de Jurista, *Legislación Andina*, site web consulté en septembre 2006, <http://www.cajpe.org.pe/rij/bases/legisla/peru/consper.HTM>, sous le titre « Constitución del Perú ».
- Contardo, Oscar, *El Mercurio, Arte y Letras*, site web consulté en octobre 2006, http://www.michelvanrijn.nl/artnews/mercurio/El%20Mercurio_com.htm, sous le titre « El Oficio del Huaquero ».
- ICOMOS, *Chartes et autres textes doctrinaux*, site web consulté en septembre 2006a, http://www.international.icomos.org/charters/arch_f.htm, sous le titre « Charte internationale pour la gestion du patrimoine archéologique (1990) ».
- ICOMOS PERU (dir. publ.). 2003. « ¿ Qué es el ICOMOS ? ». *Boletín del Comité Peruano del Consejo Internacional de Monumentos y Sitios (ICOMOS)*, volume 1, no. 3, p. 1.
- _____ (dir. publ.). 2004. *Boletín del Comité Peruano del Consejo Internacional de Monumentos y Sitios (ICOMOS)*, volume 1, no. 3.
- _____ (dir. publ.). 2005. « Conversatorio : ¿Credibilidad o Veracidad? La Autenticidad, un valor de los Bienes Culturales ». *Boletín del Comité Peruano del Consejo Internacional de Monumentos y Sitios (ICOMOS)*, volume 1, no. 4, mars 2005.
- Instituto de Investigación Científico de Arqueología Peruana [Inca Perú], *Normas legales*, site web visité en septembre 2006, <http://www.deperu.com/arqueologia/6634.html>, sous le titre « Ley no. 6634 Patronato Nacional de Arqueología ».
- Instituto Nacional de Cultura – Dirección Regional de Cultura del Cusco [INC del Cusco], *Legislación Patrimonio Cultural*, site web consulté en septembre 2006a, <http://www.inc-cusco.gob.pe/DescInfo.php?IdIO=135&IdOp=135&cb=G>, sous le titre « Ley General del Patrimonio Cultural de la Nación, 22 Julio 2004 ».

- _____, *Legislación Patrimonio Cultural*, site web consulté en septembre 2006b, <http://www.inc-cusco.gob.pe/DescInfo.php?IdIO=135&IdOp=135&cb=G>, sous le titre «Ley que declara de interés Nacional el inventario, catastro, investigación, conservación, protección y difusión de los sitios y zonas arqueológicas del País ».
- Kenny, Carolyn. 2004. *Cadre holistique pour la recherche en matière de politiques autochtones*. Ottawa : Condition féminine Canada.
- Mould de Pease, Mariana. 2005. « El Instituto Nacional de Cultura y la Gestión Pública del Patrimonio Cultural. Consideraciones Iniciales». *Voir ICOMOS PERU* (dir. publ). 2005.
- Organización de Estados Iberoamericanos para la Educación, la Ciencia y la Cultura (OEI). 2002. *Informes sobre Sistemas Nacionales de Cultura Perú*, Lima, cédérom 4"3/4.
- Shady Solis, Ruth. 2004. « Simposio de ICOMOS ». *Voir ICOMOS PERU* (dir. publ.). 2004.
- UNESCO. 1983. *Conventions et recommandations de l'UNESCO relatives à la protection du patrimoine culturel*. Paris : UNESCO, p. 7-11 et 77-101.
- _____, *Textes normatifs*, site consulté en décembre 2006a, http://www.unesco.org/culture/laws/1970/html_fr/page1.shtml, sous le titre « Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicite des biens culturels ».
- _____, *Centre du patrimoine mondial et La liste*, site web consulté en septembre 2006f, <http://whc.unesco.org/fr/criteres/>, sous le titre « Les critères de sélection ».
- _____, *Culture, Patrimoine immatériel*, site consulté en septembre 2006h, http://www.unesco.org/culture/ich_convention/inde.php?lg=FR&pg+home, sous le titre « Patrimoine vivant, Patrimoine immatériel, Convention 2003 ».

Machu Picchu

- BBC, *Nota de BBC Mundo*, site web visité en décembre 2006, http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/hi/spanish/science/newsid_4439000/4439179.stm, sous titre « Plan para preservar Machu Picchu ».
- Berger, Rainer, Reinaldo Chohfi, Alfredo Valecia Zagarra, Wilfredo Yopez et Octavio Fernandez Carrasco. 1998. « Radiocarbon dating Machu Picchu, Peru », *Antiquity*, vol. 62, décembre, p. 707-710.
- Bertin, Gilles. 2005. « Machu Picchu victime de son succès ». *La Presse* (Montréal), samedi 16 avril, cahier vacances / voyages, p. 15.

- Bingham, Hiram. [1948] 1990. *La fabuleuse découverte de la cité perdue des Incas. La découverte de Machu Picchu*. Paris : Pygmalion/Gérald Watelet 70, 315 p.
- Bouchard, J-F., V. Carlotto et P. Usselman. 1992. « Machu Picchu : Problemas de Conservación de un Sitio Inca de Ceja de Selva ». *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, vol. 21, no. 3, p. 905-927.
- Burger L., Richard et Lucy C. Salazar (dir. publ.) et Jorge A. Flores Ochoa. 2004. *Machu Picchu : Unveiling the Mystery of the Incas*. New Haven : Yale University Press, 230 p.
- Carlotto Caillaux, Victor. 2001. *Plan para la Mitigación de Desastres del Poblado de Machu Picchu* ». Lima : Fondo Nacional para Áreas Naturales Protegidas por el Estado, 178 p.
- Comité de Defensa del Santuario Histórico de Machupicchu [CDSHM], *Preservación*, site web consulté en avril 2007, sous le titre « Machu Picchu Endangered by Cable Cars to Overlook Ruins ».
- Contraloría General de la República, Medio ambiente y patrimonio Cultural [CGRMAPC], *El Control de la Gestión de la Conservación del patrimonio Natural y Cultural de la Nación Peruana y de la Humanidad*, site web consulté en décembre 2007, http://www.contraloria.gob.pe/ma/interiores/cmachup_abiseo.htm, sous le titre « Auditoría de Gestión Ambiental y de Patrimonio Cultural en el Santuario Histórico de Machu Picchu (2003) ».
- El Comercio. 2005a. « Reabren el camino inca al complejo de Machu Picchu ». *El Comercio* (Lima), 5 mars, p. a27.
- _____. 2005b. « Machu Picchu : Plan Maestro que Puede Sacarlo del Deterioro ». *El Comercio* (Lima), 31 mai, año 166, no. 85-324, p.4.
- _____. 2005c. « Peru planea demandar a Yale ». *El Comercio* (Lima), 1^{er} décembre, p. c6.
- _____. 2006. « Querella no debe ocultar la nefasta política cultural ». *El Comercio* (Lima), 19 mars, p. a42.
- _____, *Edición Imprensa*, site web consulté en mai 2007, <http://www.elcomerciope.com.pe/EdicionImprensa/Html/2006-10-19/ImEcNacional0599088.html>, sous le titre « Edificarán un helipuerto cerca de Carrilluchayoc ».
- Flores Ochoa, Jorge A. 2004. « Comtemporary Significance of Machu Picchu » Voir Burger L., Richard et Lucy C. Salazar (dir. publ.), 2004.
- Frischlander, A. 1968. *Pérou : Aménagement du site de Machu Picchu (novembre à décembre 1967)*. Paris : UNESCO, 11p.

- Global Legal Information Network [GLIN], *Machu Picchu*, site web consulté en avril 2007, <http://www.glin.gov/view.action?glinID=27784>, sous le titre « Law 24889 of 9/15/88 declares in state of emergency the archaeological site of Machu Picchu, considered National Historical Sanctuary ».
- Helfer Arguedas, José Miguel. 2005. *À la recherche de Machu Picchu*. Lima : Ediciones del Hipocampo S.A.C., 128 p.
- Helicusco, *Helicopteros del Cusco*, site consulté en avril 2007, <http://www.helicusco.com/index-en.htm>, sous le titre « The Company ».
- Kauffmann Doig, Federico. 2006. *Machu Picchu Tesoro Inca*. Lima : Éditions Federico Kauffmann Doig, 110 p.
- Martorell, Alberto. 2000. *Machu Picchu : Patrimonio Cultural en Peligro*. Lima : Editorial Malze S.A., 149 p.
- MINCETUR, *Semana a Semana*, site web consulté en décembre 2006, www.mincetur.gob.pe, sous le titre « Mincetur Presentó Algunas Observaciones al Plan Maestro del Santuario Histórico de Machu Picchu ».
- _____, *Proyectos de turismo, Proyecto de Rehabilitación y Reordenamiento del Valle del Vilcanota*, site web consulté en mai 2007, http://www.mincetur.gob.pe/index_f.asp?cont=1415525, sous le titre « Análisis crítico del Plan Maestro Machu Picchu ».
- Mould de Pease, Mariana. 2003. *Machu Picchu El Código de Ética de la Sociedad de Arqueología Americana*. Lima : Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología, 238 p.
- Takillakta [RCPAL], *Machu Picchu*, site web consulté en avril 2007, <http://takillakta.org/rcpal/article/196/carrilluchayoc-puente-de-la-disputa-entre-la-necesidad-y-el-dano-ecologico-en-machupicchu>, sous le titre « Prohibirán negocios y viviendas cerca de puente Carrilluchayoc, cerca a Machu Picchu ».
- Terra Perú, *Nacional*, site web consulté en avril 2007, <http://www.terra.com.pe/noticias/articulo/html/act781414.htm>, sous le titre « Presidente regional demostrará a Unesco que puente Carrilluchayoc no afecta Machu Picchu ».
- Tierra América, *Reportajes*, site web consulté en avril 2007, « <http://www.tierramerica.net/2005/0507/articulo.shtml>, sous le titre « Turismo excesivo asedia Machu Picchu ».
- UNESCO, *Sanctuaire historique de Machu Picchu*, site web consulté en septembre 2006b, <http://whc.unesco.org/archive/repcom98.htm#sc274>, sous le titre « Decision : State of Conservation Report : 1998 ».

- _____, *Sanctuaire historique de Machu Picchu*, site web consulté en septembre 2006c, <http://whc.unesco.org/archive/repcomx99.htm#sc274>, sous le titre « Decision : State of Conservation Report : 1999 ».
- _____, *Sanctuaire historique de Machu Picchu*, site web consulté en septembre 2006d, http://whc.unesco.org/archive/advisory_body_evaluation/274.pdf, sous le titre « Évaluation des Organisations consultatives ».
- _____, *Actualité*, site web visité en mai 2007a, <http://whc.unesco.org/fr/actualites/323>, sous le titre « L'UNESCO envoie une mission pour évaluer l'état de conservation du site du patrimoine mondial du Machu Picchu ».
- _____, *Sanctuaire historique de Machu Picchu*, site web consulté en janvier 2005, <http://whc.unesco.org/fr/list/274>, sous le titre « 2005 - Decision 29COM 7B.33 ».
- Universidad Nacional de Ingenieria, *Archivo*, site web consulté en janvier 2007, <http://www.orce.uni.edu.pe/modules.php?name=News&file=article&sid=10>, sous le titre « Protección hidráulica contra incendios en el santuario de Machu Picchu ».
- Urbano Perú, *Noticias*, site web consulté en mai 2007, <http://www.urbanoperu.com/noticias/invertiran-cuatro-millones-en-puente>, sous le titre « Invertirán US\$4 millones para unir puente de Carriluchayoc con ampliación de línea férrea a Machu Picchu ».

Pachacamac

- Eeckhout, Peter. 1998. « Le temple de Pachacamac sous l'empire inca ». *Journal de la société des américanistes*, Tome 84, Fascicule 1, p. 9-43.
- _____. 2005. « L'élite au pouvoir dans l'ancien Pérou ». *National Geographic*, vol. 12.3, no. 66 (mars), p. 82-87.
- Instituto Nacional de Cultura [INC], *Patrimonio mundial en el Perú*, site web consulté en septembre 2006c, http://www.perupatrimonio.com.pe/pg_sitios_prop.htm, « Sitios Propuestos en el Perú ».
- Luna Amancio, Nelly. 2006. « Santuario de Pachacamac y Valle de Lurín ceden antes expansión urbana ». *El Comercio*. Mercredi le 30 août 2006.
- Matos Mar, Jose, Jose Portugal Mendoza et al. 1964. *El Valle de Lurín y el Pueblo de Pachacamac*. Lima : Universidad Nacional Mayor de San Marcos : 282 p.
- Pachacamac Archeological Project [PAP], site consulté en novembre 2006, <http://www.pachacamac.net/index.html>, sous le titre « Summary Reports and Papers ».

- Paredes Botoni, Ponciano. s.d. *Pachakamaq Ciudad Sagrada : Guía Arqueológica*. Lima : s.é. 48 p.
- _____. 2006. Témoignage sur le site archéologique de *Pachacamac* et sur les enjeux de sa conversation. Rencontre avec Ponciano Paredes Botoni, à Lima (*Museo de Sitio de Pachacamac*), le 13 mars 2006.
- Ravines, Rogger. s.d. *Pachacamac Universal Sanctuary*. Lima : Editorial Los Pinos E.I.R.L., 95 p.
- Rostworowski de Diez Canseco, María, 1999. *El Señorío de Pachacamac : El Informe de Rodrigo Cantos de Andrada de 1573*. Lima : Instituto de Estudios Peruanos, 238 p.
- Saco, Marcelo. 2006. Témoignage sur la gestion et la conservation du site de *Pachacamac*. Rencontre avec Marcelo Saco, à Lima, le 15 mai 2006.
- Shimada, Izumi. 1991. « Pachacamac Archeology : Retrospect and Prospect ». *Voir Uhle*. 1991.
- _____. 2005. *Arqueología Inter-disciplinaria*. Conférence, Lima, 23 novembre 2005, *Museo de Arqueología y Antropología de la Universidad de San Marcos* à Lima.
- Sistema de bibliotecas de la UNMSM, document pdf *Capítulo XV : Observaciones acerca de la historia del templo*, site web visité en mars 2007, <http://sisbib.unmsm.edu.pe/bibvirtualdata/libros/historia/pachacamac/pdf/cap15.pdf>
- Tello C., Julio. s.d. *Guía de las Ruinas de Pachacamac*. Lima : Sociedad académica de Estudios Americanos, 39 p.
- Uhle, Max. Izumi Shimada et Gordon R. Willey. 1991. *Pachacamac A Reprint of the 1903 Edition by Max Uhle, Pachacamac Archeology : Retrospect and Prospect*. Philadelphia : The University Museum of Archaeology and anthropology of Pennsylvania.
- Valencia Zegarra, Alfredo et Arminda Gibaja Oviedo. 1992. *Machu Picchu : La Investigación y Conservación del Monumento Arqueológico después de Hiram Bingham*. Qosqo : Municipalidad del Qosqo, 394 p .
- Willey, Gordon R. 1990. « Pachacamac Archeology : Retrospect and Prospect ». *Voir Uhle*. 1991.

Sacsayhuaman

- Angles Vargas, Victor. 1988. « Machupijchu el Turismo ». Chap in. *Historia del Cusco Incaico*, Tome III. p. 321-344. Cusco : Esquina Victoria.

- Azevedo, O.D. de, Paulo. 1982. *Cusco Ciudad Histórica : Continuidad y Cambio*. Lima : Proyecto Regional de Patrimonio Cultural PNUD/ Unesco, 177 p.
- Bolivar Yapura, Wilber. 2006. Témoignage sur la gestion du patrimoine culturel immobilier de la vallée sacrée du Cusco. Rencontre avec Wilber Bolivar Yapura, à Cusco (INC del Cusco), mars 2006.
- Centro Peruano de Estudio Sociales. *Legislacion Agraria y Rural, Tierras*. Site consulté en décembre 2006. <http://www.cepes.org.pe/legisla/ley26505.htm>, sous le titre « Ley de inversion privada en el desarrollo de las actividades economicas en las tierras del territorio nacional y de las comunidades campesinas y nativas ».
- Dean S., Carolyn. 1998. « Cuating a Ruin Colonial Cusco : Sacsahuamán and What Was Made of It ». *Andean Past*, vol. 5, p. 160-174.
- Estrada, Enrique. 1981. « El Turismo y el Desarrollo Urbano Regional del Cusco ». In *Seminario-taller de Reciclaje, Evaluación y Orientación de los Cursos Regionales de Restauración de Monumentos Históricos - Conservación de Centros Históricos Cusco-Perú* (Cusco, 31 août - 20 de septembre 1981), sous la dir. de l'Instituto Nacional de Cultura, p. 169-178. Cusco : Instituto Nacional de Cultura.
- Estrada Pérez, Daniel. 1991. « Mecanismos, Incentivos Fiscales y Dificultades en una Ciudad del Patrimonio de la Humanidad : Qosqo ». In *La sauvegarde des ensembles historiques urbains en période d'évolution : Actes du 1^{er} Colloque international des villes du patrimoine mondial* (Québec, 26-28 octobre 19), p. 333-340. Québec : Société pour la mise en valeur de Québec.
- Gutierrez Samanez, Jose Carlos. 2000. *La Destrucción del Patrimonio Monumental del Cusco*, Lima : Lluvia Editores, 92 p.
- Instituto Nacional de Cultura – Dirección Regional de Cultura del Cusco [INC del Cusco]. 2005. *Plan Maestro Parque Arqueológico de Sacsaywaman*. Cusco, cédérom 4"3/4.
- Lee R., Vincent. 1986. « The Building of Sacsayhuaman ». *Ñawpa Pacha*, vol. 24, p. 49-57. California.
- Pardo, A. Luis. 1957. *Historia y Arqueología del Cuzco*. T. 1. Pérou : s.é., 369 p.
- Ramos Condori, Florencio Fidel. 1998. *Conservación de Zonas Arqueológicas del Departamento del Cusco. Una Visión del Turismo de la Sub Región Inka*. Lima : Edmundo Pantijozo.
- UNESCO, Ville de Cuzco, site consulté en novembre 2006j, <http://whc.unesco.org/fr/list/273>, sous le titre « 2004 - Decision 28COM 15B.119 ».
- Valcárcel E., Luis. 1934. « Sajsawaman Redescubierto ». *Revista del Museo Nacional*, Tomo III, n. 1-2, p. 1-45.

_____. 1935. « Los trabajos arqueológicos en el Departamento del Cusco : Sajsawaman Redescubierto (IV) : Un Hallazgo Trascendental ». *Revista del Museo Nacional*, Lima, II, 163 p.

Tourisme

Arsenault, Daniel. 1997. « L'impact du tourisme sur les sites sacrés en Amérique précolombienne ». *Téoros*, vol. 16, no.2, été 1997, p. 21-25.

Cazes, Georges et Robert Lanquar. 1980. *L'aménagement touristique et le développement durable*. Paris : Presses universitaires de France, 127p.

Lapointe, Dominic et Christiane Gagnon. 2006. « Écotourisme et développement durable viable : une dialectique, un cadre interprétatif ». In *L'écotourisme, entre l'arbre et l'écorce : de la conservation au développement viable des territoires*, sous la dir. de Christiane Gagnon et Serge Gagnon, p. 13-42. Québec : Presses de l'Université de Québec, p. 13-42.

León, Rafo. 2005. « Oportunidades y Riesgos del Turismo Vivencial ». In *Rumbo a las Nuevas Tendencias : Seminario Turismo Alternativo* (Lima, 21 et 22 septembre 2005) sous la dir de Juan Carlos Paredes Izquierdo. Lima : Universidad de San Martín de Porres.

Llerena, Ánghello. 2005. « Cambio de Mando ». *El Comercio*. 23 janvier 2006, b7.

Quindimil, Manuel, Carla Temoche et Sandra Zúñiga. 2005. « Destination Peru ». *Contact : Revista de la Camara de Comercio Americana del Perú*, Janvier – Mars 2005, p. 9- 19.

Rodríguez, Juan Carlos. 2005. « Las Nuevas Formas Turísticas en España. Estrategias de Comunicación ». In *Rumbo a las Nuevas Tendencias : Seminario Turismo Alternativo* (Lima, 21 et 22 septembre 2005) sous la dir de Juan Carlos Paredes Izquierdo. Lima : Universidad de San Martín de Porres.